

L'Allemagne et le désarmement

Comme pour combler le vide politique de l'été, voilà que depuis quelques jours est relancé en République fédérale d'Allemagne un débat qui en fait n'a pratiquement pas cessé de travailler l'opinion ouest-allemande depuis une dizaine d'années (plus précisément depuis le début de l'affaire des aéro-missiles) et qui tourne autour de cette question : les deux États germaniques ont-ils un rôle particulier à jouer « en faveur de la paix », en l'occurrence en faveur du désarmement ?

Deux événements ont ramené la polémique. Ce fut d'abord l'invitation à ouvrir un dialogue direct lancée la semaine dernière en termes vagues et informels par le ministre allemand de la Défense, le général Kessler, à son collègue occidental, M. Rupert Scholz. Tandis que ce dernier, de même que le chancelier, accueillait cette proposition avec une réserve polie, en renvoyant en substance les discussions sur le désarmement à leur cadre international, plusieurs députés sociaux-démocrates et même certains libéraux proches de M. Genscher, condamnaient la pusillanimité de M. Scholz.

Quelques jours plus tard, une rumeur circulait à Bonn, qui n'a été encore ni confirmée ni démentie, selon laquelle M. Rupert Scholz pourrait accompagner le chancelier Kohl à Moscou en octobre prochain, ce qui serait une première. Cette perspective a, elle aussi, ses partisans et ses adversaires, non seulement à Bonn, mais peut-être aussi dans d'autres capitales occidentales.

On comprend que M. Honecker souhaite - dans le domaine du désarmement, à défaut des autres - avoir l'air de faire comme M. Gorbatchev, avec des initiatives aussi populaires chez lui que dans l'autre Allemagne. La politique du pacte de Varsovie n'est-elle pas, d'ailleurs, de multiplier les propositions, même celles qui n'ont aucun avenir, afin d'apparaître comme le véritable promoteur de la détente et d'en tirer tout le bénéfice en termes d'image ?

Le gouvernement du chancelier Kohl, soumis aux fortes pressions d'une opinion publique qui voudrait qu'on aille plus loin et plus vite sur la voie du désarmement, doit, lui, en permanence, se défendre vis-à-vis de ses alliés de vouloir brader les intérêts de l'OTAN au profit d'intérêts allemands spécifiques.

M. Scholz a eu raison de rappeler qu'il n'y a pas de « voie allemande particulière vers le désarmement ». L'idée de M. Genscher d'associer la France, et son ami Roland Dumas, à sa récente démarche en faveur de l'ouverture rapide de négociations sur les armes classiques participe du même souci. Faut-il pour autant récuser le dialogue avec la RDA ? Le principe de ces futures négociations sur le conventionnel, pour lequel la France s'est ardemment battue, est qu'elles se dérouleront entre États - et non entre blocs militaires. On ne saurait dès lors condamner le contact direct entre deux États, fussent-ils tous deux allemands, étant entendu que dialoguer ne veut pas dire tomber à pieds joints dans tous les pièges, comme le SPD semble parfois tenté de le faire.

La voie, pour les dirigeants de Bonn, est étroite. Du moins leurs partenaires de l'OTAN, plutôt que d'alimenter un permanent procès d'intention, semblent-ils aujourd'hui tenir compte davantage de la situation stratégique objective des deux États allemands.

M 0147 - 08170 - 4,50 F



La convention de la Nouvelle-Orléans

M. Reagan magnifie l'héritage légué au candidat républicain

Dans le discours qu'il a prononcé, le lundi 15 août, devant la convention républicaine réunie à La Nouvelle-Orléans, le président Reagan a magnifié l'héritage qu'il entend transmettre à M. George Bush, tout en s'efforçant de laisser la vedette au candidat républicain à l'élection présidentielle. Ce discours d'adieu, empreint d'une certaine nostalgie des bonnes années passées à la Maison Blanche, n'était cependant pas du « grand Reagan ».

LA NOUVELLE-ORLÉANS de notre envoyé spécial

L'événement ne s'était pas produit depuis près de trente ans : un président des États-Unis, arrivé presque au terme de son second mandat, venu à la convention de son parti pour passer lui-même le relais. La dernière fois, c'était en 1960 - Eisenhower laissant le champ libre à un Richard Nixon, qu'il ne citait que du bout des lèvres, et qui allait être battu d'un souffle par John Kennedy.

Lundi 15 août, à La Nouvelle-Orléans, M. Reagan a confié à son tour l'héritage à son propre vice-président, M. Bush, engagé dans un duel avec un autre démocrate venu du Massachusetts, M. Michael Dukakis. Mais M. Reagan l'a fait avec infiniment plus de chaleur et de conviction, et il semble déterminé à participer activement à la bataille électorale de l'automne. M. Bush, c'est clair, peut compter sur lui, et il a apprécié ce qu'il a appelé « un grand et généreux discours », où M. Reagan n'a pas été avare de compliments à son adresse.

Le président en exercice a-t-il poussé l'élégance jusqu'à éviter de trop user de ses talents d'orateur ? Ce discours, car c'était bien un sens un discours d'adieu, n'était en tout cas pas du Reagan des très grands jours, mais plutôt une performance en demi-teinte conçue pour aider M. Bush, et accessoirement pour évoquer avec fierté et déjà un soupçon de nostalgie les bonnes années passées à la Maison Blanche.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Le débat au sein de la centrale palestinienne

L'OLP entre rêve et réalité

D'intenses débats ont lieu au sein de l'OLP et chez les dirigeants palestiniens des territoires occupés, à l'approche de la réunion, à Alger, du Conseil national palestinien, prévue pour fin août ou début septembre. Ils portent sur une possible proclamation d'indépendance palestinienne et sur la formation d'un gouvernement provisoire.

« La meilleure arme des Arabes des territoires occupés », constatait l'écrivain israélien David Grossman, c'est qu'ils ne changeront pas. (1). C'était il y a un peu plus d'un an, et cela semble déjà si loin. C'était avant l'intifada - le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza - qui vient d'entrer dans son neuvième mois. « Les Palestiniens », ajoutait David Grossman, ferment les yeux à la dure réalité (...). Ils s'inventent leur Terre promise. Et c'est toujours la même exigence absolue : tout. Naplouse et Hébron, Jaffa et Jérusalem. »

Cet immobilisme tétu, s'il a permis de « préserver » le rêve, a aussi longtemps rendu service à Israël, dispensé de tout effort d'imaginaire.

Et si les Palestiniens, par la force des choses, étaient malgré tout en train de changer ? Il faudrait certes être naïf pour croire que le vieux rêve tenace du « retour à Jaffa » nourri par deux générations d'exilés et ramené par les plus intransigeants des révoltés d'aujourd'hui, se dissiperait avant longtemps. Les Israéliens sont bien placés pour le savoir. Ancien chef des services de renseignements militaires, le général Yehoshafat Harkabi observait récemment : « Nous ne pouvons pas interdire à nos adversaires leurs dangereux rêves. Le plus que nous puissions faire est de les contraindre à modérer leur position. »

Entre le rêve et la réalité, il y a place pour le destin. Or, depuis quelques semaines, l'OLP semble plus que jamais face au sien. Aura-t-elle cette fois le courage - la sagesse - de le saisir ? On en saura plus en septembre après la réunion du Conseil national palestinien (CNP), le « Parlement en exil » de l'OLP, voué, selon toute vraisemblance, à de grandes décisions. En attendant, pour l'OLP, approche l'heure d'un choix fondamental : s'engager solennellement, dès maintenant, à vivre, le jour venu, aux côtés d'Israël.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

(1) Dans le Vent jaune, Editions du Seuil.

La mise en œuvre de l'accord de Matignon

Nouvelle-Calédonie : le FLNKS réduit ses exigences

Les délégations du FLNKS et du RPCR, respectivement conduites par M. Jean-Marie Tjibaou et par le sénateur Dick Uketwé, sont attendues à Paris, le mercredi 17 août, pour le début des conversations qu'elles mèneront sous l'égide du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec. Le FLNKS semble avoir réduit ses exigences quant à la mise en œuvre de l'accord de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.



Lire page 6 l'article de FRÉDÉRIC BOBIN

La mort d'Enzo Ferrari

Le mythe du cheval rampant

Avec Enzo Ferrari, décédé le dimanche 14 août, à quatre-vingt-dix ans, un mythe s'est éteint. Né avec le siècle de l'automobile, ce fils de ferronnier de Modène avait contribué à en forger la légende. Les bolides rouges frappés du petit cheval rampant qui sortent de l'usine de Maranello sont restés, depuis 1947, des symboles de perfection technologique et de luxe. Les quatre mille voitures produites annuellement suffisent à peine à répondre à la demande internationale.

Les Ferrari sont des objets de rêve. C'est sur les circuits de course, en volant de succès en succès, qu'ils ont acquis leur réputation. La Scuderia possède la plus riche palmarès de toute l'histoire du sport automobile, et jusqu'au dernier moment, malgré les cruelles attaques de la maladie, l'« ingénieur » a suivi depuis sa maison de Modène le comportement de ses voitures sur les circuits de formule 1.

Sa présence était discrète. Sa mort toutefois pourrait brusquer la mutation de Ferrari au sein du groupe Fiat. La firme pourrait envisager d'associer désormais Ferrari et ses succès sportifs à une marque plus diffusée du groupe : Alfa Romeo par exemple, chez qui Enzo Ferrari avait fait ses débuts de pilote dans les années 20.

(Lire l'article d'OLIVIER MERLIN et nos informations page 7.)

La fête de la voile à Douarnenez

Le quatre-mâts de la « perestroïka »

Près de sept cent cinquante voiliers anciens se sont réunis pendant quatre jours à Douarnenez, pour la deuxième Fête internationale de la voile. Cette rencontre, qui a connu un vif succès populaire et dont le clou a été la présence du quatre-mâts barque soviétique de 117 mètres de long « Sedov », illustre l'intérêt grandissant porté à la culture et aux traditions de la mer.

DOUARNENEZ de notre envoyé spécial

« Goulag, non merci » : l'inscription, bombée à la peinture rouge sur la vitrine de la permanence du PCF, rue Duguay-Trouin à Douarnenez, jure avec l'entreprise de séduction menée (et réussie) par les Soviétiques tout au long de la Fête internationale de la voile traditionnelle, dont la deuxième édition, tenue du vendredi 12 au lundi 15 août dans ce petit port du Finistère, a

connu un ample succès populaire : 180 000 entrées payantes, un succès qui a dépassé les prévisions des animateurs organisateurs de la revue Chasse-marinée.

Certes, l'appartenance politique de M. Michel Mazeas, maire communiste de la ville, a facilité la venue - pour son premier mouillage dans les eaux françaises - du Sedov, le plus grand voilier navigant au monde, superbe quatre-mâts barque de 117 mètres de long, construit en 1921 par un chantier naval allemand, acquis en 1945 par l'Union soviétique au titre de dommages de guerre, aujourd'hui bateau-école pour cent vingt officiers.

Mais aussi les autorités soviétiques souhaitent « une opération médiatique d'envergure dans le cadre de la « perestroïka », comme l'indique M. Mazeas lui-même, à l'occasion d'une fête maritime réunissant quelque 750 voiliers anciens, français et étrangers (britanniques, allemands, néerlandais et même australiens). Parmi cette imposante

flottille, dont les bateaux les plus maniables ont paré lundi soir en une ultime « fête vénitienne » dans l'illumination bleutée du port de Rosmeur, figuraient des dizaines de très beaux spécimens, comme le trois-mâts barque panaméen ou la Canacalaise, fierté de Douarnenez, bisquine reconstruite pour 3 millions de francs et lancée en 1987. Mais aucun ne pouvait rivaliser, du moins en taille, avec la majesté du Sedov.

MICHEL CASTAING.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Séropositifs en fiches
- Les nouvelles armes de la cardiologie
- Vendanges et pollens

Pages 13 et 14

La situation dans les territoires occupés et les débats au sein de la centrale palestinienne

L'OLP formerait le mois prochain un gouvernement provisoire et proclamerait l'indépendance d'un Etat palestinien

La double éventualité d'une prochaine proclamation par l'OLP de l'indépendance d'un Etat palestinien et de la formation d'un gouvernement provisoire semble se préciser. L'agence officielle égyptienne «Middle East News», a diffusé, lundi 15 août, un document, dont elle dit avoir eu copie, et qui résume les projets de l'OLP dans ce domaine. Selon ce texte, l'OLP formerait le mois prochain un gouvernement provisoire en Cisjordanie avec Yasser Arafat à sa tête et proclamerait l'indépendance d'un Etat palestinien, dont Jérusalem serait la capitale.

«Le gouvernement provisoire, précise ce document, aurait deux ailes, l'une en exil, l'autre sur le sol palestinien. Tous les membres du comité exécutif de l'OLP seraient considérés comme membres de ce gouvernement. M. Arafat serait chef de l'Etat et M. Kaddoumi, ministre des affaires étrangères. La proclamation de l'indépendance serait faite une semaine avant la réunion d'Alger, en septembre, du Conseil national palestinien (1) (le parlement en exil des Palestiniens).

Dans une autre dépêche datée d'Amman, l'agence égyptienne précise que «Arafat annoncerait la formation d'un Etat palestinien au cours d'une allocution en septembre devant le parlement européen de Strasbourg». Toujours selon l'agence égyptienne, l'OLP établirait dans les territoires occupés une administration provisoire chargée des affaires de la vie quotidienne : santé, éducation, police, industrie, agriculture, etc. En outre, indique l'agence, «le gouvernement provisoire déclarerait, au nom de l'OLP, qu'il est prêt à former une délégation comprenant des personnalités de l'intérieur et de l'extérieur des territoires, afin d'ouvrir des négociations pour un règlement final du conflit avec Israël.

Ces suites de l'agence égyptienne ont coïncidé lundi avec le séjour au Caire d'une délégation de l'OLP conduite par M. Mahmoud Abbas (Abou Mazan), membre du comité

Divergences au sein de la résistance

Le chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habache, a affirmé lundi à Damas que «la création d'un Etat palestinien indépendant ne signifie pas et ne pourrait signifier la reconnaissance de l'entité de l'ennemi sioniste sur le sol de Palestine». Il répondait ainsi à M. Salah Khalaf (Abou Iyad), numéro deux de l'OLP, qui a indiqué dans une interview du Journal du dimanche, que l'OLP avait l'intention de reconnaître l'Etat d'Israël (le Monde du 16 août). Pour M. Habache, «lever le drapeau jordanien, né de la rupture de la Cisjordanie, ne signifie pas fournir des concessions gratuites à l'ennemi sioniste. Nous ne le faisons pas face au régime jordanien, il faut aussi ne pas le faire vis-à-vis d'Israël.

Le Front populaire de libération de la Palestine (commandement général) FPLP-CG de M. Ahmad Jibril) a lui aussi critiqué, lundi, les déclarations de M. Abou Iyad. Pour le FPLP-CG, ces propos «ne représentent pas le point de vue de la révolution palestinienne». «Ses déclarations ne laissent aucun doute sur son dévoiement ni sur sa volonté de brader la question palestinienne et constituent un complot contre le soulèvement victorieux de notre peuple.

Le Fatah-Conseil révolutionnaire (d'Abou Nidal), a, enfin, qualifié la position d'Abou Iyad de «travestie et destructrice». — (UPI, AFP.)

(1) M. Abou Charif, conseiller de M. Arafat, a affirmé, pour sa part, que la réunion du CNP aurait lieu à Alger dans la dernière semaine du mois d'août.

Maintien du couvre-feu total à Gaza

Le couvre-feu total imposé depuis dimanche par l'armée israélienne aux quelque 700 000 habitants palestiniens de la bande de Gaza restait en vigueur mardi matin 16 août. Le maintien de cette mesure très stricte n'a pas empêché de nouveaux affrontements entre des manifestants et l'armée qui ont fait lundi deux blessés dans le camp de réfugiés de Jabalia. En Cisjordanie, un Palestinien de vingt-deux ans a été tué lundi à Tulkarem et deux autres, âgés de quatorze et dix-huit ans, blessés à Naplouse et dans un camp proche de Ramallah.

Aux cours d'une visite à Gaza, le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, a déclaré que le couvre-feu visait «à réduire le niveau de violence et à contraindre les plans des comités populaires (palestiniens) qui prétendent se substituer à l'administration israélienne». Estimant que les manifestations de dimanche avaient été le fait des «mouvements islamistes extrémistes dont l'influence dans ce territoire est au moins aussi importante que celle de l'OLP», M. Rabin a ajouté : «Jamais nous ne céderons à la violence. Nous y répondrons par la force. Les habitants de Gaza doivent se rendre compte que lancer des cocktails Molotov et dresser des barricades ne leur mèneront nulle part.

Selon des sources militaires israéliennes, c'est la mort de deux ouvriers palestiniens originaires de Gaza, brûlés vifs dans la nuit du 8 au 9 août dans l'incendie criminel de la cabane où ils logeaient près de Tel-Aviv (le Monde daté 14-15 août) qui a déclenché cette nouvelle flambée de violence. Un troisième ouvrier, grièvement blessé, est mort dans la nuit de lundi à mardi.

D'autre part, six Israéliens dont un bébé ont été blessés par l'explosion d'une bouteille incendiaire alors qu'ils circulaient dans leur voiture en direction de l'implantation juive de Gush-Katif, dans la bande de Gaza. Enfin, un détenu palestinien s'est pendu dimanche dans sa cellule de la prison de Dheiriyah, au sud de Hébron. Le prisonnier, âgé de vingt et un ans, avait été arrêté il y a deux mois, et, affirme-t-on de sources palestiniennes, sévèrement battu au cours de ses interrogatoires. — (AFP, Reuters.)

Le conflit du Golfe

« Une guerre diplomatique est aussi dangereuse qu'un affrontement armé » déclare le chef de l'Etat iranien

Le président iranien Saddam Hussein s'est entretenu le lundi 15 août, à Bagdad, avec le roi Hussein de Jordanie, qui l'a félicité de la «victoire irakienne» et du cessez-le-feu avec l'Iran. Le souverain jordanien a souligné que «la victoire de l'Irak se répercutera de manière positive sur toute la nation arabe et renforcera ses capacités face à son ennemi commun».

De son côté, le chef de l'Etat iranien, M. Ali Khamenei, a estimé, lundi, qu'une guerre diplomatique «n'est pas moins dangereuse qu'un affrontement armé». M. Ali Khamenei a également déclaré que l'Iran doit demeurer en position de force pendant les négociations de paix afin de garantir leur succès. «Dieu nous garde d'un affaiblissement de notre

(Suite de la première page.)

Pour l'instant, l'OLP n'a accompli aucun geste décisif. Un tel geste, au demeurant, ne pourrait prendre toute sa force qu'une fois avalisé par le CNP. Il reste que ses dirigeants font assaut de déclarations qui laissent espérer un proche «aggiornamento». Le roi Hussein fut l'accoucheur de ces changements. En renonçant le 31 juillet à son ancestral revendication sur la Cisjordanie, le souverain hachémite a lancé à l'OLP un défi formidable, mais au fond salutaire. En faisant de la rive occidentale du Jourdain un «bien sans maître», il a créé un vide juridique et politique que tout incite l'OLP à combler.

L'un des pires ennemis de l'OLP, le général israélien Ariel Sharon, l'a si bien compris qu'il exhorta aussitôt son premier ministre à annexer de jure le territoire occupé depuis vingt ans. Mais M. Shamir n'est pas prêt, en cette période électorale, à prendre une décision, certes chère à son cœur, mais qui l'obligerait à se défaire du seul atout de la droite israélienne, l'offre d'autonomie prévue par les accords de Camp David. En se retirant du jeu, Hussein permet donc à l'OLP de reprendre l'initiative qui lui avait largement échappé depuis décembre et de récolter enfin le capital politique de l'infatigable. Il l'oblige aussi à préciser son cap.

Dopée par la détermination des révoltes palestiniennes, forte de son prestige retrouvé lors du sommet arabe d'Alger en juin, l'OLP avait à choisir entre la surenchère et l'apaisement. Elle a préféré cette seconde attitude. En mettant l'OLP devant ses responsabilités, le roi Hussein l'a contrainte un peu plus à la modération et à l'efficacité, même s'il n'a fait que précipiter une évolution perceptible depuis plusieurs mois. Encore faudrait-il, pour convaincre, que l'OLP renonce d'abord à son traditionnel double langage — modéré pour l'Occident, radical à l'intention de ses troupes — ou au langage codé, qu'elle abandonne l'équivoque et l'ambiguïté longtemps indigestes, au maintien de son unité de façade et à la survie politique de son chef.

Quatre chapitres

L'évolution concerne, pour l'essentiel, quatre chapitres : la reconnaissance de l'existence d'Israël, la charte nationale palestinienne, la déclaration d'indépendance, la formation d'un gouvernement en exil ou provisoire.

1. — La reconnaissance d'Israël. C'est depuis toujours l'une des pierres d'achoppement du conflit israélo-arabe. Yasser Arafat a bien résumé sur ce point la position ancienne de l'OLP dans une interview au New York Times (mars 1984) : «Je n'ai qu'une carte, la reconnaissance d'Israël. Je ne l'abandonnerai que si j'obtiens quelque chose de substantiel en retour. Je ne suis pas Sadate. Lui s'est suicidé. Je dois être prudent». Le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël fut consacré par la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 novembre 1967), texte rejeté par le monde arabe, mais auquel se réfèrent les plans de paix ultérieurs. Il fut implicitement reconnu par le plan arabe de Fatah (septembre 1968).

Parce qu'elle avait pour raison d'être le droit des Palestiniens à l'autodétermination — donc à un Etat — l'OLP a toujours refusé que le conflit israélo-palestinien fût

réduit, comme dans la résolution 242, à un simple problème de réfugiés. «Reconnaître 242 est une absurdité, disaient ses responsables. Comment pourrions-nous reconnaître un texte qui ne nous reconnaît pas ? Plus tard, l'OLP entreprit l'ambiguïté en acceptant un bloc toutes les résolutions de l'ONU consacrées au conflit, dont certaines, comme celle assurant le sionisme au racisme (11 novembre 1975), revenaient à vider la 242 de sa substance.

Début juin, il y eut du nouveau. Proche conseiller de M. Arafat, M. Bassam Abou Charif a clarifié les choses, en six propositions (le Monde du 17 juillet). «L'OLP, entretint l'ambiguïté en acceptant un bloc toutes les résolutions de l'ONU consacrées au conflit, dont certaines, comme celle assurant le sionisme au racisme (11 novembre 1975), revenaient à vider la 242 de sa substance.

Dans sa récente interview au Journal du dimanche, M. Salah Khalaf, alias Abou Iyad, numéro deux de l'OLP, assure que celle-ci «a naturellement» l'intention de reconnaître l'Etat d'Israël (le Monde du 16 août). Mais le dirigeant s'appuie sur un texte antique, la résolution 181 relative au partage de la Palestine adoptée par l'ONU le 29 septembre 1947. Il invoque ce texte car, dit-il, «c'est la seule décision prise par les Nations unies qui nous donne le droit de créer un Etat palestinien» (tant en se défendant de revendiquer «les frontières» que cette résolution mentionne.

Il n'est bien sûr pas indifférent que la reconnaissance explicite de l'Etat d'Israël émane de l'adjoint direct de Yasser Arafat, un homme tenu de surcroît pour un «dur» du Fatah. Une réserve toutefois : c'est le même Abou Iyad qui, en juin, tança violemment M. Abou Charif en lui demandant de mettre fin à «son badinage politique et à ses déclarations déviatrices». L'initiative du roi Hussein suffit-elle à expliquer que Abou Iyad ait, en deux mois, rallié la ligne modérée d'Abou Charif ?

2. — La Charte nationale palestinienne. Adoptée en 1964 par l'OLP comme «loi fondamentale» et renouée en 1968, elle déclare notamment : «Le partage de la Palestine en 1947 et la création de l'Etat d'Israël sont nuls et non avenue» (article 19) et «la prétention à un lien historique ou spirituel entre les juifs et la Palestine ne correspond pas aux réalités historiques» (article 20). Autrement dit, l'Etat d'Israël doit être rayé de la carte. Ces postulats nihilistes sont brandis de longue date par Israël comme des arguments massifs justifiant à ses yeux le refus de tout dialogue avec l'OLP.

Reconnaître l'existence d'Israël suppose forcément pour l'OLP qu'elle renie les articles en question — et quelques autres — de sa

charte ou qu'elle substitue à ce texte une nouvelle plate-forme. C'est le type d'évolution que laisse envisager Abou Iyad en affirmant : «Nous pensons sérieusement à créer un Etat palestinien (...) dont le programme politique sera tout à fait différent de la charte nationale qui est actuellement celle de l'OLP.

Le problème des frontières

3. — La déclaration d'indépendance. L'idée a mûri chez les «Palestiniens de l'intérieur» ces derniers mois, comme en témoigne un projet, appelé «document Hussein», du nom du directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est, où la police dit l'avoir découvert (le Monde du 9 août). La décision du roi Hussein lui a donné une actualité brûlante. A l'exemple des peuples américains ou juifs — pour s'en tenir à deux précédents célèbres — les Palestiniens, par l'entremise de l'OLP, proclameraient unilatéralement leur indépendance, dans les territoires occupés. Voilà pour le principe. Reste à fixer les modalités.

A en croire Abou Iyad, l'Etat palestinien aurait pour acte fondateur la résolution 181 déjà citée. Mais la déclaration d'indépendance laisserait en suspens la question — ô combien cruciale et explosive — des frontières, en évitant de délimiter de manière définitive l'Etat palestinien, et, par ricochet, l'Etat hébreu. «Je n'ai pas dit, ajoute Abou Iyad, qu'il fallait accepter les frontières mentionnées dans l'article 181». Ce texte de 1947 prévoyait un Etat juif de 14 100 km² (57 % du territoire de la Palestine sous mandat) et un Etat arabe de 11 500 km² (43 %). La Cisjordanie et Gaza ne représentaient, eux, que 23 % de cette même Palestine du mandat.

Prétendre se référer aux frontières de 1947 reviendrait pour l'OLP à nier cinq guerres, à effacer son «refus de l'Histoire», alors qu'elle affirme aujourd'hui vouloir précisément échapper à ce travers. Quoi qu'il en soit, proclamer l'indépendance aurait pour l'OLP le triple avantage d'accentuer le caractère palestinien de la Cisjordanie abandonnée par Hussein, de rendre plus compliqués les projets israéliens d'annexion et de renforcer la stature diplomatique de la centrale. On comprend que la tentation de l'indépendance soit forte.

4. — Gouvernement en exil ou gouvernement provisoire. Créer un gouvernement en exil est une idée qui captive et divise depuis longtemps l'OLP. Le président Sadate s'en était fait l'avocat au lendemain de la guerre de 1973. Plus récemment, le Maroc, l'Algérie — qui se souvient du GPRA (2) — puis l'URSS ont encouragé l'OLP dans cette voie. En décembre, Yasser Arafat fit savoir que l'idée existait — «un examen approfondi». Depuis le désengagement jordanien, l'OLP consulte à ce sujet

«les frères arabes et les pays amis». Les adversaires, longtemps victorieux de ce projet alignant une série d'arguments.

En se dotant d'un gouvernement, l'OLP changerait de nature. Son souci de respectabilité l'emporterait sur sa fonction initiale : libérer la Palestine par la lutte armée. Sa combativité s'émousserait. La répartition des portefeuilles «macabrerait conflits idéologiques et rivalités personnelles. L'OLP n'en serait que plus vulnérable aux manipulations des Etats arabes et aux attaques de ceux qui, comme la Syrie, combattent résolument une telle idée. A cela s'ajoute la peur du changement qu'éprouvent les «bureaucrates» de l'OLP.

Les partisans du projet y voient un formidable moyen de renforcer le crédit international de l'OLP, son statut d'unique représentant du peuple palestinien dans la perspective d'une relance du processus de paix. Disposant d'un gouvernement, l'OLP serait encore plus «incontournable» sur le chemin de la négociation. Néanmoins, le projet comporte bien des inconnues. Qui fera partie du gouvernement ? Quels seront les grands équilibres, entre les dirigeants en titre et les «compagnons de route» de la diaspora, entre les chefs de l'extérieur et ceux de l'intérieur ? Yasser Arafat pencherait pour une structure «duale» où l'OLP jouerait au plus le rôle d'une parti, tandis que le gouvernement serait l'esquisse de l'appareil étatique.

Abou Iyad avance une nouvelle idée, celle d'un «gouvernement provisoire». Il est un peu tôt pour savoir ce que cette formule recouvre précisément, son auteur ne l'ayant guère explicitée. Elle permettrait, semble-t-il, plus facilement à l'OLP de laisser dans le flou la question des frontières. Il va de soi, pour Abou Iyad, que la «discussion sur les frontières» ferait partie d'une négociation de paix entre Israéliens et Palestiniens, après leur reconnaissance mutuelle.

L'actuel examen de conscience de l'OLP devrait intéresser au premier chef les Américains. Depuis l'engagement pris en leur nom après d'Israël en 1975 par Henry Kissinger, les Etats-Unis ont refusé tout contact avec l'OLP tant que celle-ci n'aurait pas reconnu Israël, renié sa charte et renoncé au terrorisme. En répondant aux exigences américaines, l'OLP faciliterait l'ouverture, à terme, d'un dialogue entre elle-même et Washington, inévitable préambule de toute négociation de paix au Proche-Orient.

Les Israéliens seront plus difficiles à convaincre. Pour beaucoup d'entre eux, l'hypocrisie ou la nocivité de l'OLP relèvent du dogme. Il n'empêche que l'OLP pourrait à force d'initiative, contribuer à l'insaturation du climat de confiance qui fait si cruellement défaut dans la région.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(2) Gouvernement provisoire de la République algérienne, proclamé par le FLN le 19 septembre 1958.

Asie

CORÉE DU SUD

L'opposition demande aux étudiants de suspendre leurs manifestations

Les Etats-Unis ont approuvé, dès lundi 15 août, la proposition du président Roh Tae Woo de reconnaître le plus rapidement le dictateur Kim Il Sung (le Monde du 16 août). Le même jour, quatre mille étudiants des forces de l'ordre, alors qu'ils tentaient de marcher vers Pannun-jon — sur la ligne démilitarisée séparant les deux Corées — pour récupérer leurs camarades venus de Pyongyang. Les affrontements ont été extrêmement violents, et mille deux cent quatre-vingt-six étudiants ont été arrêtés.

Ces manifestations laissent l'opinion publique sud-coréenne. Les trois partis d'opposition se sont joints au gouvernement pour demander aux étudiants radicaux de suspendre leur marche et de faire en sorte que les prochains Jeux olympiques se déroulent dans une atmosphère paisible.

Le Parti pour la paix et la démocratie de M. Kim Dae Jung les a mis en garde contre le risque de voir les «faucons» du régime en tirer argument pour réprimer l'opposition. «Le parti ne peut rester sans réagir en voyant les étudiants tomber dans le piège tendu par les forces de la dictature, risquant ainsi de mettre en danger les forces démocratiques». — (AFP, UPI.)

AFGHANISTAN

Sévère mise en garde de Moscou et de Kaboul au Pakistan

Le jour même de la fin du retrait d'Afghanistan des corps expéditionnaires soviétiques le 15 août — en conformité avec l'accord de Genève — le porte-parole du département d'Etat américain a déclaré que les Etats-Unis n'avaient aucun indice «qui suggérerait que (les Soviétiques) ne sont pas en train de se retirer ou de ne pas respecter le calendrier. Nous avons les preuves d'un départ accéléré au cours des dernières semaines, et tout l'est et le sud du pays semble maintenant libre de troupes soviétiques», a-t-il ajouté.

D'autre part, l'agence Tass a publié lundi une déclaration du gouvernement soviétique affirmant «avec fermeté que la poursuite par le Pakistan de sa ligne obstructionniste à l'égard de l'accord de Genève n'est plus tolérable. Dans ce cas, l'URSS se réserve le droit de prendre des mesures dictées par la situation». Ce texte estime que les Nations unies «pourront jouer un rôle constructif important en ce qui concerne le règlement politique» du problème afghan.

De Moscou où il se trouve, le chef de la diplomatie afghane a repris les accusations soviétiques contre Islamabad. «Une chose doit être claire pour les Pakistanais», a affirmé M. Abdoul Wakil, «cela ne peut pas continuer ainsi indéfiniment.

Parmi les «violations» pakistanaïses de l'accord de Genève, il a cité les livraisons d'armes et l'aide militaire à la résistance, l'installation au Pakistan d'un «gouvernement provisoire de la soi-disant Alliance islamique», les préparatifs de la formation d'une armée régulière moudjahidine.

A Kaboul, le président Najibullah a affirmé lundi au cours d'une conférence de presse qu'il n'avait pas l'intention de démissionner. Il a rejeté l'idée selon laquelle quitter son poste «pourrait faciliter un règlement en Afghanistan. Nous devons chercher d'autres solutions pour parvenir à un règlement», a-t-il ajouté. Le chef du régime soviétique a reconnu que la situation demeurerait «très complexe» à Kanduz, ville reprise récemment à la résistance, et que les tirs de roquettes contre Kaboul s'étaient «intensifiés».

Enfin, le frère de M. Najibullah, M. Siddiqullah, qui a fui Kaboul et demandé asile aux Etats-Unis, a déclaré lundi à Peshawar qu'il avait été kidnappé en 1981 en RFA et «obligé de travailler dans une banque afghane». Il a accusé son frère d'avoir empoisonné sa femme et organisé le meurtre de son père, en raison de son opposition au communisme. — (AFP, Reuters, UPI.)

Demain : le veto, la droite et la gauche août-septembre 1989.

BOUBAKEUR
Cheikh Si Moussa
Recteur honoraire de la Mosquée de Paris

Traité moderne de
théologie
islamique

Contenu doctrinal, ramifications, Ecoles
orthodoxes et hétérodoxes, soufisme, théologie
comparée, concordances et divergences des
Ecritures révélées (Thora, Evangile, Coran),
Avenir de l'Islam dans le monde.

488 pages - 239 F

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris

Europe

PORTUGAL : la révision de la Constitution

En avant toute pour l'Europe de 1992

La révision de la Constitution de 1976, dernier grand héritage de la révolution des œillets, fait l'objet, depuis plusieurs mois déjà, au Portugal, d'âpres marchandages entre les formations politiques, principalement entre le Parti social-démocrate du premier ministre, M. Cavaco Silva, et le Parti socialiste. Cette révision, qui devrait dominer la prochaine rentrée parlementaire, illustre la volonté de la nouvelle génération au pouvoir de tirer un trait sur le passé pour se consacrer entièrement à la préparation du grand marché européen de 1992.

LISBONNE
de notre envoyé spécial

La première vague de chaleur est venue tardivement cette année remplir du flot des touristes étrangers les terrasses d'Alfama, dominant le Tage. Malgré le bras de fer qui oppose le premier ministre aux socialistes sur la réforme de la Constitution, dernier avatar de la révolution des œillets, cette interruption de l'été tombe à pic pour permettre à M. Cavaco Silva de fêter sereinement le premier anniversaire de la majorité absolue conquise par sa formation, le Parti social-démocrate, aux législatives du 19 juillet 1987.

Après les années agitées de la révolution et d'une décolonisation qui a vu revenir au pays un million d'expatriés, la jeune démocratie portugaise s'est enfin stabilisée. Cessant de s'abandonner aux délices des débats idéologiques, le Portugal de 1988 entend se consacrer tout entier à son développement. Après avoir mené avec succès les négociations d'entrée de son pays dans le Marché commun lors de son premier gouvernement minoritaire, M. Cavaco Silva regarde l'avenir avec confiance. Il dispose pour les prochaines années d'une majorité stable et peut compter sur d'importantes aides de la CEE pour mener à bien la modernisation du pays.

Tout reste à faire

L'ascension météorique de cet ancien professeur d'économie, surgi de l'anonymat de l'université pour prendre la tête, en 1985, du Parti social-démocrate et quelques mois plus tard celle du gouvernement, symbolise assez bien le nouveau paysage politique portugais. On ne peut qu'être frappé à Lisbonne par la jeunesse des dirigeants actuels, aussi bien dans les partis que dans les milieux d'affaires. « La révolution a brisé deux générations », constate M. José Amarel, trente-deux ans, conseiller du président de la République, M. Mario Soares, pour les questions européennes, et membre du directoire d'une des nouvelles banques privées portugaises. « Celle de l'ancien régime a quitté le pays ou s'est retirée des affaires. Quant à la génération de 1974, elle a perdu sa place avec la stabilisation, quand on est passé aux choses sérieuses, à la gestion ».

Cette constatation vaut pour tous les bords. A droite, la prise de pouvoir de M. Silva au sein du PSD, principale formation conservatrice du pays, s'est accompagnée de la mise à l'écart des anciens caciques du parti. Parallèlement, une nouvelle classe de dirigeants d'entreprises faisait son apparition dans l'industrie et les milieux d'affaires. Dans la gauche non communiste, l'échec de l'ancien président de la République, le général Eanes, aux élections de 1987, a brisé les espoirs des derniers nostalgiques d'un socialisme à la portugaise. Sous la direction de son jeune secrétaire général, M. Constancio, lui aussi économiste formation, le PSP peut légitimement nourrir l'espoir de réunir les restes du Parti renouveau démocratique du général Eanes pour créer un parti fort, aligné sur les autres formations socialistes de l'Europe du Sud.

Le Portugal de 1988, du moins celui de ses nouveaux dirigeants, ne parle plus que de retrouver les marches pour relever le défi du grand marché européen de 1992. « Le débat fondamental aujourd'hui, résume José Amarel, c'est 92 et l'ouverture de la société portugaise ». Dans aucun autre pays européen peut-être ce défi n'est autant perçu comme une chance malgré les énormes difficultés prévisibles. Sorties du ghetto - politique, économique, culturel - dans lequel le salazarisme avait enfermé le pays, les jeunes générations portugaises réclament leur place dans l'Europe qu'ils voient naître. Même l'Espagne, longtemps considérée comme l'épouvantail par excellence, redevient le

partenaire naturel avec lequel se mesurer sans complexe.

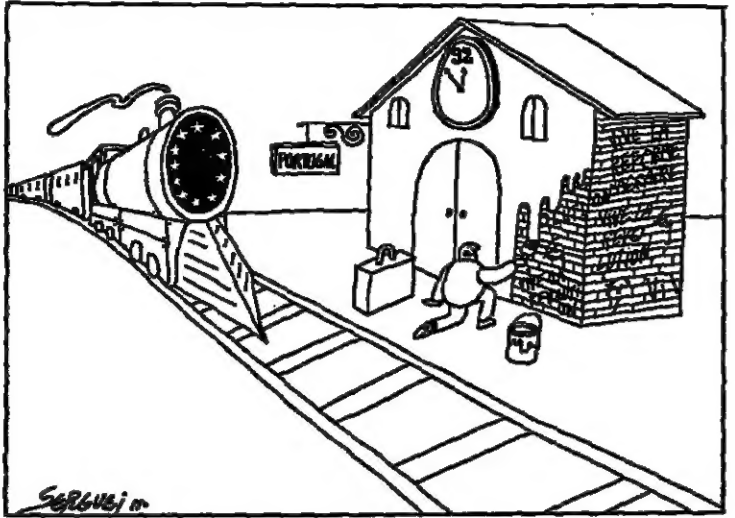
De la réforme du système éducatif, qui n'assure que trois à quatre ans de scolarité aux trois quarts des enfants, à celle du système de protection sociale ; de la construction des infrastructures à la création d'un système bancaire moderne ; de l'industrialisation à la modernisation d'une agriculture presque moyenâgeuse, tout est pourtant à faire.

Les fameux azulejos qui tapissent les façades des immeubles de Lisbonne témoignent d'une époque plus rutilante. Les charmes de la capitale portugaise ne peuvent cacher le laisser-aller de ces dernières années dans l'entretien de la ville. Si les entreprises s'arrachent à prix d'or les trop rares techniciens, les trois

d'électronique, comme Grundig, ont développé, ces dernières années, leurs opérations au Portugal. Tout le monde paraît néanmoins s'accorder avec le vice-président de l'Association de l'industrie portugaise, M. Omar Karim, l'un des jeunes loups du patronat, sur le danger qu'il y aurait pour le Portugal de « devenir le manufacturier de l'Europe ».

Un « Thatcher lusitanien »

Tant de défis à relever en même temps et dans une période aussi courte rendent assurément difficile le choix des priorités. Il en résulte dans le programme gouvernemental un flou que tente d'exploiter l'opposition et dans lequel certains intel-



lectuels, comme l'éditorialiste du grand hebdomadaire *Expresso*, Vicente Jorge Silva, croient discerner un manque de conception d'ensemble de l'avenir du Portugal. Avec l'aide du Fonds de développement régional européen, le gouvernement s'est pourtant déjà lancé dans un vaste programme de modernisation des infrastructures : des millions de francs doivent être injectés au cours des cinq prochaines années dans le réseau routier, autoroutier et ferroviaire, actuellement en très mauvais état, dans les télécommunications et les équipements urbains. Les transferts de ressources de la CEE au Portugal, dont le solde net (63,5 milliards d'escudos, soit 2,6 milliards de francs environ) doit doubler d'ici à 1992, doivent permettre également de lancer des programmes de développement régional intégrés et d'aider aux réformes dans l'éducation et l'agriculture. Mais les projets du gouvernement, notamment dans ces deux domaines, pourtant qualifiés de prioritaires par le premier ministre lui-même, n'en sont qu'au stade de l'élaboration.

Y aurait-il chez ce professeur d'économie, passé par Oxford, une admiration secrète pour sa consœur britannique, la « Dame de fer », Margaret Thatcher ? M. Cavaco Silva en partage non seulement les origines modestes, mais également un solide pragmatisme doublé d'un goût certain pour l'autoritarisme. Ses premières tentatives de réformes, tant dans le domaine du droit du travail que dans celui de la fiscalité, témoignent en tout cas de convictions libérales bien ancrées.

Peut-être un peu grisé par ses premiers succès et une conjoncture

favorable, le premier ministre s'est cependant heurté ces derniers mois à deux obstacles de taille : la Constitution, dont le contenu actuel est aux antipodes de sa pensée, mais aussi le président de la République, le socialiste Mário Soares. Malgré une cohabitation jusque-là harmonieuse, celui-ci n'entendait pas sans doute laisser toute latitude à son premier ministre. Saisi à sa demande, le tribunal constitutionnel a obligé le gouvernement à revoir son projet de réforme du droit du travail - auquel les syndicats reprochaient d'être trop favorable au patronat - et le projet de réforme agricole, adopté en juillet par le Parlement, pourrait bien connaître le même sort. Destiné à régler le statut des unités collectives de production, il revenait en fait à leur disparition quasi totale. Si celles-ci ne gèrent plus que 300 000 hectares, contre 1,3 million au début de la réforme agraire promulguée par le mouvement des capitaines sous l'influence du Parti communiste, elles n'en constituent pas moins, pour la droite, un symbole à faire disparaître.

La réforme de la Constitution

La nécessité d'une réforme de la Constitution, qui tire définitivement un trait sur le passé, n'est contestée par personne. Les socialistes eux-mêmes avaient déjà commencé en 1982 par une première révision qui retirait au Mouvement des forces armées sa tutelle sur la jeune démocratie et instituait le suffrage universel comme source unique du pouvoir. Dans sa forme actuelle, la Loi fondamentale continue cependant d'affirmer que l'objet de la démocratie portugaise est d'assurer la transition vers le socialisme en créant les conditions nécessaires à l'exercice démocratique du pouvoir par les classes laborieuses, ou encore que l'Etat a parmi ses tâches fondamentales de « socialiser les moyens de production et la richesse selon des formules adaptées aux caractéristiques de l'actuelle période historique ». La Constitution prévoit notamment l'irréversibilité des nationalisations décidées après 1974, l'interdiction des lock-out, le contrôle des commissions ouvrières sur la gestion des entreprises, l'expropriation des grandes propriétés agricoles, etc. Même M. Alvaro Cunhal, le chef historique du Parti communiste portugais, reconnaît en privé que certaines de ces dispositions ne sont peut-être plus tout à fait adaptées au goût du jour.

Toute réforme de la Constitution exige cependant une majorité des deux tiers du Parlement. Lors de leurs 22^es élections de 1987, les socialistes disposent d'une minorité de blocage qu'ils comptent bien monnayer. Prêtant notamment à M. Cavaco Silva l'intention d'instaurer un système majoritaire à la britannique qui assurerait pour longtemps, compte tenu de la place qu'occupe à gauche le Parti communiste, la prééminence du Parti social-démocrate, ils exigent que toute modification soit soumise à l'approbation des deux tiers du Parlement.

S'ils ont voté contre les projets de loi élaborés par le PSD, les critiques des socialistes portent cependant davantage sur la forme que sur le fond. Tout en reprochant à la politique gouvernementale de favoriser une clientèle ultra-libérale, ils ne remettent pas en question la nécessité de réformes de structures qu'ils jugent eux-mêmes indispensables, comme le reconnaît M. Constancio, pour mettre le Portugal à l'heure européenne. Déchirée par ses débats idéologiques, puis occupée à gérer le marasme dans lequel la chute de l'empire colonial et les premières décisions économiques de la révolution avaient plongé le pays, la gauche n'avait curieusement jamais eu, lorsqu'elle était elle-même au pouvoir, ni le loisir ni la volonté de s'attaquer à ces réformes qu'il appartient maintenant à ses adversaires de réaliser.

Premier ministre à trois reprises, le président Soares en convient. Mais il n'en défend pas moins son bilan. « Ce qui reste, souligne-t-il, c'est la démocratie, la liberté, la décolonisation. Nous avons réussi une révolution démocratique. De la révolution communiste, il ne reste rien. Aujourd'hui, ajoute-t-il, le fleuve a regagné son lit ».

En la tête de l'Etat en 1985, le président se voit volontiers aujourd'hui investi du rôle de garant de cette « stabilisation ». Rencontrant le premier ministre une fois par semaine, recevant beaucoup, il a pris pour habitude de déplacer à intervalles réguliers sa présidence dans toutes les régions du pays pour se mettre à l'écoute des gens.

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Dubcek pourrait être autorisé à se rendre en Italie

Les autorités tchécoslovaques examinent actuellement « d'un œil favorable » une demande d'autorisation de sortie du territoire déposée par M. Alexandre Dubcek, le leader du « printemps de Prague », à l'indépendance, lundi 15 août, un porte-parole du gouvernement à Prague.

M. Dubcek a été invité en septembre en Italie pour y recevoir un diplôme de docteur honoris causa à l'université de Bologne. Selon des sources italiennes, il s'est déjà vu attribuer un visa italien, après avoir obtenu récemment un passeport tchécoslovaque.

Le délai maximum d'examen de la demande de sortie du territoire est en principe de trente jours, mais « il est clair que le cas de M. Dubcek pose un problème particulier, qui est examiné au plus haut niveau », a ajouté le porte-parole. L'ancien secrétaire général, qui est âgé de soixante-six ans, n'est pas sorti de son pays depuis 1970.

Par ailleurs, M. Jiri Hajek, ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie en 1968, a été brièvement interpellé avec son épouse la semaine dernière, alors qu'il accompagnait un journaliste norvégien à Bratislava pour y rencontrer M. Dubcek. Selon le journaliste du *Stavanger Aftenblad*, un « comité d'accueil » attendait les trois voyageurs à la gare de Bratislava. « Hajek et sa femme ont été emmenés par la police pendant plusieurs heures, et moi, j'ai dû attendre sur le quai, flanqué de deux policiers, qu'on me remette dans le premier train pour Prague », a-t-il raconté. M. Hajek, soixante-cinq ans, a déclaré que cet incident lui faisait « honte pour la Tchécoslovaquie ».

La presse tchécoslovaque a récemment intensifié ses attaques contre le « printemps de Prague » et ses dirigeants à l'approche du vingt-cinquième anniversaire de l'invasion soviétique, le 21 août 1968. — (AFP, Reuters.)

YUGOSLAVIE

La justice croate autorise la publication d'une conférence de Milovan Djilas

La Cour suprême de Croatie a levé, lundi 15 août, l'interdiction de diffusion d'un numéro du journal *Omladinska Iskra*, paraissant à Split, qui avait reproduit au mois de juin dernier un exposé tenu en public par le célèbre dissident yougoslave Milovan Djilas.

Le parquet de Split avait estimé que Milovan Djilas « ayant été condamné à plusieurs reprises pour activités contre-révolutionnaires en Yougoslavie », son exposé constituait une « forme de propagande hostile » au régime. Considérant que les propos de M. Djilas portaient atteinte « au prestige et à l'honneur du maréchal Tito », il avait interdit de diffusion, le 28 juin, cette revue de la jeunesse de Split.

La Cour suprême de Croatie estime que M. Milovan Djilas s'était exprimé en public à Maribor (Slovénie), sur invitation des étudiants de cette ville et devant les caméras de la télévision slovène, il

aurait appartenu aux autorités de Slovénie d'interdire éventuellement un procès contre lui ou contre les organisateurs de la « tribune étudiante » qui l'avaient invité.

Les autorités de Slovénie avaient fait observer, quant à elles, qu'il s'agissait d'une « conférence légitime tenue par un sujet yougoslave jouissant de tous les droits de citoyen ». Elles avaient rejeté toute idée de répression à l'égard de M. Djilas, de la tribune étudiante ou de la télévision slovène.

M. Milovan Djilas, écrivain et homme politique considéré comme le dauphin du maréchal Tito jusqu'à sa chute retentissante en 1954, fut le premier dirigeant communiste yougoslave à dénoncer les « graves déformations de l'idéologie communiste ». Ces critiques lui avaient valu une peine de trois ans d'emprisonnement, dont il s'était purgé que neuf. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

Roumanie : l'Occident peut-il se taire ?

De retour de Roumanie, où il a pu se rendre compte sur place du projet d'aménagement du territoire » du président Ceausescu, M. Marc Samson nous a fait part de son étonnement devant le silence de l'Occident.

Peu de temps après les manifestations qui ont eu lieu en Hongrie à propos du programme de destruction de villages en Roumanie (*Le Monde* du 27 juin), j'ai effectué en famille un voyage dans ce pays.

Après une semaine à Bucarest, nous avons parcouru, en camping itinérant, un circuit touristique classique : delta du Danube, Moldavie, Transylvanie, en évitant les centres touristiques de la mer Noire et les lieux de cure et en préférant la campagne aux villes.

Je passe sur les inexplicables difficultés de la vie quotidienne rencontrées par les Roumains, qui sont particulièrement lourdes en ville. Pourquoi ces rationnements dans un pays riche en ressources naturelles, où la nature est généreuse et bien exploitée, où les gens travaillent, et qui semble ainsi vider de sa substance ? Il s'agit d'affaires intérieures, donc, passons.

C'est par contre l'humanité tout entière qui sera atteinte par la disparition projetée de quelque huit mille villages sur les treize mille que compte le pays.

La mise en œuvre du programme de « systématisation » annoncé par M. Ceausescu, et préparé par des études statistiques fort avancées, s'est déjà traduite par des instructions diffusées dans les *judets* (circonscriptions administratives), par l'annonce aux habitants de certains villages d'avoir à quitter ceux-ci en 1989 ou en 1990 et par des destructions déjà réalisées. (...)

Les trésors ancestraux que comptent de beaux villages que nous avons traversés font partie du patrimoine universel, de même que les traditions qui s'y perpétuent et qui disparaîtront dans les blocs de béton.

En conséquence, l'atteinte qui leur est portée par la systématisation justifie toute réaction de la communauté internationale.

Par ailleurs, le déplacement autoritaire de populations est prohibé par l'article 13-1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et il est difficile d'admettre que ce texte reste lettre morte lorsqu'une atteinte grave lui est portée.

Il me semble dans ces conditions que l'obstacle de l'ingérence est levé.

Enfin, M. Ceausescu a été décoré de la Légion d'honneur par le général de Gaulle. La grand-croix figure parmi cent autres dans une des salles du musée de Bucarest consacré au chef de l'Etat roumain. La « systématisation » me paraît contraire à l'honneur que récompense cette décoration.

● NORVÈGE : Quinze morts dans un accident d'autocar. — Quinze personnes, dont treize enfants âgés de onze à quatorze ans, ont trouvé la mort dans un accident d'autocar qui s'est produit le lundi 15 août en fin d'après-midi près de la ville d'Hardanger, dans le sud-ouest de la Norvège. Dix-huit autres passagers du véhicule ont été blessés plus ou moins grièvement. Selon la police norvégienne, l'autocar, qui transportait vingt-trois enfants d'une école suédoise de Kista, banlieue de Stockholm, leur parents ainsi que des professeurs, est tombé dans un ravin, à la sortie d'un tunnel. — (AFP.)

PASSEZ SUR LE BILLARD

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanot - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE



Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie : avant l'ouverture de nouvelles discussions entre le FLNKS, le RPCR et le gouvernement

M. Tjibaou : « on part pour l'indépendance »

Deux délégations néo-calédoniennes, l'une du FLNKS, l'autre du RPCR, ont quitté Nouméa le mardi 16 août pour Paris. Elles doivent prendre part, à partir de mercredi, au ministère des DOM-TOM, sous l'autorité de M. Louis Le Pen, aux conversations sur l'avenir du territoire. Elles doivent en particulier examiner et mettre au point une version commune de l'avant-projet de loi référendaire, conséquence de l'accord dit de Matignon du 26 juin, qui doit traduire l'ensemble des orientations nouvelles. C'est ce texte qui, en cas d'accord, devrait être soumis par référendum à l'approbation de l'ensemble des Français à une date encore inconnue. De l'issue positive de cette phase de discussion dépend aussi le déplacement que devrait effectuer en Nouvelle-Calédonie le premier ministre, M. Michel Rocard.

La délégation du FLNKS est finalement conduite par M. Jean-Marie Tjibaou, président de ce mouvement. Contrairement à l'hypothèse un moment évoquée, le décès de sa mère n'a pas eu de conséquence sur la date de son départ pour Paris.

Huit responsables indépendantistes qui représentent la quasi-totalité de la coalition indépendantiste composent la délégation du FLNKS. Le Front uni de libération kanak (FULK) n'est pas représenté. Le FULK avait déjà manifesté son hostilité à l'accord conclu à l'hôtel Matignon le 26 juin. Cette composante minoritaire du FLNKS a cependant donné son aval pour le départ de la mission, a fait savoir son responsable, M. Yann Céline Uregei.

La délégation, conduite par M. Tjibaou, comprend en outre :

MM. Charlie et Raphaël Pidjot (Union calédonienne), Paul Neoutyne et Louis Mapou (Parti de libération kanak), Louis Kotra Uregei (Union des syndicats et travailleurs kanaks et exploités), Edmond Nekirial et Roland Brawaco (Union progressiste mélanésienne).

Fort de onze membres, la délégation du RPCR est conduite par le sénateur Dick Ukeiwé. M. Jacques Lafleur, député et responsable du RPCR, avait fait savoir de longue date qu'il préférerait demeurer pour raisons de santé en Nouvelle-Calédonie et se tenir en contact avec la délégation de son mouvement.

Les autres membres de cette délégation sont : MM. Maurice Nenou-Pwataho (député), Jean Lèques (maire de Nouméa), Albert Etuve, Pierre Frogier, Simon Louheckotto, Pierre Maresca, Charles Lavoix.

Jean-Claude Briault, Henri Wetta et Pierre Bréguier.

« On part pour l'indépendance », a déclaré M. Tjibaou à l'aéroport de Nouméa, ajoutant : « Avec les petits moyens que l'on a on utilise les petites étapes pour avancer sans retour ». Le président du FLNKS considère que le gouvernement laisse entendre des « ouvertures » à propos de l'amnistie et de la composition du corps électoral qui sera appelé à se prononcer lors du scrutin d'autodétermination prévu pour 1998.

M. Lafleur, venu saluer la délégation du RPCR à son départ, a pour sa part affirmé : « J'espère que ce sera l'aboutissement des accords de Matignon (...) qu'il n'y aura aucune modification, aucune triche ».

EN BREF

● Le Rassemblement pour la Corse française ne croit pas à la volonté de dialogue du FLNC. — Le Rassemblement pour la Corse française, présidé par le colonel François Villanova, ne croit pas à la volonté de dialogue exprimée par l'ex-FLNC à diverses reprises depuis la trêve des attentats intervenue le 1^{er} juin. L'ex-FLNC ayant multiplié les opérations tactiques de commando (distributions de tracts dans un train, intrusion dans une radio locale, etc.), le RCF déclare que « le salut pour le pays se fait la main nue et ouverte et non le visage masqué et le bras armé et menaçant (...) ». La conciliation à l'œuvre est le commencement de la dictature intellectuelle et politique du clan séparatiste, mais ce n'est en aucun cas le dialogue.

● Réunion interministérielle sur les réfugiés du Suriname. — Une réunion interministérielle sur les réfugiés du Suriname qui ont trouvé asile en Guyane sera organisée au mois d'octobre. Dans cette perspective, des missions de plusieurs ministères sont attendues en Guyane à la fin du mois d'août et en septembre. Une mission du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU doit également

se rendre sur place, à l'invitation de Guyane, M. Jacques Dewatre.

● Jazz et anniversaire pour M. Mitterrand. — M. François Mitterrand, en visite privée à Nogaro dans le Gers, pour célébrer le cinquantième anniversaire de son petit-fils Adrien, a assisté, le dimanche 14 août, en l'église de Marciac (Gers), au concert des Barret Sisters qui se déroulait dans le cadre du onzième Festival de jazz de Marciac. Les chanteuses de negro-spiritual, qui ont dédié leur répertoire au président de la République, lui ont également improvisé un gospel avant de lui offrir une rose rouge.

● Revenu minimum d'insertion. — M. Jean-Michel Belorgey, président (PS) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, souhaite obtenir du gouvernement une « clarification » de son projet de loi de revenu minimum d'insertion. Il veut que le gouvernement prenne des engagements clairs et précis sur le montant des sommes qui seront versées aux bénéficiaires de ce revenu, a-t-il indiqué à l'AFP. L'examen du texte en commission est prévu pour septembre.

Sept semaines de préparation

NOUMÉA
de notre correspondant

Depuis sept semaines, les discussions entre le gouvernement et le FLNKS sur la concrétisation de l'accord de Matignon semblaient piétiner. En réalité, derrière la rigidité de façade des positions de chacun, du chemin a été parcouru, rendant la perspective finale moins aléatoire.

En consultant la base indépendantiste à son retour de Paris, début juillet, sur l'accord conclu à Matignon le 26 juin, M. Jean-Marie Tjibaou s'était heurté à un front du refus, y compris chez ses propres partisans de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS). La proposition gouvernementale, visant à geler à partir de

1988 le corps électoral appelé à participer au scrutin d'autodétermination de 1998, cristallisait une hostilité générale. Selon les indépendantistes, en effet, une telle restriction continuerait d'assurer à leurs adversaires une majorité de l'ordre de 64 %. De fortes réticences s'exprimaient par ailleurs sur le futur découpage des provinces (jugé trop déséquilibré au détriment des Canaques) ainsi que sur la durée du statut transitoire de dix ans (trop longue).

Si M. Tjibaou parvenait finalement à arracher, lors de la convention d'Ouvéa fin juillet, une adhésion de la base au « cadre » du plan Rocard, il fut bien obligé d'épouser l'humeur des militants et d'en rendre compte à un gouvernement à l'effrit d'une réponse « explicite ». Le FLNKS proposait alors un marché tacite : « Si vous cédez sur le corps électoral, nous lâcherons du lest sur le découpage régional et la durée du statut transitoire ».

L'hôtel Matignon devait répliquer en contestant l'exactitude des projections statistiques indépendantistes, jugées trop pessimistes. Selon une étude gouvernementale, seize mille adultes quitteront le territoire en dix ans. En 1998, selon cette étude, les Mélanésiens devraient représenter environ 53 % du corps électoral. En outre, M. Rocard faisait savoir aux dirigeants indépendantistes que tout réaménagement sur cet épineux dossier de la réforme électorale devait préalablement faire l'objet d'un consensus local entre FLNKS et RPCR.

Mais l'impasse n'était qu'apparente car les termes de la négociation évoluaient progressivement. Si les indépendantistes cherchent toujours à « garantir l'irréversibilité du processus d'accès à l'indépendance », ils ne semblent plus faire d'une redéfinition du corps électoral un casus belli. Telle est du moins la nouvelle approche de l'UC de M. Tjibaou. Elle trouble à l'évidence d'autres composantes de la coalition moins enclines au compromis comme le Front uni de libération kanak (FULK) de M. Yann Céline Uregei, dont le maximalisme n'a pas faibli ces dernières semaines. Le consensus étant de règle en

milieu canaque, ces tiraillements expliquent le caractère laborieux des consultations au sein du FLNKS.

Tout porte à croire que la démarche de l'UC finira par l'emporter. Elle consiste à négocier auprès du gouvernement en échange du statu quo sur le chapitre électoral, un dispositif de « mesures d'accompagnement », résolument volontariste dont les effets pourraient être décisifs à l'approche de 1998. Une manière pour le FLNKS de prendre l'hôtel Matignon au mot.

Immigration

Les flux migratoires établissemens que seize mille électeurs quitteront l'archipel en dix ans ? Alors, organisons cette tendance au départ, disent en substance les indépendantistes. D'où un catalogue de propositions en matière fiscale, salariale, visant à éliminer l'attrait de la Nouvelle-Calédonie, accompagné de mesures de réinsertion facilitant les retours en métropole.

Dans le même esprit, le FLNKS ne veut pas se contenter de géométriques déclarations de principe sur la « promotion mélanésienne ». Il réclame des engagements précis sur un calendrier de formation de cadres et surtout la « programmation de leur prise de fonctions aux postes de responsabilité ». Des chefs de service canaques feraient ainsi progressivement leur entrée dans l'administration territoriale. C'est une autre manière, même si elle est moins spectaculaire, de rééquilibrer le rapport de forces politique dans la perspective d'un scrutin d'autodétermination de 1998.

Un tel scénario, selon les indépendantistes, doit toutefois faire l'objet d'une surveillance scrupuleuse afin de neutraliser l'inertie et les pesanteurs locales. Ils demandent au gouvernement de mettre sur pied un « comité de suivi » chargé de faire régulièrement le point sur le respect des engagements. On parle déjà d'une table ronde en 1992. Le FLNKS a-t-il buté sur l'obstacle du corps électoral ? Il peaufine une formule de royaume : la stratégie du contournement.

FREDERIC BOBIN.

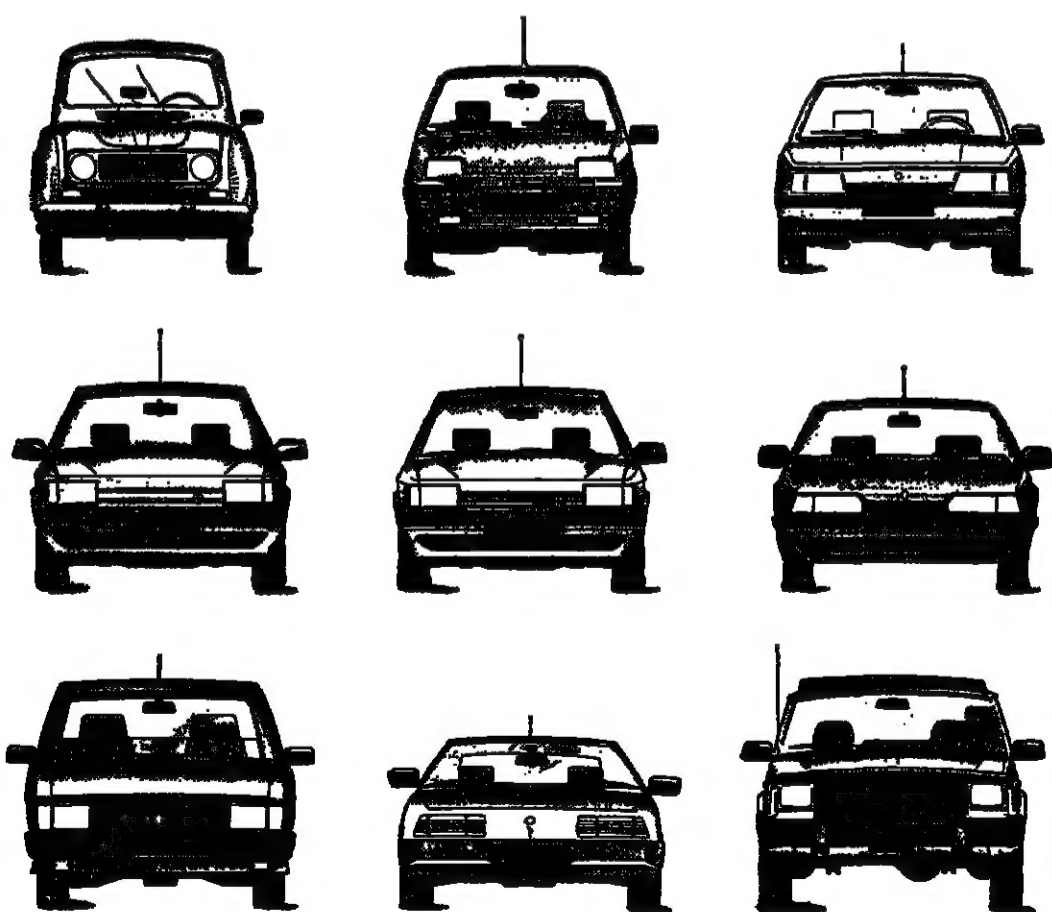
« Lorsque François s'occupait encore du parti... »

M^{me} Yvette Roudy, ancien ministre, a ouvert le lundi 15 août à Lectoure (Gers), une université d'été du Parti socialiste organisée sur le thème « Femmes, libertés et nouvelles responsabilités ». M^{me} Roudy a regretté qu'il existe à l'intérieur de son propre parti « la tentation d'ignorer les femmes parce qu'elles sont une minorité ».

M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, devait intervenir mardi sur « la place des femmes dans le monde du travail ». Tout au long de la semaine se succéderont M^{me} Isabelle Thomas, M. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions ; M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, conclura ces travaux d'été. — (Corres.)

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui le zéro Franc



Toute la gamme Renault

pour

0 F

pendant 12 mois.

C'est une location avec option d'achat sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 30 % du prix TTC (dont 15 % de 1^{er} loyer majoré et 15 % de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0 F, 47 loyers à 2.409 F. Coût total en cas d'acquisition 143.223 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC SA au capital de F.321.490.700. 27/33 Quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex. RCS Nanterre B702002221. Diac votre financement. APPEL GRATUIT 05.25.25.25

MR. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Le symbole italien de la jeunesse

Enzo Ferrari était le symbole italien de la jeunesse, de l'audace, de la ténacité et du progrès technique », a déclaré, lundi 15 août à Rome, M. Cossiga, président de la République italienne, après l'annonce de la mort du « commandatore ». Pour M. Francesco Cossiga, président de la République italienne, « le nom et l'image de Ferrari ont fait le tour du monde comme preuve de la capacité de notre pays à répondre avec succès aux défis (...) de la modernité ». Mme Nilde Iotti, présidente de la Chambre des députés, souligne son « attachement profond aux valeurs de la démocratie ».

Il y a dix ans, les réactions sont venues des anciens pilotes de formule 1. Pour Stirling Moss, « Enzo Ferrari a transformé le sport automobile en un jeu d'enfant, en une discipline abordable par le plus grand nombre et l'a rendu excitant et charismatique ». Evoquant les relations orageuses qu'il entretenait avec ses pilotes, Patrick Tambay, ancien pilote de la marque, rappelle qu'il était grand secouru lorsqu'on avait besoin de lui.

LE MONDE IMMOBILIER
Publicité
Renseignements :
45-55-91-82
poste 4138 - 4324

La mort d'Enzo Ferrari

Du « royal cambouis » aux joies terribles du « Commendatore »

Enzo Ferrari naquit au seuil du siècle de l'automobile, le 18 février 1898, à Modène (Italie). Son père était ferronnier, sa mère paysanne, tous deux originaires de la basse plaine émilienne.

La carrière du jeune Ferrari commença dès le lendemain de la première guerre. Entré comme mécanicien chez Fiat à Turin, il passa ensuite chez Alfa Romeo à Milan, bientôt adopté par le milieu des constructeurs automobiles et plongé voluptueusement dans ce « royal cambouis » qui allait imprégner toute son existence. Ses débuts dans la compétition eurent lieu à la première Targa Florio en Sicile, que remporta le Français André Boillot, sur Peugeot, et qu'il termina au neuvième rang. Cinq ans plus tard, il devenait pilote officiel chez Alfa.

Les photos de l'époque le montrent avec sa face ronde aux yeux lourds, les lunettes autour du cou, au volant d'une biplace de course, tout contre l'épave de son mécanisme. La popularité de ses coéquipiers Antonio Ascari, le père d'Alberto, et Giuseppe Campari, un colosse à la poitrine de bronze qui nourrissait un amour renfermé pour le bel canto, enthousiasmait alors les fanatiques italiens, qui ont la vitesse dans le sang.

A la naissance de son fils Dino, en 1931, Enzo Ferrari raccoquina ses gants de pilote pour devenir directeur des courses de l'Alfa Romeo. Entouré d'une quarantaine d'ouvriers, il est chargé de créer chez lui à Modène la « scuderia Ferrari ». Il frappe aussitôt ses voitures à ses armes : le « cheval rampant », emblème d'un as de la première guerre disparu, au nom faussement prédestiné, le comte Baracca. Ce cavalier noir sur champ d'or qui ornait pendant plus d'un demi-siècle les cockpits écarlates va connaître des galops pas ordinaires. Le nouveau style des « Alfettas » à la ligne racée tranchait avec les Bugatti trappues que nous aimons admirer, parmi des fûts écorchés, fûts à tourbeaux ouverts sur l'anneau de Montlhéry. Encore fallait-il les tenir en main, ces joujoux magiques ! Or un pilote de grand prix ne se trouve pas sous le pied d'un cheval, même cabré. Antonio Ascari et Campari étant tombés au champ d'honneur des autodromes - le premier à Montlhéry, le second à Monza - le choix présumé d'Enzo Ferrari se porta sur deux futurs champions : Tazio Nuvolari, le petit homme au masque de doge émacié, dévoré par la passion d'être toujours devant, forant l'espace, et son vivant contraire, Achille Varzi, un gentleman-fidèle, calme et peu communicatif, boudé à double tour sur ses romanesques aventures sentimentales (1).

A la veille de la seconde guerre mondiale, cependant, les Alfa Romeo gardaient leurs chances intactes contre les puissantes Auto Union et Mercedes du III^e Reich grâce à ces ingénieurs-techniciens de premier ordre que furent Vittorio Jano, Gioacchino Colombo, Aurelio Lampredi, Carlo Chiti...

Modène, la Vénus de la course automobile

C'est à Modène qu'après la guerre le renouveau Enzo Ferrari Modène d'où tout part et où tout revient, à la fois centre de fabrication et forum de la course automobile, une sorte de Vénus où longtemps Ferrari et Maserati voisinaient avec la hargne des Montagu et des Capulet. C'est ici, sur le même autodrome, que les deux constructeurs rivaux faisaient essayer leurs derniers pur-sang dont les mugissements de scierie se répétaient par-delà les portes de la ville. C'est ici que l'on montrait la borne où le beau Castellotti se fracassa le crâne, le mur d'enceinte que le chef essayeur Sighinolfi traversa de plein fouet pour aller percuter un tramway.

Ma première visite avait été pour Maranello, distante de 12 kilomètres, l'usine mère où le « Commendatore » (2) régnait sur l'empire des mécanos, les seuls qui savaient, en démontant une voiture de course, si celle-ci a été bien conduite et si vraiment ses 300 chevaux s'étaient volatilisés quand un pilote l'avait laissée dans l'herbe.

En manière de distraction préliminaire, j'avais été invité à une « petite balade » du côté des Appennins. Cette expérience sur route ouverte à bord d'une *Testa Rossa* rugissante dont le chef essayeur Martino Severi tenait les commandes à l'aide de manœuvres véhémente n'est pas près de quitter ma mémoire.

L'entretien qui me fut accordé au retour me mit en présence d'un interlocuteur barricadé dans sa méfiance stavique et ne m'apporta que de maigres confidences jusqu'au moment où, par coquetterie, il s'épancha sur son goût des lettres. Celui-ci lui était venu sur le tard, en rédigeant son autobiographie, un livre captivant intitulé *Ma vie terribles* (3).

D'obscures amertumes rembrunissaient le front de ce grand vieillard encore vert. Il ne s'était jamais consolé de la disparition de son fils Dino, mort de leucémie à l'âge de vingt-quatre ans. Ses plus grands pilotes Ascari, Musso, Collins, Hawthorn, Portago s'étaient tués. Maintenant, il n'assistait plus à aucune course. Il restait volontai-

rement cloîtré toute la journée dans son bureau de Maranello, à la modeste monnaie. Sur le soir seulement, il regagnait Modène. A cette heure vespérale, la statue du commandeur s'encadrait dans la porte de son bar favori, La Fontana, et les voix se taisaient.

C'était à Maranello qu'Enzo Ferrari s'était établi comme constructeur indépendant dès 1946. La première victoire de sa nouvelle monoplace de grosse cylindrée - une 4 L 5, douze cylindres - fut obtenue quelques semaines après, le 10 juillet 1951 par l'Argentin Froilan Gonzales au Grand Prix de Grande-Bretagne à Silverstone devant l'écurie des Alfettes 158, qui avait pour chefs de file Juan Manuel Fangio et Nino Farina.

De ce jour - Alfa Romeo se retirera un an plus tard de la compétition - Ferrari va imposer sa domination. Non seulement avec ses monoplaces de Grand Prix mais également avec ses GT, pour courir d'endurance comme les Mille Mille ou les Vingt-Quatre Heures du Mans (4) - sans parler des voitures de sport pour clients milliardaires, type de ces coupés deux portes qui provoquaient un émerveillement général dans tous les Salons de l'automobile.

La traversée du désert

La Formule 1 devait bientôt consacrer une extraordinaire révolution technique. Dans le sillage de Stirling Moss, premier jockey des « trophées » Cooper, une nouvelle génération de pilotes britanniques aux nerfs d'acier - Jimmy Clark, Graham Hill, Jackie Stewart et autres Brabham ou McLaren - va illustrer la promotion des monoplaces à moteur arrière conçus outre-Manche par Colin Chapman et Ken Tyrrell.

Longtemps, dans son atelier de Maranello, Enzo Ferrari reprendra sa règle à calcul. Avant de refaire surface, il lui faudra néanmoins expérimenter une cruelle traversée du désert qui durera près de dix ans. En 1969, Fiat prendra le contrôle à 50 % de son budget de course, estimé à 2 milliards de livres, et permettra au vieux luttreur de respirer. Il emploie mille sept cent cinquante ouvriers à présent et a pu s'offrir une piste d'essai privée, la piste de Fiorano, à proximité de Maranello.

Dans son écurie, il engage d'abord Niki Lauda comme premier monte. Victime d'un accident grave au Nürburgring (R.F.A.) en 1976, le pilote autrichien reprendra le volant deux mois plus tard avec un courage inouï. Craignant les conditions de course sous la pluie, il choisit d'abandonner dès la deuxième tour

du Grand Prix du Japon. Le despotisme inflexible qu'Enzo Ferrari ne plaisait pas avec ce genre d'abandon. Il renouvela néanmoins le contrat du champion, mais les deux hommes sont désormais en conflit. Malgré le titre mondial, acquis un an plus tard, Lauda quitte la célèbre écurie italienne. Une défection qui lui parut respectueusement cruelle durant la saison 1984.

Le Québécois Gilles Villeneuve, qui succéda à Lauda, remporta six grands prix en 1979, trois en 1981. En 1982, il allait gagner le Grand Prix de San Marino, à Imola, lorsque son nouveau coéquipier, Didier Pironi, le coiffait sur le poteau. Dans le même mois, Villeneuve se tuait à Zolder, aux essais du Grand Prix de Belgique. Deux mois plus tard, à Hockenheim, aux essais du Grand Prix d'Allemagne, Didier Pironi s'écrasait par miracle à la mort : il était relevé les deux jambes brisées.

Disparaissent ainsi des circuits deux pilotes de tempérament qui s'aimaient à se livrer au petit jeu dramatique des « chaises musicales » qu'affectionnait Enzo Ferrari. Le « Commendatore » n'a jamais répugné à aiguiller la rivalité entre ses pilotes pour faire gagner ses voitures. L'essentiel, pour lui, était les machines, pas les hommes !

Face à la concurrence des Renault, des Williams, des Brabham, des Lotus, ses monoplaces étaient redevvenues compétitives.

Ses nouvelles T2, puis T3, puis T4, équipées d'un moteur multivalve au turbo, s'étaient enfin retrouvées. Contre Williams et surtout les McLaren qui survolaient la Formule 1 depuis 1983, elles n'ont pu faire mieux que les autres marques.

Mais qui aura fait vibrer, en une si longue parabole, la voiture de course, ce monstre des temps modernes auquel le nom d'Enzo Ferrari restera à jamais attaché ?

OLIVIER MERLIN.

(1) Varzi se tua à l'entraînement la veille du Grand Prix de Suisse 1948 à Berne ; Nuvolari mourut dans son lit à Mantoue le 11 août 1953.

(2) Enzo Ferrari n'est jamais de goût pour l'appellation de « Commendatore ». Ce titre lui avait été décerné sous le régime fasciste, qu'il n'aimait pas. Il fut officiellement supprimé par l'Université de Bologne lui avait attribué en 1957.

(3) Editions Robert Laffont, 1964.

(4) Après six victoires consécutives de 1960 à 1965, Ferrari abandonnera sa participation officielle aux Vingt-Quatre Heures à l'avènement de Ford en 1966.

Les fêtes du 15 août

Deux processions à Paris

Les fêtes de l'Assomption ont couronné la fin de l'année mariale. Commencée le 7 juin 1987, celle-ci avait été inaugurée par le pape Jean-Paul II en signe de dévotion à la Vierge Marie.

En France, le souverain pontife a dit une messe en la basilique Saint-Pierre devant 20 000 fidèles. Le pape a rendu - à l'intercession de la Vierge la fin du deuxième millénaire et la perspective du troisième - en lui demandant de contribuer à la lutte contre « les menaces qui pèsent sur la grande famille des hommes ».

En Pologne, 150 000 pèlerins se sont rassemblés à Czestochowa, au sud du pays, pour assister à une messe célébrée par le primat de Pologne Mgr Jozef Glemp. Celui-ci n'a fait aucune allusion aux difficultés socio-économiques de la population, mais a fustigé « l'impureté sexuelle, l'érotisme dans les médias et la pornographie ».

Aux Etats-Unis, 12 000 pèlerins s'étaient réunis à Lubbock, dans le Texas, attirés par les témoignages de plusieurs paroissiens de la ville qui affirmaient que la Vierge Marie leur apparaissait et leur avait annoncé un miracle.

En France, 60 000 personnes ont assisté à Lourdes aux cérémonies de clôture de l'année mariale, présidées par Mgr Etchegaray. A Paris, deux processions concurrentes ont eu lieu. Celle conduite par Mgr Lustiger sur le parvis de Notre-Dame a attiré 10 000 fidèles ; celle des traditionalistes de Saint-Nicolas du Chardonnet, menée par Mgr Tissier de Mallerais, consacré évêque par Mgr Lefebvre, près de 5 000.

Face au lion

Une seule religion, mais deux évêques. Une fête, le lundi 15 août, pour célébrer la Vierge Marie, mais deux processions. Comme les branches irrégulières d'une même famille, séparées par un schisme et un bras de la Seine, les catholiques de Paris ont commémoré l'Assomption dans la division. Quand les traditionalistes de l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, fidèles à Mgr Lefebvre, se désignaient comme les « vrais catholiques » de la chrétienté et jetaient l'anathème sur l'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, celui-ci clôturait à Notre-Dame l'année mariale en lançant un message de tolérance.

Mantilles noires, bannières dédiées à la Vierge Marie, une statue de plâtre brinquebalante portée par quelques hommes, des oriflammes constellées de fleurs de lys, des ballons bleu et blanc tenus par des enfants en costume marin invitant à protester en 1989 « contre la célébration de l'anniversaire de la barbarie révolutionnaire », des chants latins repris par une chorale des fidèles, les traditionalistes de Mgr Lefebvre avaient tout fait pour montrer leur force.

Avec la présence de Mgr Tissier de Mallerais, évêque récemment nommé par Mgr Lefebvre à Eboe, le schisme est consommé. Applaudi par la foule lors de sa sortie de l'église, entouré des murmures de l'assistance étonnée de sa jeunesse, Mgr Tissier de Mallerais, visage taillé à la serpe et regard impassible, a gardé un large sourire de satisfaction tout au long de la procession. Enrobé par la liturgie des *Ave Maria*, il a laissé à l'abbé Laguerie l'antenne des investies. Le chœur du traditionalisme musclé a souhaité « voir régner Dieu dans les sacristies, les écoles, les universités, les institutions et même au gouvernement ». Puis reprenant le *Je suis chrétien, voilà ma gloire, mon espérance et mon soutien* il a conduit ses fidèles chantants jusqu'aux arènes de Lutèce.

Recueillis, contents de se compter aussi nombreux, les traditionalistes ont découvert un nouveau chapitre

du martyrologe. Un pauvre lion, écrasé de chaleur dans une cage étroite, symbolisait les temps anciens où les premiers chrétiens étaient jetés en pâture aux fauves. « Vous semez comme eux, je suis sûr que dans le cœur de certains prêtres il y a de quoi nous envoyer aux lions. Entre les droits de l'homme et les fauves, je préfère les fauves », a affirmé l'abbé Laguerie.

« La maison est ouverte »

Cette statue faisait piètre figure face à sa sœur en argent, brillant sur le parvis de Notre-Dame. L'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, avait voulu célébrer avec une solennité particulière la clôture de l'année mariale et le 350^e anniversaire du vœu de Louis XIII consacrant la France à Dieu par l'intermédiaire de la Vierge Marie (le Monde du 3 juin). Une représentation de la Vierge, obtenue à partir de documents du dix-septième siècle, ornait la façade de la cathédrale. A l'intérieur quatre tapisseries monumentales de la même époque étaient pendues dans la nef. Les Chevaliers du Saint-Sépulchre ont porté la statue d'argent autour du parvis de Notre-Dame, parmi la foule, suivis des oriflammes représentant les sanctuaires mariaux de France et du monde. La procession baignait dans les chants de la Maitrise de Notre-Dame, dans les hymnes de groupes polonais, latins et libanais.

Mgr Lustiger a ignoré les imprécations de l'abbé Laguerie. Indirectement, toutefois, il a repoussé ses accusations en professant qu'« almer, c'est accepter de dire du bien de ceux qui vous maudissent ». Déjà le samedi 1^{er} août sur TF1, l'archevêque de Paris avait joué l'apaisement en considérant que « tous les fidèles qui s'alignent, tant qu'ils n'ont pas fermé la porte, appartiennent à l'Eglise catholique. Notre-Dame est leur maison. Tant qu'ils voudront franchir le pont qui nous sépare, ils sont ici dans leur église ».

THIERRY BILLARD.

Le symbole italien de la jeunesse

« Enzo Ferrari était le symbole italien de la jeunesse, de l'audace, de la ténacité et du progrès technique », a déclaré, lundi 15 août à Rome, M. Ciriaco De Mita, président du conseil italien, après l'annonce de la mort du « commendatore ». Pour M. Francesco Cossiga, président de la République italienne, « le nom et l'image de Ferrari ont fait le tour du monde comme preuve de la capacité de notre pays à répondre avec succès aux défis (...) de la technologie ». Mme Nilde Iotti, présidente de la Chambre des députés, souligne son « attachement profond aux valeurs de la démocratie ».

Hors d'Italie, les réactions sont surtout venues des anciens pilotes de formule 1. Pour Stirling Moss : « Enzo Ferrari a transformé le sport automobile, alors considéré comme une distraction de riches, en une discipline abordable par le plus grand nombre et l'a rendu excitant et caractéristique ». Ecoutant les relations orageuses qu'il entretenait avec ses pilotes, Patrick Tambay, ancien pilote de la marque, rappelle qu'« il était intransigent (...) mais d'un grand secours lorsqu'on avait besoin de lui ».

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
poste 4138 - 4324

A l'ombre de la Fiat

A chaque fois que disparaît un grand capitaine d'industrie à la forte personnalité, se pose la question de sa succession. Ferrari n'échappe pas à cette règle. Il est pourtant exagéré de dire que l'entreprise de Maranello est orpheline après la mort de son mythe fondateur : depuis près de vingt ans déjà, elle compte un grand actionnaire, Fiat, pour 50 %. Le reste du capital était partagé entre Enzo Ferrari (38 %) et son fils adoptif, Piero Lardi (12 %).

Que deviendront ces actions après la disparition du père fondateur ? Les rumeurs vont bon train depuis plusieurs semaines : en juin, conscient de l'aggravation de son état de santé, Enzo Ferrari avait demandé la convocation d'un conseil d'administration au cours duquel Piero Lardi avait été nommé vice-président des automobiles Ferrari. La rumeur a couru alors qu'il aurait également accepté de céder ses 38 % à Fiat, mais elle n'a jamais été confirmée. En tout état de cause, la survie de l'entreprise ne paraît pas menacée.

Depuis l'entrée dans son capital du géant turinois, en 1969, la production de Ferrari a été multipliée par quatre, passant de 1 000 voitures de tourisme environ par an à 3 942 l'an passé. Des automobiles « courses main », encore fabriquées dans l'usine berceau du groupe à Maranello, près de Modène, réservées à quelques heureux privilégiés : leur prix oscille entre 422 000 F et 900 000 F. Voir plus pour la F-40, le modèle lancé à l'occasion du quarantième anniversaire de la firme, vraie formule 1 à usage touristique, qui monte jusqu'à 1,7 million de francs. Rien d'étonnant si les trois

quarts de la production sont destinés à l'exportation, en particulier au marché américain, de loin le plus intéressant (70 % des débouchés).

Une clientèle d'amoureux fous

Qui sont les clients de Ferrari ? Il n'y a pas à proprement parler de portrait type : la moyenne d'âge se situe en dessous de quarante ans. Ils sont commerçants, cadres supérieurs, médecins, chefs d'entreprise... Leur point commun : ils sont amoureux fous de leur voiture. Et ils sont prêts à attendre dix-huit mois la livraison de la Testarossa, la plus prestigieuse de la gamme capable de faire des « chrono » à 290 kilomètres-heure.

Aujourd'hui, deux mille personnes travaillent chez le constructeur. Champion sur les circuits, l'entreprise est aussi performante financièrement : son chiffre d'affaires (360 milliards de francs, soit 1,63 milliard de francs) a progressé de 15 % en 1987. Et elle affichait, l'an passé, un bénéfice de 14,67 milliards de francs (67 millions de francs). Un résultat honorable qui ne suffit pourtant pas à financer le budget compétition, évalué à 200 millions de francs... Quelle sera la politique de Fiat après la disparition de l'« ingénieur » ? Le groupe de Giovanni Agnelli avait désigné récemment un « coadjuteur » aux côtés d'Enzo Ferrari, M. Pier Giorgio Cappelli, transfuge d'Alfa Romeo, autre filiale prestigieuse de Fiat. Faut-il y voir une volonté fédératrice du premier groupe automobile italien ? C'est lui, en tout cas, qui a toutes les cartes en main...

Le palmarès le plus prestigieux

En un demi-siècle de compétitions les premières voitures de course ont été conçues en 1940, la « Scuderia » Ferrari s'est battue le palmarès le plus prestigieux du sport automobile. Elle détient les records de participation aux grands prix de formule 1 (434) et de victoires dans ces mêmes grandes prix (93). Le trentehuitième doublé des monoplaces rouges a été réalisé en 1987, lors du Grand Prix d'Australie, par Berger et Alboreto.

Enzo Ferrari avait remporté huit fois le titre officiel de champion du monde des constructeurs de formule 1. Il aura permis à sept pilotes différents de se hisser neuf fois sur le premier marche du classement mondial. Parmi eux, Juan Manuel Fangio et Niki Lauda. Enzo Ferrari lui-même, avait été un brillant pilote de l'écurie Alfa Romeo, pour laquelle il gagna treize des quarante-sept courses auxquelles il participa.

Mais la Scuderia n'avait concentré ses efforts sur la formule 1 que depuis une quinzaine d'années. La firme de Modène connait, entre 1953 et 1972, quatre titres de champion du monde des constructeurs de voitures de sport-prototypes. Elle inscrit également neuf fois son nom au palmarès des Vingt-Quatre heures du Mans entre 1949 et 1965. L'épreuve d'endurance mancelle était devenue une chasse gardée de la Scuderia, qui, de 1960 à 1965, aligna six victoires consécutives avant de passer le relais aux Porsche.

Deux skinheads en garde à vue à Reims

Pierre Lys, vingt et un ans, sans profession, fondateur d'un groupuscule d'extrême droite, et Christophe Caramelle, vingt-cinq ans, chômeur, ont été interpellés à Reims dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 août et placés en garde à vue au commissariat central de la ville. Ils devaient être présentés mardi au parquet.

Pierre Lys avait convoqué, samedi, une quinzaine d'amis skinheads - dont certains venus de la région parisienne - à une soirée. Après avoir beaucoup bu, les deux skinheads, armés d'un fusil à pompe, se sont livrés, dans un quartier proche du centre de Reims, à des actes de vandalisme, tirant une dizaine de coups de feu contre une vitrine, contre une moto en stationnement et contre plusieurs portes d'immeubles.

Après une course poursuite, ils ont été finalement maîtrisés, non sans mal, par une quinzaine de policiers. Auparavant, vers 2 heures, ils auraient ouvert le feu sur la voiture d'une patrouille de police sans cependant atteindre ses occupants. Les deux skinheads ont nié avoir visé les policiers.

Au domicile de Pierre Lys qui a créé un groupuscule baptisé Génération nationaliste française, les policiers ont saisi, la nuit même, une dizaine d'armes et cent grammes de TNT. Il s'agit d'armes « primaires » qui ont ensuite été amidiées, et notamment d'un pistolet, de détonateurs et de grenades à plâtre, dans lesquelles le plâtre a été remplacé par de la grenaille. Les enquêteurs ont aussi découvert, chez le skinhead, une « documentation » portant notamment sur des « méthodes d'entraînement para-militaires ».

A Reims, le nombre des skinheads a été évalué à une soixantaine, mais c'est selon la police, la première fois qu'un tel accès de violence est enregistré dans cette ville.

Avec l'aide de l'armée

Les recherches pour retrouver Pauline Lafont ont repris

Interrompues samedi soir 13 août, les recherches entreprises pour tenter de retrouver la comédienne Pauline Lafont, disparue jeudi alors qu'elle était partie en promenade à proximité de la maison familiale de Saint-André-de-Valborgne (Gard), ont été reprises, en vain, lundi après-midi par quelque deux cents militaires, dont une centaine de légionnaires du 2^e REI.

Ces nouvelles recherches n'ont abouti à la découverte d'aucun indice permettant de penser que la jeune actrice avait pu être victime d'un enlèvement ou d'un accident. Selon David Lafont, le frère de la comédienne, c'est à la demande du président de la République que les recherches ont repris lundi avec l'aide de l'armée. Celles-ci devaient continuer, mardi, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres autour du village.

● Incendie criminel dans un local du FN à Marseille. - Une permanence du Front national, place Clément-Lévêque, dans le seizième arrondissement de Marseille, a été détruite, dans la nuit du 14 au 15 août, par un incendie d'origine criminelle. La police judiciaire a été chargée de l'enquête. Certains indices ne laissent aucun doute sur l'origine du sinistre.

Société

Malgré le renforcement de la surveillance

Les survols nocturnes de Paris continuent

Le jour même où M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, annonçait le renforcement du dispositif de surveillance de l'espace aérien au-dessus de Paris (le Monde du 14-15 août), un appareil a survolé la capitale vers 22 heures. Un autre survol a eu lieu dimanche à la même heure.

La ou les appareils n'auraient pas été identifiés et l'on ignorait s'il s'agissait du même avion ou de deux appareils différents qui ont décollé à la vigile des policiers postés aux hauteurs de Paris, équipés d'appareils de vision nocturne, et aux hélicoptères et radars de l'armée.

Depuis trois semaines, cinq ou six appareils (avion monomoteur ou bimoteur ou ULM) ont donc survolé la capitale, en toute impunité, à quelques centaines de mètres, en dépit de l'interdiction — sauf dérogation — de survol de Paris à basse altitude.

Lors de sa conférence de presse, M. Joxe avait d'ailleurs rappelé que l'article L-150 du code de l'aviation civile prévoit

des amendes de 1 800 F à 60 000 F et des peines de prison de six jours à un mois pour la violation de l'espace aérien. Des peines plus lourdes, allant jusqu'à trois mois de prison, sont prévues en cas de vol de l'interdiction de survol et de non-obéissance aux injonctions de sortir de la zone interdite.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux hélicoptères de l'ALAT (Aviation légère de l'armée de terre), alertés par des gendarmes, avaient observé un appareil volant au-dessus de l'université de Jussieu (5^e) et l'avaient suivi alors qu'il s'éloignait vers le sud de Paris. Cependant, ces hélicoptères avaient dû décrocher pour des raisons de sécurité, selon le ministre de l'intérieur, qui avait toutefois précisé qu'un appareil semble avoir été identifié quant à son modèle. Le ministre avait indiqué que tous les avions de ce type immatriculés en France seraient contrôlés et que tous les aérodromes situés à moins de

100 km de la capitale feraient l'objet d'une surveillance.

Interrogé sur la possibilité d'intercepter un appareil en infraction, M. Pierre Joxe avait précisé qu'il n'en était pas question. L'interdiction de survol de Paris est justifiée par les risques encourus en cas d'accident : en tentant d'intercepter un avion on multiplierait ces risques. La mission assignée aux gendarmes et aux hélicoptères est seulement d'identifier l'appareil, ou du moins de préciser ses caractéristiques, pour permettre ensuite à la police de retrouver l'auteur de l'infraction.

La ministre avait ajouté qu'il était sensible aux nuisances sonores que créent les hélicoptères de surveillance, mais qu'il n'y avait pas d'autre moyen que les mesures relativement lourdes qu'il avait prises (elles mobilisent au total 250 à 300 personnes) pour éviter qu'une catastrophe ne résulte un jour d'actes d'irresponsables.

La Fête de la voile à Douarnenez

Le quatre-mâts de la « perestroïka »

(Suite de la première page.)

Les « envoyés de charme » de M. Gorbatchev sont donc pleinement parvenus à leurs fins, en jouant le jeu de relations publiques bien avant l'arrivée du volier-déole, en organisant à bord des visites de presse et d'autres groupes, en y autorisant des émissions spéciales pour les radios locales et en y accueillant le public, le 15 août, grâce à des navettes : pour des raisons à la fois techniques et réglementaires, le *Sedov* avait dû jeter l'ancre à un bon kilomètre des quais.

Si le quatre-mâts barque a subjugué les médias, la désapprobation a été, en retour, impressionnée par l'importance de la foule — vacanciers et douarnenistes — présente quatre jours durant à cette manifestation, surnommée intitulée « Douarnenez 88 », mais complètement débridée.

La ligne Gorbatchev plaît à M. Mazas, qui, s'il n'est pas responsable — « de désapprobation totale » — la démarche de Pierre Juquin — nous a-t-il dit, — signale, non sans une malicieuse fierté, que le festival de cinéma des minorités nationales (organisé par la MJC de Douarnenez, qu'il a fondée et qu'il préside) a été consacré, « il y a déjà cinq ou six ans », de toutes les manières, avec un intérêt particulier pour la production arménienne.

Par souci électoral ensuite : entré au conseil municipal à l'occasion d'une « partielle » en 1969, élu maire en 1971, réélu en 1977, il n'a dû de conserver son fauteuil en 1983 qu'à un accord avec une majorité municipale devenue socialiste. M. Mazas, qui briguera « de toutes ses forces » un quatrième mandat en 1989, sait que cet accord sera remis en cause si le PS est de nouveau en tête l'an prochain. Une nouvelle impulsion du PC dans la région, liée à des manifestations réussies lui serait donc indispensable.

Plus à l'aise en polo, blouson et jeans qu'en costume-cravate, plus à l'aise aussi dans la foule du 15 août qu'à une tribune officielle, haute silhouette gracieuse à soixante ans révolus — il a été moniteur de voile pendant quinze ans et il continue de piloter des avions de tourisme, — issu d'une famille de marins pêcheurs de Ploëré, « bachelier » de Douarnenez, M. Mazas, professeur

d'histoire et de géographie en retraite depuis cinq ans, entré dans la Résistance et au PC à l'âge de seize ans, n'ignore rien de la mentalité de ses administrés : « Un sens authentique de la fête », dit-il, reposant sur un état d'esprit — la dévotion — et une attirance pour le déguisement. Mais avec une règle : le respect des convictions, religieuses ou autres. « Nous sommes bretons », dit le maire communiste. On peut se moquer de l'Eglise, mais pas de la religion. On peut se déguiser en bonne sœur, mais jamais en Christ. On s'ingère... l'homme, mais pas les idéologies. »

La tradition du Mardi gras, qu'on appelle ici « les Gras », est observée par toute la ville. Même si la fête n'est pas aussi débridée que dans les premières années du siècle, où Douarnenez a compté plus de 5 000 marins (500 aujourd'hui).

Artichaut d'or pour les Raoul...

Dérision encore : les animateurs de la MJC et de l'association Les deux yeux de la Bretagne ont créé une parodie des César qui se déroule dans un cinéma de la ville. Ils y décernent des Raoul aux films et aux acteurs jugés « les plus rigolos » de l'année et distingués. Bretagne oblige, par un Artichaut d'or... Monsieur le maire, vêtu d'un smoking très fantaisie, y prononce un discours qui emprunte plus à Coluche qu'à une quelconque langue de bois. Cette « cérémonie » est aussi une façon de se moquer d'elles-mêmes pour les deux organisations responsables du très sérieux Festival des minorités (consacré, du 27 août au 5 septembre prochain, au peuple basque).

Il y a à quelques décennies, cette apologie de la fête s'expliquait par contraste avec la vie dangereuse et ascétique des marins pêcheurs, « explosant » à leur retour à terre. Aujourd'hui, cache-t-elle des angoisses économiques, comme le pensent quelques Douarnenistes grincheux — il en existe — ou plus réalistes ? « On crève dans la joie », dit abruptement l'un d'eux. « On ne fait pas la fête parce qu'on est sans emploi », réplique M. Mazas, qui indique que le taux de chômage est, ici, de 10 % (un peu plus de 800 in-

crits à l'ANPE) correspondant à la moyenne nationale.

Il est vrai que l'effectif des marins pêcheurs a, sous la brûlure des crises sardinières, « fondu rapidement », comme le reconnaît le maire, qu'il ne reste plus que quatre conserves, que la difficulté majeure est maintenant « le renouvellement des ressources » sur des lieux de pêche à définir, quitte à vouloir modifier le goût des consommateurs : ainsi le Salon européen des produits de la mer, qui se tient à Douarnenez tous les deux ans, s'efforce-t-il actuellement de promouvoir la lingue (poisson blanc).

Mais Douarnenez reste, malgré tout, précise son premier magistrat, le quatrième port de pêche français pour le tonnage et ses conserves emploient plus de mille personnes. Surtout, la commune bretonne espère se diversifier davantage dans l'informatic — une unité de Matra, 600 personnes, y fabrique déjà des terminaux d'ordinateurs — et dans le tourisme.

Avec la dérision, Douarnenez manie aussi le paradoxe : dans une ville où tout est prétexte à fête, le « décor » souffre de cruelles lacunes. On ne parle pas, côté jardin, de la base, malade et florissante et de son « ciel occidental dans le noir des sables », célébré par José Maria de Heredia. Ni, côté cour, de sa terre architecturale, déplorée par les habitants les plus chauvins. On évoque par-là un équipement hôtelier que M. Mazas lui-même qualifie de « dérisoire », et dont la faiblesse pose à chaque afflux touristique des problèmes pratiquement insolubles.

Aussi le maire a-t-il engagé un projet qui a l'aval des conseils régional et départemental, en attendant celui des ministères : l'aménagement du Port-Rou (ris qui sépare Tréboul de Douarnenez) en un bassin à flot, apte à la navigation des voiliers anciens, un véritable musée flottant. Coût prévu du seul aménagement : 100 millions de francs. Début des travaux : fin 1989, début 1990. Objectifs principaux : la conservation du patrimoine maritime et la constitution d'un pôle touristique. Espoir avoué : qu'en toute liberté d'esprit économique, les Douarnenistes dansent véritablement sur les flots.

MICHEL CASTAING.

Le Carnet du Monde

Mariages

— **HERNAN RIGOT** et **Henry GILBERT**, sont heureux d'annoncer leur mariage célébré dans l'intimité, le 13 août 1988, en l'abbaye Notre-Dame-de-Sept-Foies.

Beaufort, 71130 Gueugnon.

Décès

— **M^{me} Giulio ASCOLI**, née Nelly Attai, Marc Ascoli et Martine Sibon, Silvio et Françoise Ascoli et leur fille, Philippe Ascoli, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté époux, père et grand-père.

Giulio ASCOLI,

survécu le 11 août 1988, à Abano (Italie), dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 août au cimetière de Bagneux.

Réunion à 11 heures, à la porte principale.

125, boulevard du Général-Kennig, 92200 Neuilly.

— Tous ceux qui l'ont connu comme « grand frère » dans sa nombreuse famille, comme confidant aux Hautes Etudes commerciales, comme compagnon d'armes pendant les deux guerres, et comme l'ami surnommé « le Juste », auront une pensée émue pour

Georges BENSARD, capitaine de réserve d'artillerie, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, diplômé HEC.

Il est mort dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Nice, le 20 juillet 1988.

— **Monique-Déla Hawelka**, sa belle-fille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Elza Ribeiro HAWELKA, survenue brutalement le 9 août 1988, à Jacolo (Italie).

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Thiais (Val-de-Marne), le jeudi 18 août, à 15 heures.

14, avenue de la Duchesse-du-Maine, 92160 Antony.

— Nancy.

M. Jean Pietri et M^{me} née Monique Maquet, née Danielle Maquet, ses enfants, François, Sylvie, Frédéric, Catherine, Anne, Carine, Isabelle, Stéphanie, Emmanuel, ses petits-enfants, Guillaume, son arrière-petit-fils, Et toute la parenté, font part du décès de

M. Georges MAQUET, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 12 août 1988, à Longuey-Haut, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 août, à 14 h 15, en l'église du Sacré-Cœur, à Nancy.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pierre-le-Treiche dans le caveau de famille.

Le corps repose au funérarium des PFG, 62, rue des Fabriques, à Nancy.

25, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

50, rue des Deux-Routes, Le Clos des Tillands, 84000 Arignon.

— **M^{me} Fernande Margi**, M. et M^{me} Joseph Margi et leur fille, M. et M^{me} Antoine Margi et leurs enfants, M. et M^{me} Edmond Margi et leurs enfants, M. et M^{me} Rosette Azoulay, M. David Azoulay et ses enfants, M^{me} Dorcas Daniel et ses enfants, M^{me} Margot Azoulay et ses enfants, M. et M^{me} Robert Saison et leurs enfants, M^{me} Monique Laurent, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MARGI,

leur époux, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle et parent,

survécu à Neuilly-sur-Seine, le 12 août 1988, à l'âge de soixante-cinq ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre dans le caveau de famille.

1, rue d'Armenonville, 75017 Paris.

— **Le conseil d'administration**, Et tout le personnel de la société **Rasol et Curly SA**,

ont la douleur de faire part du décès de leur collaborateur

M. Jean MARGI, directeur des relations publiques,

survécu à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), le 12 août 1988, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre dans le caveau de famille.

47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

— **M^{me} Judith Wanlis-Orlebar**, son épouse, M^{me} Doreen Hall, sa mère, M. et M^{me} Ellen Wanlis, son père et sa belle-mère, M. Aubrey Wanlis-Orlebar, son fils, M. Andrew Wanlis-Orlebar, son fils, Les familles McCafferty, Sarkisian, O'Neill, Keen et Jones, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christopher WANLISS-ORLEBAR,

survécu le 11 août 1988, à l'âge de cinquante et un ans, à Paris.

Le service religieux sera célébré le jeudi 18 août, à 16 heures, en l'église Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau, à Paris-8^e, où l'on se réunira.

L'incinération aura lieu en privé.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés pour le projet « Soins à domicile », à l'Association pour le développement des soins palliatifs, 66, avenue Boissière, 75116 Paris.

Une cérémonie commémorative aura lieu courant octobre, sa date sera communiquée ultérieurement.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les associés Et le personnel du cabinet Coopers & Lybrand, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christopher WANLISS-ORLEBAR, associé,

survécu le 11 août 1988, à l'âge de cinquante et un ans, à Paris.

Le service religieux sera célébré le jeudi 18 août, à 16 heures, en l'église Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau, à Paris-8^e.

Remerciements

— **Le docteur Veza et M^{me} M. et M^{me} Michel Veza**, Christophe et Caroline Clément, Et toute la famille, très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées, vous expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Un an le 17 août. Nous pensons à toi.

Cécile

et à tous les enfants attendant aide et amour.

Le 11 septembre 1988, jour de ses seize ans, nous nous retrouverons à Martignes pour une célébration de partage.

J.-C. R., J.-F. Aparicio, 8, quai Poterac, 13500 Martignes.

— Pour le douzième anniversaire du rappel à Dieu, dans sa trente-sixième année, de

Jacques CARASSON,

que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, ainsi pour lui, en ce jour du 17 août 1988, une pensée fidèle.

— Le 17 août 1987,

Monique GOLDBERG

quittait les siens. Une pensée émue est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a un an

Christiane de SAINT-MAURICE

ne quitte.

Ses amis ne l'oublient pas.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, rue d'Alsace, 75427 Paris Cedex 08. Tél. 01-42-47-98-01. Télécopieur 45-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-98-03.

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 78 F Abonnés (avec justification) : 68 F Communications diverses : 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

GALERIE BEAU LEZARD

EMMY VAROUXAKI présente

« Mythos, paysages Imaginaires, mémoire »

YURI KUPER, RAFAELE DE ROSA ALAIN SENEZ, DOKO WASHINGTON

DU 28 JUIN AU 15 SEPTEMBRE 1988

7, rue Pecqueur, 75004 Paris — 42-71-72-71

Une culture en plein renouveau

Un sinage, un fœring, une blouse et un voile regardés par un enfant breton qui tient un bateau-jouet sous le bras : la couverture du dernier numéro de *Chasse-Morue*, revue d'histoire et d'éthnologie maritime, entendait ainsi résumer l'esprit de « Douarnenez 88, grand rendez-vous européen d'une culture maritime en plein renouveau », après quinze ans de lutte acharnée pour sauver un héritage menacé de disparition.

En plein renouveau : les faits ont donné raison aux animateurs de cette revue bimestrielle créée en août 1981 par une « bande d'amis passionnés de navigation », explique Michel Beccard, l'un des cinq membres du comité de direction, tirée à quarante mille exemplaires et fière de ses quinze mille abonnés. Le succès de la deuxième édition de la Fête internationale de la voile traditionnelle a dépassé les espérances de l'équipe organisatrice.

Venant après un très bon démarrage en 1988 (quatre cents voiliers, cent mille visi-

teurs, 300 000 F de bénéfice), la manifestation douarneniste a compté, deux ans après son lancement, le double de bateaux et de visiteurs, et François Puget, autre membre du comité de direction, escomptait un bénéfice de l'ordre de 1 million de francs.

Le public d'estivants et d'autochtones a répondu, et pas seulement parce que la date choisie était idéale. Pas seulement non plus pour les exhibitions sur l'eau de centaines de voiliers, avions et kayaks de mer, chiens sauveteurs de Terre-Neuve... Mais parce qu'un esprit particulier a soufflé sur cette fête constamment animée, jusqu'à 2 heures du matin, par quelque sept cents musiciens. Un esprit de convivialité, presque de communion, dépassant l'ambiance traditionnelle de kermesse et rejoignant l'atmosphère des grandes-messes populaires. Un esprit curieux du patrimoine maritime, mis en valeur par de nombreuses expositions.

M. C.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Abonnements BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarifs : FRANCE 354 F, SUISSE 399 F, AUTRES PAYS 504 F

3 mois 672 F, 6 mois 1 009 F, 1 an 1 404 F

1 an 1 200 F, 1 an 1 300 F, 1 an 1 400 F, 1 an 1 500 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : les abonnés sont priés de formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Le Monde

5, rue de Montmarty, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Abonnements BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarifs : FRANCE 354 F, SUISSE 399 F, AUTRES PAYS 504 F

3 mois 672 F, 6 mois 1 009 F, 1 an 1 404 F

1 an 1 200 F, 1 an 1 300 F, 1 an 1 400 F, 1 an 1 500 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : les abonnés sont priés de formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Le Monde

5, rue de Montmarty, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DISQUES

Bob Dorough :

« Songs of love »

Présentation superbe, son parfait, les chansons imprimées...

Orange Blue Records, CD 001.

René Urtreger :

« Masters »

Urtreger au sommet de sa délicatesse et de sa précision : le jazz...

Orange Blue Records, CD 001.

Charlie Parker :

« Bird »

Le signale, parfois heurté par Bird, le film

Les projets d'Andrée Putman

L'œil de la mouche



PHILIPPE DAGEN

Le Parti socialiste étonne dans la continuité. Après Jack Lang, c'est au tour de Lionel Jospin de confier à Andrée Putman l'aménagement de son bureau et de ses salons ministériels. Au programme : des téléphones invisibles, des boiseries, des lampes qui se baladeront, paraît-il, toutes seules et, toujours, le principe des contrastes et de la disparition.

Elle préfère l'intemporel à l'avant-gardisme jugé traumatique. Elle a le chic pour distinguer le paisible du neutre. Il y a un vocabulaire Putman : « inouï », « pauvre », « modernité », « impeccable ». Une voix un peu rocailleuse. Une façon d'être ses vêtements noirs, nets comme un trait de pinceau. On l'appelle « la diva du design », « la madone du style ». Elle se nomme elle-même « l'œil de la mouche ». Andrée Putman, la scandaleuse des années 70, Parisienne aux lèvres rouges, est restée fidèle aux t-shirts ordinaires et aux toiles de Bram Van Velde. Elle dirige Ecart (spécialisé dans la réédition de meubles et d'objets du travail d'Eylen Gray à la chaise Mallet-Stevens vendue à 30 000 exemplaires dans le monde) et Ecart International (un bureau d'études d'architecture intérieure), entreprises qu'elle a fondées, il y a dix ans. Les deux sociétés réalisent près de 30 millions de chiffre d'affaires annuel (le Monde du 24 octobre).

Impressionnante, la liste des réalisations est aussi l'une des plus médiatiques du moment : les boutiques Saint Laurent aux Etats-Unis (quatre entre 1980 et 1984), Hémisphères, Thierry Mugler, Karl Lagerfeld, l'ex-show room d'Azadine Aïyaz, le mobilier du CAPC, le Musée d'art contemporain de Bordeaux, le décor du journal de TF 1, le Palladium et l'hôtel Morgan's de New York. Entourée d'une trentaine de collaborateurs, Andrée Putman est encore à l'origine de « vocabulaire » pour les marques, dont celui des bijoux Ebel (quatre boutiques en trois ans, le siège social de New York, mais aussi la villa Le Corbusier en Suisse), de produits griffés (consoles, tables pour les Trois Suisses).

Les projets affluent : le Musée de Rouen (quatre ans de travaux), la création dès mai 1990 d'une médiathèque, d'un restaurant, d'un mobilier de terrasse pour le CAPC de Bordeaux. Il y a quelque chose de plus redoutable que le succès, c'est l'adjectif « putmanien », « putmanesque », sorte de vide-poche des années froides dépourvues, tubulaires, auquel la victime riche et

célibre tente d'échapper en s'éloignant d'une image élitiste privée et parisienne et en réalisant de plus en plus de chantiers publics : « La notion de chef en main pour les appartements m'est devenue insupportable ». En 1968 à Mafra, le bureau de style lancé par Denise Fayolle et Malin Arnold, Andrée Putman remplaçait la vaisselle fleurie de Prunier par de la porcelaine blanche. Vingt ans plus tard, elle réaffirme avec excès parfois l'idée de durable contre celle de provisoire : « un palais moderne et simple » aux boiseries de chêne, équipé d'un restaurant, en guise de stand Ebel pour la Foire de Bâle. Elle dresse aussi un bilan plein de promesses.

La ridicule obsession du nouveau

« J'y fais des erreurs, des voyages vers l'illuminé, la réédition de meubles oubliés. En voulant faire émerger des artistes qui pour des raisons accidentelles avaient disparu, j'ai déclenché des choses terribles : il y a aujourd'hui une

industrie de la nostalgie. Nous nous intéressons à des jeunes talents. Ecart a édité en 1988 une bibliothèque de Sylvain Dubuisson, une chaise d'Olivier Gagnere. Je ne prévois pas de nouvelle réédition. Ce mot est devenu un gag, un prétexte à faire du style 30 un petit commerce. On ne peut pas par exemple rééditer Rudolph. Il a travaillé pour quelques prodigieuses fortunes de l'époque. Dans son rêve de modernité, Eylen Gray voulait équiper les usines et les cafés.

« Aujourd'hui le style est trop à la mode. On a enfin compris qu'il n'y a rien à voir avec le bon goût. Il y a le Jean, la montre Swatch, destinés à ceux qui n'ont pas d'argent et détestent par les modes. Les signes extérieurs d'aisance matérielle sont devenus à la limite vulgaires.

« J'aime le grand jeu qui consiste à travailler sur la disparition plus que sur l'effet, à éviter à la fois le bon chic bon genre et l'avant-garde. Rien n'est plus ridicule parfois que l'obsession du nouveau. Les designers s'ennuient, survoltés. Nous avons dressé la liste mentale de tout ce qu'on déteste dans les hôtels internationaux : l'épate, le service obséquieux, le fantasme d'un luxe tocant, visible, creux, le

refuge banal dans le faux coffre espagnol pour mettre la tête. Un hôtel, c'est traumatisant. Il doit ressembler à un gang, disparaître pour vous protéger. Il y aura des mariages de matériaux bruts et sophistiqués : toile de jute et de satin, mais aussi peintures projetées apparemment unies avec dix mille petites poignées de couleur, faux tapis de mosaïque à l'or dans les salles de bain.

« Le Paramount appartient au même propriétaire que le Morgan's. La pari est totalement différent. Il s'agit de réaliser, dans le quartier un peu maudit de Times Square, six cents chambres réservées aux moins de vingt-cinq ans. Le rapport style qualité-prix doit être inouï. C'est pour moi le retour à des positions idéales, l'occasion de me révolter contre l'idée que le goût est réservé à l'élite et que tout ce qui est vulgaire se vend mieux. On ne touche pas aux volumes. On y intègre un Délicatessen, plusieurs restaurants, une salle de sports. Les chambres seront blanches, une folie apparemment. Tout sera lavable, y compris les murs. Les effets de surprise naîtront des panneaux lumineux coulisants destinés à cacher les installations de chauffage et d'air conditionné, des salles de bain en verre et en bois.

« Dès novembre nous nous attaquons à l'immeuble Carita : quatre étages rue du Faubourg-Saint-Honoré. Je déteste l'idée de lieu féminin. Je voudrais que la torture des femmes qui viennent se faire bronzer, pédicurer, coiffer, pulvériser devienne une croisade : beaucoup de pâte de verre, un parquet de marbre, des panneaux de chêne, des grands comptoirs avec des niches en maçonnerie, des quincailleries dans tous les coins pour faire disparaître les brosses, les pinces.

« J'ai peu de temps à moi ; alors je m'occupe dans les vernissages, les artistes. J'ai souvent la chance de les rencontrer avant qu'ils ne soient célèbres. Mon bonheur, c'est de rester toujours aux aguets. »

LAURENCE BENAIM.

Eugène Leroy à l'ARC

Matières muettes

Depuis plus d'un demi-siècle, Eugène Leroy peignait sans que l'on s'intéresse à lui. On l'honore aujourd'hui. Etrange.

Eugène Leroy serait-il désormais le peintre favori des musées d'art contemporain ? De 1937, date de sa première exposition dans une galerie lyonnaise jusqu'au début des années 80, il n'avait pas connu les faveurs de la mode. Sa notoriété était demeurée circonscrite à son Nord natal et l'on ne voyait pas dans les foires d'art ses œuvres rugueuses et denses, à la surface crevassée et alourdie d'empâtements sédimentés et de couleurs figées.

En une décennie, la tendance a changé et Leroy peut exposer, à près de quatre-vingts ans, dans les galeries et les institutions les plus estimées de l'avant-gardisme européen. Il y a plus étrange encore : il est défendu par ceux-là même qui défendent d'ordinaire les formes les plus associées au hermétique du post-duchampisme.

L'ARC lui offre une rétrospective, alors que l'ARC n'a cessé depuis quatre ou cinq ans de soutenir minimalistes, conceptuels et héritiers du minimalisme et du conceptuel, tous unis par la certitude que la peinture est obsolète. Conversion brutale, illumination universelle ou démarche plus oblique ?

La réponse est dans les tableaux de Leroy, qui suggèrent une définition singulière de l'art de peindre. Chacun évoque la même évolution, qui a mené l'œuvre de la description d'un motif, femme ou bouquet de fleurs, vers sa négation. Contours et volumes ont été recouverts et effacés par la main irrésistible de la matière picturale, par son accumulation

en épaisseurs et son durcissement en strates et cloques.

Il faut arriver que, de loin, l'œil distingue une illusion figurative, mais c'est contre la logique de l'œuvre et au mépris de l'essentiel, qui se veut de l'ordre du tactile, du doigt qui éprouve l'irrégularité de la peau picturale, et de la main qui caresse ce tissu de cicatrices. Plus violemment que Fautrier, plus résolument que Soutine et Rouault, Leroy admet que la peinture puisse n'être plus que flux de matière, haute relief et effets de plâtres qui triomphent aux dépens de la lisibilité et de la couleur.

Il admet en somme que son art n'est d'autre destin que celui d'une abstraction subtile, d'une clarté perdue et d'une expression noyée sous l'écoulement des tubes et des huiles. Il pourrait rester une météorologie, une sorte d'ultra-peinture obsédée par sa technique et ses débordements, mais pas plus. Involontairement peut-être, il met en scène dans chacun de ses tableaux la mort de la peinture, mort par étouffement et épuisement qui est annoncée de longue date par les disciples les plus résolus du nihilisme contemporain.

On comprend que son sacre, tardif, si tardif, est moins paradoxal et de moins bon augure qu'il n'y paraît d'abord. Et l'on peut comprendre encore au nom de quel système sous-entendu les responsables de l'ARC ont placé à proximité des toiles de Leroy une exposition du conceptuel Remy Zaugg. Ce dernier a consacré sa vie à la répétition monotone d'une seule conviction : que l'on ne peut plus, que l'on ne doit plus peindre, à aucun prix et sous aucun prétexte. Il ne fait en somme que s'inscrire dans la lignée de ce qui suggère malgré lui le peintre Eugène Leroy.

PHILIPPE DAGEN.

* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 25 septembre.

Témoins de la « civilisation préindustrielle »

Les potiers d'antan

Il y a une éloquence particulière des pots et des jarres, des pichets et des gourdes. Ils racontent bien des choses et attirent les chercheurs.

« La rupture entre les civilisations antiques et le monde moderne n'a point été produite par la chute de l'Empire romain ou par la fin du Moyen Âge ; elle date d'hier », écrivait F. Braudel en 1947 dans son Histoire de l'outilillage rural et artisanal, un de ces beaux livres où a été enregistré l'évanouissement de l'équipement technologique sans âge qui était encore un peu le nôtre vers 1930. Le diagnostic était exact. Il remonte à quarante ans. C'est donc avant-hier que les bourgs avec leurs fours, les villages avec leurs fours, les paysans avec leurs outils ont quitté l'équipement de toujours.

Les brocanteurs d'abord, les antiquaires ensuite, ont recueilli les jougs, les araires, les barattes, les maies à pétrir, devenus inutiles. Ornaments touchants et désolés des résidences secondaires. Entre-temps, le Musée des arts et traditions populaires, l'heureuse création de Georges-Henri Rivière, trop peu connue, a recueilli les objets, les a multipliés les échantillons : usages, meubles et outils, intelligemment mis en valeur et expliqués, y sont par la fois des choses d'aujourd'hui et des choses d'hier. C'était donc cela ? Oui, et les éléments d'une existence de forme traditionnelle, dont les derniers vestiges viennent juste de disparaître. Comme d'habitude, ce qui n'appartient plus au vécu resurgit dans le savoir. On lui trouve un nom. Au CNRS et dans les laboratoires scientifiques de nos provinces, cela se nomme désormais la « civilisation préindustrielle ».

Or ce monde de choses connaît parmi les chercheurs une vogue assez étonnante. Prenons l'exemple de la poterie, activité primitive, s'il y en a une. Le modelage est lié à des mythes vieux de millénaires. L'humanité laisse depuis toujours derrière elle des tessons innombrables, dont le classement commande de façon insupportable les tableaux chronologiques. Et puis, tous ces pots, toutes ces figurines rituelles, ces vases ornés avec tant de soin sont beaux à regarder et la curiosité s'éveille. Comme l'a fort bien dit Claude Lévi-Strauss, à travers ces documents matériels, ces « archives », est surmontée la contradiction d'un passé révolu et d'un présent où il survit. Cela est vrai pour les objets comme pour les meubles, à partir du moment où notre regard s'y attache.

Nous ne dirons pas avec le héros triste de Jean-Paul Sartre : « La céramique ne me fait pas rire ». Depuis une vingtaine d'années, elle a suscité dans les provinces un nombre surprenant d'enquêtes des plus précises et des plus sérieuses, comme s'il y avait, en raison des matériaux même, du façonnage, des modèles, des ornements, une éloquence particulière des pots et des jarres, des mortiers et des gourdes. Pour s'en tenir au Midi, il y a eu des expositions et des publications fort bien faites, non seulement pour les céramiques célèbres et « classées » de Marseille, de Moustiers, de

Montpellier, mais aussi pour des productions moins connues, plus populaires de l'Uzège (Gard), de Varages (Bouches-du-Rhône), de Gironde (Tarn), et tout récemment de Saint-Jean-de-Fos (Hérault). (1)

Dans ce ravissant village, situé au-dessus du point précis où le fleuve quitte les montagnes pour entrer dans la plaine du vignoble, les derniers fours se sont éteints vers 1920. Il y en avait depuis le quatorzième siècle, et pour un village oscillant entre mille et deux mille habitants, soixante à soixante-dix ateliers au dix-huitième siècle et encore au dix-neuvième siècle : le déclin, comme à Pézenas, à Béziers et en fait comme partout, en Saint-tonge, en Puy-de-Dôme, a commencé il y a un siècle. Une étude socio-professionnelle interdisciplinaire recueille toutes les informations possibles sur les origines, les familles, les alliances, l'organisation de ces artisans provinciaux qui vendaient leur *terralha* (poterie de terre) dans les foires, peut-être pour l'exportation, à Agde ou à Sète.

Beaucoup de pots de jardin, d'orlois (la cruche à porter sur la tête), des fontaines à vernis vert, et d'innombrables plats, pichets, pots de chambre, enciers, d'une facture très rustique qui se contente d'un cordon tressé sur engolfi, d'un mince rebord, exceptionnellement pour une cruche-siphon d'eau bénite, un serpent à glaucure verte formant l'ansé. Un coq sert de bouton à un pichet. Il y avait aussi des tuiles, des fontaines vertes ou ocre, ornées et datées, des épis de faîtage en vagues pots à feu. Certains potiers étaient si contents de leur ouvrage qu'ils signaient et dataient, avec, à l'occasion, un petit poème en patois.

Ainsi, à quelques kilomètres du merveilleux site de Saint-Guilhem, à quelques pas des gorges de l'Hérault, travaillaient ces paysans-artisans du Languedoc. Jamais plus modestes ouvriers n'ont reçu tant d'attention, tant d'honneur. Et c'est très bien ainsi, mais faut-il que la nostalgie nous ronge ?

ANDRÉ CHASTEL.

(1) J.-L. Vaysses, *Les Potiers de terre de Saint-Jean-de-Fos* (préface de G. Déniaux d'Archimbaud). Photographies de M. Descoy. Publié avec le concours du CNRS en 1987 (chez l'auteur, 37, rue Proudhon, 34000 Montpellier).

DISQUES

Bob Dorough : « Songs of love »

Présentation superbe, son parfait, paroles des chansons imprimées : *Songs of love* est le premier disque d'une nouvelle maison aux idées folles : Orange Blue. Bob Dorough s'y exprime sans retenue, avec une liberté de ton et une verve gouailleuse qui passent son style habituel. Après de lui, Al Levitt est le batteur de la situation, et Art Farmer prend quelques très beaux choros, avec cette sonorité inimitable, feutrée, lunaire, propre à éclaircir des chansons d'amour.

* Orange Blue Records, CD 001.

René Urtreger : « Masters »

Urtreger au sommet de sa délicatesse et de sa précision : le jazz tel qu'on le parle ici, servi par les maîtres du genre : Nhop à la basse, Christian Escoudé à la guitare et André Cécarelli aux drums. Le générique parle de lui-même. On n'est pas dans l'ib-pen-prêt, mais on n'est pas davantage dans le professionnalisme réglé comme du papier à musique : on est dans la rigueur légère. Rare.

* Carlyne Music CD.

Charlie Parker : « Bird »

Le signolage, parfois heureux, parfois trafiqué, de Lennie Niehaus pour Bird, le film d'Eastwood, a parfois quelque chose d'étrange. Au nom de la qualité, on perd la supériorité des accompagnateurs de « Bird ». Elle faisait pourtant partie de sa

musique. Autant revenir aux sources. Verve présente une compilation, c'est la mode pour les disques compacts. Au sommaire, des chefs-d'œuvre et un plateau inégalable : autour de Parker, selon les séances, les meilleurs pianistes, les meilleurs batteurs, et Gillespie, Monk, Miles et même Lester Young.

* CD Verve : The Original Recording of Charlie Parker.

François Tusques : « Génération »

La musique de la série *Génération* (Hervé Hamon, Patrick Rotman et Daniel Edinger) par son créateur François Tusques en piano solo. Un excellent son et le tissu complexe, limpide, parfois émouvant, parfois nostalgique, d'airs révolutionnaires et d'échos du jazz, de chants populaires et de souvenirs déçus. Comme la mémoire en marche.

* PCCD 001.

Michel Portal : « Men's land »

A partir d'un concert enregistré à la Maison de la culture d'Amiens, Michel Portal présente son dernier disque après un travail de mixage très attentif. Pratique inhabituelle chez lui, après *Dejarme Solo* et *Turbulences*. On y perd un peu de la grande originalité des précédents albums : on y gagne le travail de groupe, le son d'ensemble et les bonheurs de la rencontre. Personnel particulièrement choisi : Jack Delonnet, Dave Liebman, Mino Cinelu, Harry Pepl et Jean-François Jenny-Clark.

F. M.

Aubusson : de la laine et des jeux

Le Musée de la tapisserie d'Aubusson (Creuse) affectionne les expositions à thème. Il propose cet été des « Jeux et divertissements », qui rassemblent les œuvres tissées du seizième au dix-huitième siècle. La méthode est très pédagogique : uniformité du sujet (les jeux de temps : quilles, cartes, trébuchet, etc.) — et met en valeur la différence de styles et de traitements, la virtuosité des tissiers parisiens ou flamands, la façon plus rustique des ateliers limousins. Influence de la peinture aussi : celle de Teniers, Oudry, Stella ou de Jean-Baptiste Huet, qui fut l'un des cartonniers les plus productifs de la manufacture royale d'Aubusson.

Le même thème et les mêmes formes tissées des tableaux à la mode du Grand Siècle, puis du siècle des Lumières, pouvaient servir plusieurs fois, être décomposés, recomposés, passés par fragments comme le feraient des collages d'une tapisserie à l'autre.

Les cartons étaient souvent élaborés à Paris, Beauvais ou Lille, pour le roi ou les grands, puis expédiés à Aubusson pour une production moins raffinée mais qui, souvent, leur insufflait une vigueur nouvelle.

Ces tentures qui ornaient ensuite les palais et les châteaux n'avaient pas seulement une fonction décorative. Outre leur aspect « reportage » sur la vie quotidienne de leur temps, elles étaient porteurs de messages et de leçons morales. Ainsi, dans le bel et composite ensemble présenté à Aubusson se détache une monumentale (6,20 m x 3,35 m) et très vive *Scène de danse à la lueur des torches éteintes*, et, par cela même, conforme à une tradition française déjà présente dans la célèbre suite de la *Dame à la licorne* (quinzième siècle) du musée de Cluny à Paris.

Cette tapisserie vient de l'éphémère manufacture anglaise de Morlaix créée par le roi Jacques I^{er} en 1619 pour rivaliser avec les fabrications continentales, et qui ne parvint pas à survivre plus de quelques décennies.

Elle évoque, selon les analyses les plus fines, un parcours inépuisable, une « naissance spirituelle d'un homme nouveau », et apparaît donc comme une préfiguration précoce du romantisme.

GEORGES CHATAIN.

* « Jeux et divertissements », tapisseries du seizième au dix-huitième siècle, Musée de la tapisserie, Aubusson (Creuse), jusqu'au 18 septembre.

Tom Mix lave plus blanc

La régulation indépendante à la croisée des chemins

En passant par le 18 boulevard Haussmann

Seelon les spécialistes, le groupe Crown, dont le chiffre d'affaires était en 1986 de 85 millions de dollars (544 millions de francs), vendrait plus de 100 millions de dollars aujourd'hui. Quant à Random House, la vente de ses livres en 1986 lui avait rapporté quelque 410 millions de dollars. Crown s'est spécialisé dans la vente par correspondance de livres et de produits vidéo d'un secteur nouveau pour Random House, — mais il publie également des best-sellers, des éditions de luxe, des livres pour enfants.

[illegible]

Spectacles

théâtre

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-71). Les Cahiers d'été 20 h 30.
ARCAN (43-39-19-70). Le Panch du frappeur d'été 20 h.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Si jamais je te place 21 h.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vous... la palme 1. 21 h.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-44-41). Reviens d'été 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (42-21-22-22). Les Dédicaces du bal 20 h 30.
CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-06-19-31). Bénédiction 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Marnie 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babas Cadres 20 h 15. Noces on fait ça on nous dit de faire 22 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve 19 h 30. La Leçon 20 h 30. Simone Weil 1909-1943 21 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-80-09). Bien dégoûté d'être un homme 21 h 30.
LICENCIÉ FORUM (43-44-57-34). Théâtre de la rue 20 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE DE LA RÔLE (42-21-22-22). Nous, Thé et Vincent van Gogh 21 h 15. Théâtre rouge 20 h 30.
MATHURINS (42-60-90-00). Les Mystères du confessionnal 21 h.
MICHOUDÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Vézouze 20 h 45.
NOUVEAUTÉS (47-52-52-76). Le Grand Standing 20 h 30.

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES. Fine Arts Quartet 19 h. J. M. Lalande (piano). Œuvres de Haydn, Dvorak, Chopin, Liszt. Dans le cadre du Festival d'été de Paris.
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-FAUXEUX (42-21-22-22). Orchestre Dominique Paul. 18 h 30. Œuvres de Vivaldi, Bach, Mozart.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE (42-21-22-22). Harmonie de chambre. J. P. 20 h 30. Œuvres de Vivaldi, Bach, Mozart.
SAINT-CHAPPELLE (46-61-35-41). Arts musicaux de Paris 19 h 15. 21 h. Joseph Sauter (contre-ténor), Michel Sauter (basse), Raymond Sauter (piano). Œuvres de Vivaldi, Bach, Mozart.

cinéma

La Cinéma-thèque

PALEIS DE CHAILLOT (47-94-24-24). Divins (1955), de Max Ophüls, 16 h. A Rue des Vieux Mœurs (1949), de Charles Frérot, 19 h. Le Splendide Américain (1942), de O. W. Wells, 21 h.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-36). Si vous avez marqué le début de Paris en 1900, c'est à l'heure de l'été (1951) de Roger Richet, 14 h 15. Paris-Provinces aller-retour : Actualités Gaumont, Saint-Tropez, de vacances (1952) de Paul Fevère, Dupont le Jolie (1974) de Yves Boisset, 16 h 30. Paris en chantant : Le Mal de Paris (1983) de P. Zegen, Bande à part : Parisbourg Montmartre (1991), Rigolboche (1956) de Christian-Jaque, 18 h. Paris en chantant : Les Paris de cœur (1986) de Jacques Richard, Romance de Paris (1941) de Jean Boyer, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.a.). C. B. 19 h 30. 20 h 30. 21 h 30. 22 h 30. 23 h 30. 24 h 30. 25 h 30. 26 h 30. 27 h 30. 28 h 30. 29 h 30. 30 h 30. 31 h 30. 32 h 30. 33 h 30. 34 h 30. 35 h 30. 36 h 30. 37 h 30. 38 h 30. 39 h 30. 40 h 30. 41 h 30. 42 h 30. 43 h 30. 44 h 30. 45 h 30. 46 h 30. 47 h 30. 48 h 30. 49 h 30. 50 h 30. 51 h 30. 52 h 30. 53 h 30. 54 h 30. 55 h 30. 56 h 30. 57 h 30. 58 h 30. 59 h 30. 60 h 30. 61 h 30. 62 h 30. 63 h 30. 64 h 30. 65 h 30. 66 h 30. 67 h 30. 68 h 30. 69 h 30. 70 h 30. 71 h 30. 72 h 30. 73 h 30. 74 h 30. 75 h 30. 76 h 30. 77 h 30. 78 h 30. 79 h 30. 80 h 30. 81 h 30. 82 h 30. 83 h 30. 84 h 30. 85 h 30. 86 h 30. 87 h 30. 88 h 30. 89 h 30. 90 h 30. 91 h 30. 92 h 30. 93 h 30. 94 h 30. 95 h 30. 96 h 30. 97 h 30. 98 h 30. 99 h 30. 100 h 30. 101 h 30. 102 h 30. 103 h 30. 104 h 30. 105 h 30. 106 h 30. 107 h 30. 108 h 30. 109 h 30. 110 h 30. 111 h 30. 112 h 30. 113 h 30. 114 h 30. 115 h 30. 116 h 30. 117 h 30. 118 h 30. 119 h 30. 120 h 30. 121 h 30. 122 h 30. 123 h 30. 124 h 30. 125 h 30. 126 h 30. 127 h 30. 128 h 30. 129 h 30. 130 h 30. 131 h 30. 132 h 30. 133 h 30. 134 h 30. 135 h 30. 136 h 30. 137 h 30. 138 h 30. 139 h 30. 140 h 30. 141 h 30. 142 h 30. 143 h 30. 144 h 30. 145 h 30. 146 h 30. 147 h 30. 148 h 30. 149 h 30. 150 h 30. 151 h 30. 152 h 30. 153 h 30. 154 h 30. 155 h 30. 156 h 30. 157 h 30. 158 h 30. 159 h 30. 160 h 30. 161 h 30. 162 h 30. 163 h 30. 164 h 30. 165 h 30. 166 h 30. 167 h 30. 168 h 30. 169 h 30. 170 h 30. 171 h 30. 172 h 30. 173 h 30. 174 h 30. 175 h 30. 176 h 30. 177 h 30. 178 h 30. 179 h 30. 180 h 30. 181 h 30. 182 h 30. 183 h 30. 184 h 30. 185 h 30. 186 h 30. 187 h 30. 188 h 30. 189 h 30. 190 h 30. 191 h 30. 192 h 30. 193 h 30. 194 h 30. 195 h 30. 196 h 30. 197 h 30. 198 h 30. 199 h 30. 200 h 30. 201 h 30. 202 h 30. 203 h 30. 204 h 30. 205 h 30. 206 h 30. 207 h 30. 208 h 30. 209 h 30. 210 h 30. 211 h 30. 212 h 30. 213 h 30. 214 h 30. 215 h 30. 216 h 30. 217 h 30. 218 h 30. 219 h 30. 220 h 30. 221 h 30. 222 h 30. 223 h 30. 224 h 30. 225 h 30. 226 h 30. 227 h 30. 228 h 30. 229 h 30. 230 h 30. 231 h 30. 232 h 30. 233 h 30. 234 h 30. 235 h 30. 236 h 30. 237 h 30. 238 h 30. 239 h 30. 240 h 30. 241 h 30. 242 h 30. 243 h 30. 244 h 30. 245 h 30. 246 h 30. 247 h 30. 248 h 30. 249 h 30. 250 h 30. 251 h 30. 252 h 30. 253 h 30. 254 h 30. 255 h 30. 256 h 30. 257 h 30. 258 h 30. 259 h 30. 260 h 30. 261 h 30. 262 h 30. 263 h 30. 264 h 30. 265 h 30. 266 h 30. 267 h 30. 268 h 30. 269 h 30. 270 h 30. 271 h 30. 272 h 30. 273 h 30. 274 h 30. 275 h 30. 276 h 30. 277 h 30. 278 h 30. 279 h 30. 280 h 30. 281 h 30. 282 h 30. 283 h 30. 284 h 30. 285 h 30. 286 h 30. 287 h 30. 288 h 30. 289 h 30. 290 h 30. 291 h 30. 292 h 30. 293 h 30. 294 h 30. 295 h 30. 296 h 30. 297 h 30. 298 h 30. 299 h 30. 300 h 30. 301 h 30. 302 h 30. 303 h 30. 304 h 30. 305 h 30. 306 h 30. 307 h 30. 308 h 30. 309 h 30. 310 h 30. 311 h 30. 312 h 30. 313 h 30. 314 h 30. 315 h 30. 316 h 30. 317 h 30. 318 h 30. 319 h 30. 320 h 30. 321 h 30. 322 h 30. 323 h 30. 324 h 30. 325 h 30. 326 h 30. 327 h 30. 328 h 30. 329 h 30. 330 h 30. 331 h 30. 332 h 30. 333 h 30. 334 h 30. 335 h 30. 336 h 30. 337 h 30. 338 h 30. 339 h 30. 340 h 30. 341 h 30. 342 h 30. 343 h 30. 344 h 30. 345 h 30. 346 h 30. 347 h 30. 348 h 30. 349 h 30. 350 h 30. 351 h 30. 352 h 30. 353 h 30. 354 h 30. 355 h 30. 356 h 30. 357 h 30. 358 h 30. 359 h 30. 360 h 30. 361 h 30. 362 h 30. 363 h 30. 364 h 30. 365 h 30. 366 h 30. 367 h 30. 368 h 30. 369 h 30. 370 h 30. 371 h 30. 372 h 30. 373 h 30. 374 h 30. 375 h 30. 376 h 30. 377 h 30. 378 h 30. 379 h 30. 380 h 30. 381 h 30. 382 h 30. 383 h 30. 384 h 30. 385 h 30. 386 h 30. 387 h 30. 388 h 30. 389 h 30. 390 h 30. 391 h 30. 392 h 30. 393 h 30. 394 h 30. 395 h 30. 396 h 30. 397 h 30. 398 h 30. 399 h 30. 400 h 30. 401 h 30. 402 h 30. 403 h 30. 404 h 30. 405 h 30. 406 h 30. 407 h 30. 408 h 30. 409 h 30. 410 h 30. 411 h 30. 412 h 30. 413 h 30. 414 h 30. 415 h 30. 416 h 30. 417 h 30. 418 h 30. 419 h 30. 420 h 30. 421 h 30. 422 h 30. 423 h 30. 424 h 30. 425 h 30. 426 h 30. 427 h 30. 428 h 30. 429 h 30. 430 h 30. 431 h 30. 432 h 30. 433 h 30. 434 h 30. 435 h 30. 436 h 30. 437 h 30. 438 h 30. 439 h 30. 440 h 30. 441 h 30. 442 h 30. 443 h 30. 444 h 30. 445 h 30. 446 h 30. 447 h 30. 448 h 30. 449 h 30. 450 h 30. 451 h 30. 452 h 30. 453 h 30. 454 h 30. 455 h 30. 456 h 30. 457 h 30. 458 h 30. 459 h 30. 460 h 30. 461 h 30. 462 h 30. 463 h 30. 464 h 30. 465 h 30. 466 h 30. 467 h 30. 468 h 30. 469 h 30. 470 h 30. 471 h 30. 472 h 30. 473 h 30. 474 h 30. 475 h 30. 476 h 30. 477 h 30. 478 h 30. 479 h 30. 480 h 30. 481 h 30. 482 h 30. 483 h 30. 484 h 30. 485 h 30. 486 h 30. 487 h 30. 488 h 30. 489 h 30. 490 h 30. 491 h 30. 492 h 30. 493 h 30. 494 h 30. 495 h 30. 496 h 30. 497 h 30. 498 h 30. 499 h 30. 500 h 30. 501 h 30. 502 h 30. 503 h 30. 504 h 30. 505 h 30. 506 h 30. 507 h 30. 508 h 30. 509 h 30. 510 h 30. 511 h 30. 512 h 30. 513 h 30. 514 h 30. 515 h 30. 516 h 30. 517 h 30. 518 h 30. 519 h 30. 520 h 30. 521 h 30. 522 h 30. 523 h 30. 524 h 30. 525 h 30. 526 h 30. 527 h 30. 528 h 30. 529 h 30. 530 h 30. 531 h 30. 532 h 30. 533 h 30. 534 h 30. 535 h 30. 536 h 30. 537 h 30. 538 h 30. 539 h 30. 540 h 30. 541 h 30. 542 h 30. 543 h 30. 544 h 30. 545 h 30. 546 h 30. 547 h 30. 548 h 30. 549 h 30. 550 h 30. 551 h 30. 552 h 30. 553 h 30. 554 h 30. 555 h 30. 556 h 30. 557 h 30. 558 h 30. 559 h 30. 560 h 30. 561 h 30. 562 h 30. 563 h 30. 564 h 30. 565 h 30. 566 h 30. 567 h 30. 568 h 30. 569 h 30. 570 h 30. 571 h 30. 572 h 30. 573 h 30. 574 h 30. 575 h 30. 576 h 30. 577 h 30. 578 h 30. 579 h 30. 580 h 30. 581 h 30. 582 h 30. 583 h 30. 584 h 30. 585 h 30. 586 h 30. 587 h 30. 588 h 30. 589 h 30. 590 h 30. 591 h 30. 592 h 30. 593 h 30. 594 h 30. 595 h 30. 596 h 30. 597 h 30. 598 h 30. 599 h 30. 600 h 30. 601 h 30. 602 h 30. 603 h 30. 604 h 30. 605 h 30. 606 h 30. 607 h 30. 608 h 30. 609 h 30. 610 h 30. 611 h 30. 612 h 30. 613 h 30. 614 h 30. 615 h 30. 616 h 30. 617 h 30. 618 h 30. 619 h 30. 620 h 30. 621 h 30. 622 h 30. 623 h 30. 624 h 30. 625 h 30. 626 h 30. 627 h 30. 628 h 30. 629 h 30. 630 h 30. 631 h 30. 632 h 30. 633 h 30. 634 h 30. 635 h 30. 636 h 30. 637 h 30. 638 h 30. 639 h 30. 640 h 30. 641 h 30. 642 h 30. 643 h 30. 644 h 30. 645 h 30. 646 h 30. 647 h 30. 648 h 30. 649 h 30. 650 h 30. 651 h 30. 652 h 30. 653 h 30. 654 h 30. 655 h 30. 656 h 30. 657 h 30. 658 h 30. 659 h 30. 660 h 30. 661 h 30. 662 h 30. 663 h 30. 664 h 30. 665 h 30. 666 h 30. 667 h 30. 668 h 30. 669 h 30. 670 h 30. 671 h 30. 672 h 30. 673 h 30. 674 h 30. 675 h 30. 676 h 30. 677 h 30. 678 h 30. 679 h 30. 680 h 30. 681 h 30. 682 h 30. 683 h 30. 684 h 30. 685 h 30. 686 h 30. 687 h 30. 688 h 30. 689 h 30. 690 h 30. 691 h 30. 692 h 30. 693 h 30. 694 h 30. 695 h 30. 696 h 30. 697 h 30. 698 h 30. 699 h 30. 700 h 30. 701 h 30. 702 h 30. 703 h 30. 704 h 30. 705 h 30. 706 h 30. 707 h 30. 708 h 30. 709 h 30. 710 h 30. 711 h 30. 712 h 30. 713 h 30. 714 h 30. 715 h 30. 716 h 30. 717 h 30. 718 h 30. 719 h 30. 720 h 30. 721 h 30. 722 h 30. 723 h 30. 724 h 30. 725 h 30. 726 h 30. 727 h 30. 728 h 30. 729 h 30. 730 h 30. 731 h 30. 732 h 30. 733 h 30. 734 h 30. 735 h 30. 736 h 30. 737 h 30. 738 h 30. 739 h 30. 740 h 30. 741 h 30. 742 h 30. 743 h 30. 744 h 30. 745 h 30. 746 h 30. 747 h 30. 748 h 30. 749 h 30. 750 h 30. 751 h 30. 752 h 30. 753 h 30. 754 h 30. 755 h 30. 756 h 30. 757 h 30. 758 h 30. 759 h 30. 760 h 30. 761 h 30. 762 h 30. 763 h 30. 764 h 30. 765 h 30. 766 h 30. 767 h 30. 768 h 30. 769 h 30. 770 h 30. 771 h 30. 772 h 30. 773 h 30. 774 h 30. 775 h 30. 776 h 30. 777 h 30. 778 h 30. 779 h 30. 780 h 30. 781 h 30. 782 h 30. 783 h 30. 784 h 30. 785 h 30. 786 h 30. 787 h 30. 788 h 30. 789 h 30. 790 h 30. 791 h 30. 792 h 30. 793 h 30. 794 h 30. 795 h 30. 796 h 30. 797 h 30. 798 h 30. 799 h 30. 800 h 30. 801 h 30. 802 h 30. 803 h 30. 804 h 30. 805 h 30. 806 h 30. 807 h 30. 808 h 30. 809 h 30. 810 h 30. 811 h 30. 812 h 30. 813 h 30. 814 h 30. 815 h 30. 816 h 30. 817 h 30. 818 h 30. 819 h 30. 820 h 30. 821 h 30. 822 h 30. 823 h 30. 824 h 30. 825 h 30. 826 h 30. 827 h 30. 828 h 30. 829 h 30. 830 h 30. 831 h 30. 832 h 30. 833 h 30. 834 h 30. 835 h 30. 836 h 30. 837 h 30. 838 h 30. 839 h 30. 840 h 30. 841 h 30. 842 h 30. 843 h 30. 844 h 30. 845 h 30. 846 h 30. 847 h 30. 848 h 30. 849 h 30. 850 h 30. 851 h 30. 852 h 30. 853 h 30. 854 h 30. 855 h 30. 856 h 30. 857 h 30. 858 h 30. 859 h 30. 860 h 30. 861 h 30. 862 h 30. 863 h 30. 864 h 30. 865 h 30. 866 h 30. 867 h 30. 868 h 30. 869 h 30. 870 h 30. 871 h 30. 872 h 30. 873 h 30. 874 h 30. 875 h 30. 876 h 30. 877 h 30. 878 h 30. 879 h 30. 880 h 30. 881 h 30. 882 h 30. 883 h 30. 884 h 30. 885 h 30. 886 h 30. 887 h 30. 888 h 30. 889 h 30. 890 h 30. 891 h 30. 892 h 30. 893 h 30. 894 h 30. 895 h 30. 896 h 30. 897 h 30. 898 h 30. 899 h 30. 900 h 30. 901 h 30. 902 h 30. 903 h 30. 904 h 30. 905 h 30. 906 h 30. 907 h 30. 908 h 30. 909 h 30. 910 h 30. 911 h 30. 912 h 30. 913 h 30. 914 h 30. 915 h 30. 916 h 30. 917 h 30. 918 h 30. 919 h 30. 920 h 30. 921 h 30. 922 h 30. 923 h 30. 924 h 30. 925 h 30. 926 h 30. 927 h 30. 928 h 30. 929 h 30. 930 h 30. 931 h 30. 932 h 30. 933 h 30. 934 h 30. 935 h 30. 936 h 30. 937 h 30. 938 h 30. 939 h 30. 940 h 30. 941 h 30. 942 h 30. 943 h 30. 944 h 30. 945 h 30. 946 h 30. 947 h 30. 948 h 30. 949 h 30. 950 h 30. 951 h 30. 952 h 30. 953 h 30. 954 h 30. 955 h 30. 956 h 30. 957 h 30. 958 h 30. 959 h 30. 960 h 30. 961 h 30. 962 h 30. 963 h 30. 964 h 30. 965 h 30. 966 h 30. 967 h 30. 968 h 30. 969 h 30. 970 h 30. 971 h 30. 972 h 30. 973 h 30. 974 h 30. 975 h 30. 976 h 30. 977 h 30. 978 h 30. 979 h 30. 980 h 30. 981 h 30. 982 h 30. 983 h 30. 984 h 30. 985 h 30. 986 h 30. 987 h 30. 988 h 30. 989 h 30. 990 h 30. 991 h 30. 992 h 30. 993 h 30. 994 h 30. 995 h 30. 996 h 30. 997 h 30. 998 h 30. 999 h 30. 1000 h 30.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 17 AOUT
 « Versailles : le pèlerinage du roi Louis XIV », 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).
 « L'Opéra », 14 h 30, hall d'entrée (Pierre-Yves Janel).
 « L'Opéra », 15 heures, au haut des marches (Tourisme culturel).
 « L'Opéra », 15 heures, angle quai d'Orléans-pont Saint-Louis (Arcueil).
 « Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).
 « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).
JEUDI 18 AOUT
 « Picaso et l'École de Paris », 14 h 10, dans la cour (Christine Merle).
 « Quartier Nivernais », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).
 « Représentation de la Vierge à l'époque gothique et Renaissance », 14 h 30, musée des Monuments français, à la caserne (Approche de l'art).
 « De la Villa des arts à la Cité des fleurs : le quartier des Epinettes », 14 h 30, 11 bis, rue de Kepler, 19 h 30 : « La découverte du divin dans l'homme ». Entrée gratuite (Logo unique des Théosophes).

CONFÉRENCES

MERCREDI 17 AOUT
 11 bis, rue de Kepler, 19 h 30 : « La découverte du divin dans l'homme ». Entrée gratuite (Logo unique des Théosophes).

Mardi 16 août

GAUMONT ALBIA (43-27-84-50) : Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
ECLAIR DE LUNE (A. v.a.) : Club Gaumont (Publics Matignon), 8 (43-59-31-67) ; Gaumont Albia, 14 (43-27-84-50).
EDDIE MURPHY SHOW (A. v.a.) : UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40).
EMMANUELLE 6 (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Mazarine, 14 (43-70-72-56) ; Paris Clichy, 18 (45-22-46-01).
LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A. v.a.) : UGC Normandie, 6 (45-74-94-54) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-54).
ENVOYÉ LES VIOLONS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-66-57-57) ; Rex, 2 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan, 12 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan, 12 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan, 12 (46-33-79-38).
ET SI ON LE GARDAIT ? (A. v.a.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-54).
LE FESTIN DE MARTE (Dan. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Ciné Parnasse, 4 (43-54-07-76) ; 14 Juillet, 18 (45-22-46-01) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40).
FRANCK (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Mazarine, 14 (43-70-72-56) ; Paris Clichy, 18 (45-22-46-01).
LES GENS DE DUBOIS (A. v.a.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-54).
LE GRAND BLEU (Fr. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet, 18 (45-22-46-01) ; UGC Normandie, 6 (45-74-94-54) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-54).
HAIRSPRAY (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (45-62-20-40) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20).
LES GENS DE DUBOIS (A. v.a.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-54).
LONGUE VIE A LA SÉNORA (R. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Mazarine, 14 (43-70-72-56) ; Paris Clichy, 18 (45-22-46-01).
LA MÉRIDienne (Soc.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ○ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre des classiques.

Mardi 16 août

TF 1

20.35 *Château* : Monsieur Pape. □ Film français de Philippe Monier (1977). Avec Claude Brasseur, Nicolas Kéroux, Nathalie Baye, Daniel Auteuil. *Abandonné par sa femme, un père vit seul avec son fils ; celui-ci supporte mal ses escapades amoureuses et l'arrivée d'une maîtresse.* 22.05 Documentaire : *Histoires naturelles*. Proposé par Igor Barrière et Jean-Pierre Fléury. *Faut-il éliminer les animaux nuisibles ou les laisser se multiplier ?* 23.00 *Série* : Camion. 23.50 *Journal* et *Bourse*. 0.05 *Magazine* : *Minuit sport*. 1.45 *Feuilleton* : *Les Mousquetaires* (1^{er} épisode). 2.30 *Documentaire* : *L'Europe Centrale*. 2.45 *Les Mousquetaires* (2^e partie). 2.55 *Magazine* : *Choc*. 3.25 *Documentaire* : *Musiques naturelles*. 4.25 *Magazine*. 4.40 *Documentaire* : *Histoires naturelles*. 5.30 *Les Mousquetaires* (3^e partie). 5.55 *Documentaire* : *Histoires naturelles*.

A 2

20.35 *Les dossiers de l'écran* : *Les charlots de feu*. ■■ Film britannique de Hugh Hudson (1981). Avec Ben Cross, Ian Charleson, John Gielgud. *Deux coureurs à pied - l'un d'origine moderne, l'autre pur de son sang - s'entraînent pour les Jeux olympiques de 1924. Ce n'est pas le chef-d'œuvre qu'on a voulu voir, mais une œuvre subtile, intelligente, dont l'académisme évoque une certaine tradition du cinéma anglais.* 22.25 *Débat* : *Le prix d'une médaille*. L'évolution des Jeux olympiques. Quels sacrifices pour un athlète ? Quels bénéfices ? Les motivations des entreprises qui soutiennent les sports, etc. 23.40 *Informations* : 24 heures sur la 2. 0.00 *Histoires courtes*. 15 août, de Nicole Garcia et Jean-Louis Trintignant. Une tendre nuit, de Raphaël Quiniou. 0.25 *Jazz* : *Special Inaki* (Festival international d'Antibes-Juan-les-Pins 1987).

FR 3

20.30 *Château* : *Le scandale*. ■■ Film français de Claude Chabrol (1967). Avec Anthony Perkins, Maurice Ronet, Stéphane Audran, Yvonne Furnberg. *L'héritier d'une marque de champagne, qui l'un après l'autre vend la société, se retrouve mélo d'un mariage.* 22.20 *Journal* et météo. 22.40 *Emissions régionales*. Chaque station décroche et diffuse ses propres programmes. Pour Paris, Ile-de-France, Centre, Normandie, Bourgogne, Franche-Comté, Alsace et Lorraine. 23.30 *Musiques*, musique. *Special Rock*.

CANAL PLUS

20.31 *Château* : *Réno sans arme et danger*. □ Film américain de Guy Hamilton (1986). Avec Fred Ward. 22.20 *Flash d'information*. 22.25 *Château* : *L'arête brisée*. ■■ Film anglais de Peter Collinson (1969). Avec

Michael Caine, Noel Coward, Benny Hill. 0.00 *Château* : *Créature*. □ Film américain de William Malone (1984). Avec Klaus Kinski. 1.35 *Château* : *Le soupirant*. ■■ Film français de Pierre Etaix (1963). Avec Pierre Etaix.

LA 5

20.30 *Château* : *La grosse pagaille*. □ Film franco-italien de Steno (1966). Avec Francis Blanche, Rita Pavone. *Comique trouper de la pire espèce.* 22.15 *Série* : *Mike Hammer* (rediff.). 23.10 *Téléfilm* : *De parfaits gentilshommes*. De André Cayrol. Avec Laurence Hail, Ruth Gordon. *Trois femmes de prisonniers se lient d'amitié.* 0.00 *Journal* de minuit. 0.05 *Téléfilm* : *De parfaits gentilshommes* (suite). 0.50 *Capitaine Furillo* (rediff.). 1.40 *Journal* de la nuit. 1.45 *La fortune des Roques* (rediff.). 2.40 *Drôle de vie* (rediff.). 3.15 *Vive la vie* (rediff.). 3.45 *Musique* : *Aria de rétro*. 4.05 *Belle rive* (rediff.).

M 6

20.00 *Série* : *Chacun chez soi*. 20.30 *Téléfilm* : *L'homme par qui le monde arrive*. De Robert Lieberman. *Itinéraire d'un jeune garçon qui devient agent de l'FBI et rejoint l'équipe de campagne de Richard Nixon.* 22.05 *Série* : *Cagney et Lacey*. 22.55 *Série* : *Destination danger*. 23.45 *Six minutes d'information*. 23.55 *Musique* : *Boulevard des clips*. 2.00 *Magazine* : *Charmes* (rediff.). 2.30 *Feuilleton* : *Pot Bouille* (3^e épisode). 3.25 *Feuilleton* : *Nous le berge* (10^e épisode). 3.50 *Pot Bouille* (rediff.). 4.45 *Nous le berge* (rediff.). 5.10 *Magazine* : *Matin chère*.

FRANCE-CULTURE

20.00 *Mémoires du siècle*. Lisa Fittko, réalisatrice. 21.00 *Dramatique* : *Haghe*. De Eugène O'Neill. 22.15 *Fred Dean* et son double. 12. Comme une vague à l'aboi. 22.40 *Musique*. La Roque-d'Anthéron : 8^e Festival international de piano. 0.05 *De jour au lendemain*. 2. Marguerite Duras (1). 0.50 *Musique* : *Coda*. Chicago la cité des vents.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Concert* (donné le 8 juin 1988 lors du Festival de Vienne). Suite pour trois instruments à vent en si bémol majeur, op. 4, de R. Strauss. Sérenade pour trois instruments à vent en si bémol majeur K. 370 a, de Mozart, par le Wiener Blasensemble. 22.37 *Le voyage en Italie*. 3. D'après Venise vu par un enfant et Mon premier voyage, de Jean Cocteau. 0.00 *Un violon dans la nuit*. Zino Francescatti. Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, op. 64, de Mendelssohn ; Sonate pour violon et piano n° 2 en ré mineur, op. 121, de Schumann.

Mercredi 17 août

TF 1

14.30 *Série* : *Des agents très spéciaux*. 15.15 *Feuilleton* : *Le Cerfaut* (2^e épisode). 16.30 *Club Dorothée vacances*. Sébastien : *La chasse au trésor*. Jean et les hologrammes ; *Le jeu de l'ABC* ; *GI Joe* ; *Clap tang* ; *Dragon Ball*. 18.10 *Série* : *Chino*. 18.55 *Météo*. 19.00 *Feuilleton* : *Santa-Barbara*. 19.30 *Jeu* : *La rose de la France*. 19.50 *Journal* et *Tapis vert*. 20.00 *Journal*. 20.25 *Météo* et *Tapis vert*. 20.30 *Tirage du Loto*. 20.35 *Variétés* : *Lahaye d'honneur*. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. *Special Pierre Bachelet*. 22.25 *Série* : *Texas*. 23.30 *Série* : *Les américains*. 0.15 *Journal* et *Bourse*. 0.30 *Magazine* : *Minuit sport*. 1.30 *Feuilleton* : *Les Mousquetaires* et *les Pions*. 1.55 *Documentaire* : *Histoire du rire*. 2.45 *Les Mousquetaires* et *les Pions* (rediff.). 3.10 *Magazine* : *Santé à la Une*. 4.40 *Musique* : *S.O.S. Documentaire* : *Histoires naturelles*. 5.30 *Les Mousquetaires* et *les Pions* (rediff.). 5.55 *Documentaire* : *Histoires naturelles*.

A 2

14.05 *Feuilleton* : *Jeanne d'Arc*. 14.45 *Jeu* : *Ring parade*. Emission présentée par Thierry Boccato, à Nice. Avec Desbrières, Jacques Lafont, Alix Zad. 15.40 *Feuilleton* : *Les Espions* (2^e épisode). 16.30 *Feuilleton* : *Le chérif de Saint-Cloud*. 17.30 *Série* : *Quel de nous deux ?* 17.55 *Série* : *Frank* : *Chaque de sa vie*. Les évadés de Kampoon. 18.45 *Jeu* : *Des chiffres et des lettres*. D'Armand Jammot, présenté par Patricia Laffont. 19.10 *Actualités régionales*. 19.35 *Jeu* : *L'arête brisée*. Présenté par Georges Beller. 20.00 *Journal*. 20.30 *Météo*. 20.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.00 *Journal*. 21.30 *Météo*. 21.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.00 *Journal*. 22.30 *Météo*. 22.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.00 *Journal*. 23.30 *Météo*. 23.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.00 *Journal*. 0.30 *Météo*. 0.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.00 *Journal*. 1.30 *Météo*. 1.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.00 *Journal*. 2.30 *Météo*. 2.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.00 *Journal*. 3.30 *Météo*. 3.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.00 *Journal*. 4.30 *Météo*. 4.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.00 *Journal*. 5.30 *Météo*. 5.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.00 *Journal*. 6.30 *Météo*. 6.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.00 *Journal*. 7.30 *Météo*. 7.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.00 *Journal*. 8.30 *Météo*. 8.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.00 *Journal*. 9.30 *Météo*. 9.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.00 *Journal*. 10.30 *Météo*. 10.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.00 *Journal*. 11.30 *Météo*. 11.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.00 *Journal*. 12.30 *Météo*. 12.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.00 *Journal*. 13.30 *Météo*. 13.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.00 *Journal*. 14.30 *Météo*. 14.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.00 *Journal*. 15.30 *Météo*. 15.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.00 *Journal*. 16.30 *Météo*. 16.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.00 *Journal*. 17.30 *Météo*. 17.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.00 *Journal*. 18.30 *Météo*. 18.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.00 *Journal*. 19.30 *Météo*. 19.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.00 *Journal*. 20.30 *Météo*. 20.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.00 *Journal*. 21.30 *Météo*. 21.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.00 *Journal*. 22.30 *Météo*. 22.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.00 *Journal*. 23.30 *Météo*. 23.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.00 *Journal*. 0.30 *Météo*. 0.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.00 *Journal*. 1.30 *Météo*. 1.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.00 *Journal*. 2.30 *Météo*. 2.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.00 *Journal*. 3.30 *Météo*. 3.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.00 *Journal*. 4.30 *Météo*. 4.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.00 *Journal*. 5.30 *Météo*. 5.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.00 *Journal*. 6.30 *Météo*. 6.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.00 *Journal*. 7.30 *Météo*. 7.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.00 *Journal*. 8.30 *Météo*. 8.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.00 *Journal*. 9.30 *Météo*. 9.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.00 *Journal*. 10.30 *Météo*. 10.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.00 *Journal*. 11.30 *Météo*. 11.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.00 *Journal*. 12.30 *Météo*. 12.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.00 *Journal*. 13.30 *Météo*. 13.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.00 *Journal*. 14.30 *Météo*. 14.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.00 *Journal*. 15.30 *Météo*. 15.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.00 *Journal*. 16.30 *Météo*. 16.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.00 *Journal*. 17.30 *Météo*. 17.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.00 *Journal*. 18.30 *Météo*. 18.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.00 *Journal*. 19.30 *Météo*. 19.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.00 *Journal*. 20.30 *Météo*. 20.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.00 *Journal*. 21.30 *Météo*. 21.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.00 *Journal*. 22.30 *Météo*. 22.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.00 *Journal*. 23.30 *Météo*. 23.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.00 *Journal*. 0.30 *Météo*. 0.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.00 *Journal*. 1.30 *Météo*. 1.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.00 *Journal*. 2.30 *Météo*. 2.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.00 *Journal*. 3.30 *Météo*. 3.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.00 *Journal*. 4.30 *Météo*. 4.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.00 *Journal*. 5.30 *Météo*. 5.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.00 *Journal*. 6.30 *Météo*. 6.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.00 *Journal*. 7.30 *Météo*. 7.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.00 *Journal*. 8.30 *Météo*. 8.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 8.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.00 *Journal*. 9.30 *Météo*. 9.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 9.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.00 *Journal*. 10.30 *Météo*. 10.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 10.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.00 *Journal*. 11.30 *Météo*. 11.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 11.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.00 *Journal*. 12.30 *Météo*. 12.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 12.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.00 *Journal*. 13.30 *Météo*. 13.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 13.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.00 *Journal*. 14.30 *Météo*. 14.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 14.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.00 *Journal*. 15.30 *Météo*. 15.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 15.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.00 *Journal*. 16.30 *Météo*. 16.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 16.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.00 *Journal*. 17.30 *Météo*. 17.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 17.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.00 *Journal*. 18.30 *Météo*. 18.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.00 *Journal*. 19.30 *Météo*. 19.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 19.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.00 *Journal*. 20.30 *Météo*. 20.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 20.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.00 *Journal*. 21.30 *Météo*. 21.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 21.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.00 *Journal*. 22.30 *Météo*. 22.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 22.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.00 *Journal*. 23.30 *Météo*. 23.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 23.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.00 *Journal*. 0.30 *Météo*. 0.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 0.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.00 *Journal*. 1.30 *Météo*. 1.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 1.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.00 *Journal*. 2.30 *Météo*. 2.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 2.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.00 *Journal*. 3.30 *Météo*. 3.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 3.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.00 *Journal*. 4.30 *Météo*. 4.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 4.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.00 *Journal*. 5.30 *Météo*. 5.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 5.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.00 *Journal*. 6.30 *Météo*. 6.35 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.45 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 6.55 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 7.00 *Journal*. 7.30 *Météo*. 7.35 *Jeu*

SCIENCES ET MEDECINE

Séropositifs en fiches

L'informatique peut-elle aider à lutter contre le SIDA sans violer le secret médical ?

L'AMPLEUR de l'épidémie de SIDA et sa progression prévisible rendent urgent de pouvoir disposer au plus vite d'un outil informatique permettant d'améliorer le suivi épidémiologique des patients. Celui-ci décrirait l'histoire de la maladie après la contamination par le virus et permettrait de mieux adapter le traitement à ses différents stades.

Au 31 mars 1988, 3628 cas de SIDA avaient déjà été déclarés en France et, selon une estimation de l'OMS, 21 000 cas pourraient être diagnostiqués d'ici à la fin de l'année 1989. Les projets français d'informatisation des cas de séropositivité avancent. Le professeur Jean-Louis San Marco (laboratoire de santé publique-Marseille) a reçu le 5 juillet dernier un avis favorable de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) pour son programme, mis en œuvre par le CISI (Centre régional d'information et de soins sur l'immunodéficience humaine), dont il dépend.

Le projet, dans une première version intitulée « Registre des séropositifs », se proposait d'établir un recensement de tous les sujets du département présentant une séropositivité au virus HIV. Ce terme malencontreux de « recensement » avait à l'époque attiré l'attention sur la difficulté de mener à bien des études épidémiologiques sur ce sujet.

Autorisation écrite préalable

L'avis favorable de la CNIL, tout en protégeant l'identité des malades, est formel : « Les données directement ou indirectement nominatives, collectées aux fins de recherche, doivent être réservées à l'usage exclusif des médecins du CISI nommément désignés ». L'accord définitif de la CNIL ne sera donné qu'après l'avis du SCSSI (Service central de la sécurité et des systèmes d'information), qui a été saisi du dossier en mai dernier. Ce service interministériel est chargé d'apprécier le niveau de protection pour l'individu des systèmes d'information, à partir de l'analyse de leurs codes.

D'autre part, les 23 CISI français regroupés en un Centre national ont un statut officiel depuis le 5 juillet dans le cadre de l'INSERM sous l'appellation de « Centre coopérateur de données sur l'épidémiologie de l'immunodéficience humaine ». Le professeur Alain-Jacques Valleron (Unité de recherches biomathématiques et biostatistiques-INSERM U263), qui en est le directeur, s'apprête à déposer dans les semaines qui viennent un projet de fichier national des séropositifs à la CNIL. Si le CISI de Marseille obtient l'accord de la CNIL, ce dossier devrait être assez vite étudié puisqu'il présente de nombreux points communs avec celui du professeur San Marco.

Le dossier marseillais est volontairement simple : il doit pouvoir être rempli en même temps que le dossier clinique par le médecin lors de la consultation. Le malade doit, par ailleurs, donner une autorisation écrite préalable après avoir été dûment informé des modalités et des buts de ce fichier informatique. Il garde toujours la possibilité de s'en retirer.

Ce dossier comporte les éléments de déclaration obligatoire

du SIDA. Il mentionne la « région d'origine » de l'intéressé selon la classification établie par l'Organisation mondiale de la santé, sans préciser les origines raciales. « Tout ce qui est dans le dossier doit être couvert par le secret médical », explique le professeur San Marco. C'est pourquoi, sur l'identité des malades — nom, prénom, date de naissance — nous avons appliqué quatorze opérations successives afin de transformer cette identité en code. Le but est d'empêcher de remonter du code à l'identité ; c'est ce que le SCSSI teste actuellement.

La partie médicale comprend les données sur le mode de transmission présumée du virus, sur la symptomatologie clinique ainsi que des paramètres biologiques et des données d'ordre thérapeutique. Toutes ces informations ont été étudiées en fonction des objectifs du programme : améliorer le

qui continue. Il donnera des indications sur le nombre de sujets éventuellement candidats à tel ou tel essai thérapeutique. Mais ce fichier n'est pas destiné à recenser tous les séropositifs ».

Un autre fichier épidémiologique baptisé « SEROCO » portant sur l'évolution des séropositifs a aussi été mis en place au cours de l'hiver dernier par le professeur Daniel Schwartz (INSERM U292). Il a pour objectif de décrire l'histoire naturelle de la maladie à partir de séropositifs récents suivis pendant une période de trois ans. Le fichier présente surtout l'originalité d'être lié à une « sérothèque » et à une « cytotèque », ce qui permettrait l'examen rétrospectif des sérums. Contrairement au système CISI, ce fichier comporte beaucoup moins de patients (environ 2000) mais beaucoup plus d'informations sur chaque individu.

Les systèmes d'études épidémiologiques pour le SIDA installés en France sont caractérisés par le souci de protection de la personne et par le respect du secret médical. Cette attitude est à rapprocher de la position prise

par l'association des médecins américains. Lors de leur convention réunie à Chicago, le 30 juin dernier, leur nouveau président M. James Davis, avait estimé que pour la première fois, les médecins américains pouvaient être amenés à violer le secret médical concernant un patient contaminé par le virus du SIDA (le Monde daté 3-4 juillet). Le Centre pour le contrôle des maladies infectieuses (CDC) d'Atlanta a, d'autre part, publié le 4 août dernier la plus grande enquête réalisée sur une population donnée, l'armée. 1752191 hommes et femmes actifs ont été testés : 2252 sont séropositifs, 40 % d'entre eux développent actuellement la maladie.

Une enquête de cette ampleur serait aujourd'hui difficile à réaliser, en raison du nombre de sujets qui devraient donner leur accord préalable, du fait aussi de l'absence d'outil capable de gérer une telle masse d'informations. Les projets en cours pourraient permettre de résoudre ces difficultés avec un grand bénéfice pour les personnes malades.

CAROLINE CHAINE.



suivi épidémiologique des patients pris en charge par le centre et renforcer l'organisation des essais thérapeutiques. « Ce fichier ne constitue en aucun cas un suivi individuel des patients, mais une base d'information collective », précise le professeur San Marco.

D'autre part, le projet informatique national qui va être remis à la CNIL par le professeur Valleron poursuit les mêmes objectifs (le Monde du 12 février 1988). Il comportera donc un dossier médical unique, qui pourra comporter des paramètres concernant des particularités ou des intérêts d'ordre régional. La CNIL aura à se prononcer sur ces aspects complémentaires et sur le transfert d'information de chaque CISI au centre national. Ce fichier national, du fait du nombre de patients qu'il contiendra, permettra alors de mener des enquêtes épidémiologiques par sous-groupe.

Décrire l'histoire de la maladie

« Nous pourrions disposer très rapidement d'une « coupe transversale » de la population séropositive et malade », explique le professeur Valleron. On saura précisément comment se répartit cette population aux différents stades de l'infection. Ce fichier permettra d'en étudier les premiers stades, de voir par exemple les différences d'évolution de la maladie entre un drogué qui a arrêté de se droguer et un autre

Deviner le vin

Une nouvelle méthode permet de prévoir l'importance des vendanges par le comptage des grains de pollen

AUTOUR de Montpellier, la vigne a fleuri du 6 au 12 juin derniers. Dès à présent, M. Pierre Cour, ingénieur au laboratoire de palynologie du CNRS (installé à l'université scientifique et technique du Languedoc), prévoit que, sauf accidents météorologiques exceptionnels, la récolte des vins de l'Hérault devrait être de l'ordre de 11,2 millions ou 11,3 millions d'hectolitres (1).

La base de la prévision de M. Cour ? Le comptage des grains de pollen de vigne pris dans des capteurs de 400 centimètres carrés spécialement conçus et fabriqués au laboratoire de palynologie (2) et les corrélations découvertes par M. Cour et Mme Madeleine Van Campo, directeur de ce laboratoire jusqu'à 1987, non seulement pour les vins de l'Hérault, mais aussi pour ceux de Bordeaux, de Champagne, etc., et pour les oliviers, les châta-

gniers et autres arbres fruitiers, ainsi que pour les céréales.

Bien entendu, la floraison de tous ces végétaux ne se produit pas à date fixe. Elle varie selon la latitude et selon le temps de l'hiver et du printemps. Mais en installant les capteurs pendant un mois et demi d'affilée et en changeant les filtres deux fois par semaine, on peut préciser facilement la période de floraison régionale maximale : celle-ci coïncide forcément avec les sept jours où les pollens (3) sont les plus abondants.

Piéger les pollens

Le nombre moyen de pollens, qui varie avec chaque espèce végétale, est bien évidemment fonction du nombre de fleurs, qui, à son tour, détermine le nombre de fruits.

Mme Van Campo et M. Cour ont trouvé pourquoi le nombre de fleurs varie chaque année : plus

sont élevées les températures moyennes cumulées pendant ces sept jours de floraison maximale, plus l'intensité de la floraison sera importante, mieux se fera donc la fécondation indispensable et en relation directe avec la formation des fruits. Et inversement. Mais il faut tenir compte des accidents météorologiques. Ainsi, la production des vignes de l'Hérault, très prometteuse en 1983, a-t-elle été très affectée par l'importante « coulure » provoquée par des températures maximales quotidiennes supérieures à 29°C les 10, 11 et 12 juin, c'est-à-dire pendant la pleine floraison de la vigne cette année-là, causée par la pourriture des grappes occasion-

(1) Cette estimation ne tient pas compte des opérations de concentration de moût pratiquées depuis le début de la décadie. Une partie des moûts, en effet, est soumise à un procédé d'évaporation qui y diminue la teneur en eau, et donc le nombre final d'hectolitres de vin qui seront un peu plus forts en degrés d'alcool. La récolte potentielle de 1988 devrait être plus faible que celle déclarée en 1987. Le nombre d'hectolitres effectivement produits dépend, depuis quelques années, de la quantité de moûts mis à évaporer pendant la vendange. Ces pratiques n'ayant pas cours dans les régions productrices de grands vins, les prévisions de production de champagne, de bordeaux, etc., sont donc plus fiables.

LES NOUVELLES ARMES DE LA CARDIOLOGIE

LES progrès thérapeutiques concernant l'infarctus du myocarde et l'angine de poitrine ont été si nombreux ces dernières années qu'il est devenu illusoire de prétendre définir des stratégies thérapeutiques codifiées. Les médecins ont aujourd'hui à leur disposition une panoplie de traitements médicamenteux (bêta-bloquants, inhibiteurs calciques, anti-thrombotiques, fibrinolytiques), chirurgicaux (pontage coronarien) ou instrumentaux (angioplastie transluminale percutanée, dissection par laser) au sein de laquelle il leur faudra « piocher » pour déterminer le thérapeutique le plus adéquat. A eux de savoir bien analyser les différents paramètres (sévérité et étendue de l'atteinte coronaire, gravité de son retentissement sur la fonction cardiaque, état clinique du patient, importance de la gêne, de la douleur, etc.) pour mettre en œuvre la meilleure stratégie curative. Leur tâche n'est souvent pas aisée, d'autant plus que les études publiées récemment dans la presse scientifique internationale ne vont pas toutes — tant s'en faut — dans la même direction.

Concomitamment, par exemple, le traitement en urgence de l'infarctus du myocarde, est-il préférable d'utiliser le TPA ou le streptokinase ? Quand faut-il commencer le traitement ? Au lit même du patient, ou une fois ce dernier transféré à l'hôpital ? Faut-il y associer systématiquement de l'aspirine, comme le montre une récente étude publiée dans *The Lancet* le 13 août ?

Il en est de même pour certaines atteintes coronariennes : quand faut-il se contenter d'un traitement médicamenteux et dans quelles circonstances faut-il se résoudre à pratiquer un pontage coronarien ? Question ardue, ce pontage doit-il être aorto-coronarien (en sachant que l'intervention est peu risquée mais qu'il existe un risque de récurrence des lésions d'athérosclérose) ou bien le pontage doit-il relier l'artère mammaire interne à l'artère coronaire rétrécie, en aval de la sténose (en sachant que l'intervention est dans ce cas plus difficile techniquement mais que les pourcentages de récurrence sont plus faibles) ?

Ce n'est pas la dernière étude publiée dans le *New England Journal of Medicine* (daté 11 août) par le groupe d'étude européen de chirurgie coronaire dirigé par le docteur Edvardas Varnauskas (Göteborg), qui permettra d'en savoir beaucoup plus... Selon cette étude, réalisée

suprès de 767 hommes de moins de soixante-cinq ans, tous considérés comme étant à haut risque coronarien, 92 % étaient toujours en vie cinq ans après l'intervention, contre 83 % de ceux à qui avait été simplement prescrit un traitement médicamenteux. Douze ans après l'intervention, ces chiffres sont respectivement de 71 % dans le premier groupe et de 67 % dans le deuxième. Concernant la durée de survie des malades, les différences seraient donc tendancieuses, pour des raisons inconnues, à s'estomper avec le temps. En revanche — et ce fait est bien connu des médecins — pour les patients qui commencent à souffrir réellement de leur maladie, ceux en particulier qui ressentent des douleurs difficilement supportables, il ne fait guère de doute que le pontage apporte un soulagement appréciable. C'est donc autant sur l'aspect radiographique des lésions (à la coronarographie) que sur l'importance des symptômes ressentis par le patient que se fera le choix du traitement.

Les cardiologues d'aujourd'hui ne ressemblent plus à ceux d'hier. On ne rencontre quasiment plus ces grands malades, très essouffés, qui souffraient atrocement. Comme le dit un spécialiste français de cardiologie, « la victoire sur les symptômes a déjà été remportée ». Avec le développement extraordinaire de l'angioplastie transluminale percutanée, qui permet la désobstruction d'une artère bouchée au moyen d'une sonde à ballonnet, et sans doute demain du laser, quel est l'avenir de la chirurgie cardiaque de demain ?

Au-delà des conséquences médicales de ces nouvelles avancées thérapeutiques, il ne serait sans doute pas inutile d'interroger des journaux sur leurs conséquences économiques. Faute, dans nombre de cas, d'arguments médicaux décisifs, les critères économiques interviendront-ils un jour prochain dans la décision thérapeutique ?

Ces questions en suspens soulignent, une fois encore, la nécessité de créer en France une structure d'évaluation réellement efficace. Un peu ce qu'avait voulu faire l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, M. Edmond Hervé, il y a quelques années, en créant la Fondation pour l'évaluation des pratiques et techniques médicales. Une fondation qui n'a malheureusement jamais vu le jour.

FRANCK NOUËL.

Deviner le vin

(Suite de la page 13.)

Si les producteurs de vins de l'Hérault laissent publier le nombre de pollens attrapés dans les capteurs entre le 6 et le 12 juin derniers et les chiffres prévisibles (11,2 à 11,3 millions d'hectolitres très probablement) de la récolte de 1988, ceux de vins de Bordeaux et de Champagne n'ont pas voulu nous communiquer leur nombre de pollens de vigne piégés dans les capteurs en juin dernier.

M. Dominique Moncomble, du Centre interprofessionnel des vins de Champagne (CIVC), nous a expliqué ce refus. Le vignoble des vins de Champagne est planté sur un territoire très vallonné et il est composé de trois cépages différents (Chardonnay, Pinot noir, Meunier). Or, pendant plusieurs années, les pollens n'étaient piégés que par un seul capteur installé à Epernay. Le CIVC attend donc — avec impatience — les résultats obtenus par plusieurs autres capteurs implantés depuis 1986 en divers endroits du vignoble champenois, capables de piéger les pollens petite région vinicole par petite région vinicole et de distinguer la floraison propre à chacun des trois cépages.

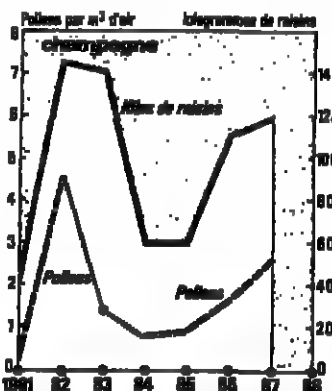
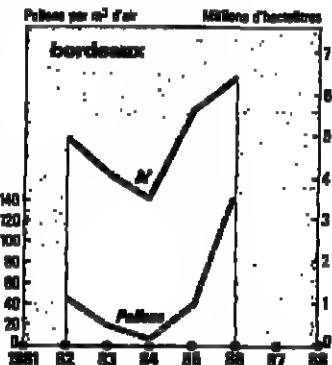
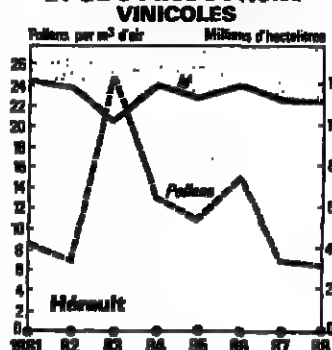
Le CIVC — qui a publié les résultats actuels de cette nouvelle méthode fondée sur les comptages de pollens dans la revue professionnelle *le Vigneron champenois* (juin 1988) — espère également beaucoup des recherches conçues au laboratoire de palynologie du CNRS de Montpellier.

Dès l'année dernière, M. B. Besselat, du CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts), du groupement de Bordeaux, soulignait l'intérêt de la méthode de M. Cour et de Mme Van Campo. Avec celle-ci, la marge d'erreur des prévisions faites trois mois avant la récolte pour le Bordelais était au maxi-

mum de 5 %. Ces « résultats peuvent donc être un outil précieux pour la profession en tant qu'élément important de décision dans la gestion du marché des vins ».

YVONNE REBEYROL.

COMPARAISON DU NOMBRE DES POLLENS ET DE 3 PRODUCTIONS VINOLES



CORRESPONDANCE

Controverses sur l'autisme

L'ARTICLE sur l'autisme, dans « le Monde Sciences et Médecine » du 22 juin, nous a valu un abondant courrier dont nous publions, ici, quelques extraits.

Une intense polémique oppose aujourd'hui en France les tenants des thérapies de type analytique à de nombreux parents d'enfants autistes. Souvent réunis en association, ces parents réclament que l'autisme soit considéré comme un handicap et que les enfants atteints puissent béné-

ficier de techniques et de programmes éducatifs adaptés du type de ceux développés outre-Atlantique depuis plusieurs années.

Pour leur part, plusieurs professionnels (psychanalystes et psychologues) nous reprochent un « a priori antipsychanalytique ». Ils font pour cela un amalgame entre les citations tirées de l'ouvrage du professeur Eric Schopler et les commentaires de l'article.

L'exposé des dernières données scientifi-

ques concernant l'autisme et publiées dans la presse médicale d'audience internationale suscite chez nombre de professionnels des réactions empreintes de passion, tout se passant comme si la réunion constructive et multidisciplinaire des différentes écoles de psychiatrie envisagée il y a quelques jours à Genève (le Monde du 27 juillet) demeurait un vœu pieux, la prise en charge de la maladie mentale n'excitant nullement, tout compte fait, à l'écumenisme.

J.-Y. N.

La patience des soignants

S'il existe encore des institutions inhumaines, on en trouverait certes dans certains services de psychiatrie publique démunis des moyens en personnel et des locaux corrects indispensables aux soins ; on les trouverait aussi dans certaines institutions privées qui, sous le masque de la seule générosité, ont laissé se perpétuer des pratiques sanctionnées pénalement pour mauvais traitement. (...)

Voire article méconnaît, en privilégiant de façon exclusive la perspective pédagogique, la dimension éthique des soins, si fondamentale à la relation avec ces personnes, au respect de leur dignité de sujet.

Nous regrettons que vous annuliez le dévouement, la patience de milliers de soignants des services publics de psychiatrie qui inventent, développent, adaptent chaque jour des stratégies de soins permettant à ces jeunes adultes autistes, polyhandicapés, d'accéder à une plus grande autonomie, à une vie plus diversifiée, ouverte à des joies et des conflits, à la complexité. (...)

Pourrait-on enfin abandonner un discours démagogique et trop souvent désuet contre le service public de psychiatrie et reconnaître sans ciller ses mutations, ses contradictions parfois brutales, mais aussi son extraordinaire richesse comme creuset d'expériences humaines ? Comme champ d'invention ?

Dans l'intérêt des enfants

Toute approche de l'autisme, qu'elle soit organiciste ou psychanalytique, nécessite une pédagogie spécialisée. L'existence d'une atteinte du cerveau ou d'une anomalie chromosomique pourrait mener en échec toute démarche pédagogique. La méthode de Schopler, dont vous vantez les mérites, se heurterait à la même impossibilité que les autres.

En tout cas, ces résultats, s'ils se confirment, ne discréditent en rien les recherches psychanalytiques. Celles-ci ne se résument nullement en « une culpabilisation des parents », comme vous l'indiquez à plusieurs reprises. Les travaux contemporains des écoles anglaises (Meltzer, Tustin) et françaises (Anagnostis, Lébovici, Haag) mettent, au contraire, l'accent sur les modalités spécifiques du développement de l'enfant lui-même.

Il est inexact d'affirmer que du fait de « l'emprise des théories psychanalytiques », ces enfants n'ont le choix qu'entre « quelques coûteux internats » et des « institutions asilaires, énormes et impersonnelles ». Les psychanalystes sont au contraire à l'origine du développement de nombreuses institutions légères, hôpitaux de jour et externats psychothérapeutiques, dans lesquelles les enfants psychotiques bénéficient non seulement de psychothérapies toutes les fois que c'est possible, mais aussi de multiples formes de pédagogie spécialisée.

Il va de soi que, si les recherches que vous rapportez débouchaient sur des conséquences pharmacologiques, elles seraient utilisées dans ces institutions. L'approche organiciste et l'approche psychanalytique posent des questions différentes au sujet des mêmes enfants. Il est dans l'intérêt des enfants qu'aucune voie de recherche ne soit désqualifiée par des préjugés.

GILBERT DIATKINE, médecin au centre psychothérapique Le Coteau, membre de la Société psychanalytique de Paris.

Une théorie étouffante

Autisme — le silence bouge : rarement le titre d'un article aura exprimé, en si peu de mots, la situation absurde de l'autisme en France. Un silence imposé par une théorie dominante étouffant les expériences venues d'ailleurs, étouffant leurs résultats par le facile et réconfortant exercice de l'interprétation.

Le poids du silence, c'est celui de l'information tronquée. Quels sont les traits de psychiatrie de l'enfant en langue française qui donnent une place significative aux théories organiques de l'autisme ? Quelle faculté de psychologie, quelle école d'éducateurs tient compte dans ses programmes de ce qui est la doctrine dominante dans le monde d'aujourd'hui ? Et qu'importent le syndrome de Rett, le chromosome X fragile, les recherches de Courchesne ou les résultats de Schopler pour ceux qui refusent les statistiques et ignorent le contrôle scientifique des résultats ?

Il est bien connu, n'est-ce pas, que les parents qui réclament de l'éducation pour leurs enfants autistes ne cherchent qu'à se rassurer eux-mêmes. Et le fait que cette éducation donne d'excellents résultats n'intéresse que peu de « spécialistes ». Dix ans de travail laborieux, cela ne donne pas de belles histoires de cas à publier.

Il faut reconnaître que les envoies de Bruno Bettelheim sont plus faciles à lire que la Biologie des syn-

dromes d'autisme, de Coleman et Guilberg (éd. Maloine), et que le mythe de la guérison miracle au détour d'une verbalisation est plus attirant que le long travail proposé par Eric Schopler ou Theo Peeters : évaluations régulières des capacités de l'enfant, élaboration de programmes individualisés, collaboration avec les parents et, surtout, éducation structurée.

Une mère d'enfant autiste, institutrice, qui dispose d'un logement de fonction au-dessus de l'école, m'a récemment raconté qu'une psychologue avait attribué l'autisme de son enfant au fait qu'il n'avait pas supporté de la voir partir, le matin, avec d'autres enfants. En France, à la fin du vingtième siècle.

Merci pour votre article qui aide à faire « bouger le silence ».

MAX ARTUSO, responsable de la section « Autisme » de l'ADAPSI des Alpes-Maritimes.

Boues émissaires

Nous vous assurons ici de notre soutien total, ainsi que de celui de très nombreux parents, dont nous recevons fréquemment les lettres ou les coups de téléphone, qui ne vous écriraient peut-être pas : les difficultés quotidiennes rencontrées dans la vie ne facilitent pas l'utilisation de la plume.

Il ne s'agit pas de faire ici le procès d'une discipline, à savoir la psychanalyse. Ce serait en effet se montrer aussi intolérants et totalitaires, en sens inverse, que de nombreux professionnels adeptes de la « psychiatrie psychanalytique », se servant de la psychanalyse comme d'une idéologie, qui nous ont maintenus dans l'ignorance et la culpabilisation. Comme si la souffrance d'avoir un enfant handicapé mental n'était pas suffisante et qu'il faille à tout prix chercher des boues émissaires (à savoir les parents) à leur incompetence en la matière.

Il s'agit simplement de rappeler les faits :

TÉLÉ-PÉAGE SUR L'AUTOROUTE

La Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR) a expérimenté, du 27 mai au 1^{er} juillet, à la barrière de péage de Saint-Maurice-de-Beynost (Ain), sur l'autoroute A-42, une voie automatique autorisant à certains de ses abonnés un passage sans arrêt de leur automobile. Les véhicules étaient identifiés par lecture vidéo de leur plaque d'immatriculation avant, alors qu'ils circulaient à une vitesse de 20 kilomètres/heure.

Dans ce système, l'image est analysée par un système informatique pour la fourniture duquel deux fabricants ont été mis en concurrence : la société Electronique lyonnaise, du groupe Hennequin, et la société parisienne Eleydel. L'expérimentation a été menée sur un échantillon de deux cents abonnés, à la demande de la direction des routes et de l'Union des sociétés d'autoroutes à péage, dans le but de diminuer les « bouchons ».

Le bilan de cette expérience est jugé satisfaisant : le prototype est parvenu à un taux de fonctionnement de plus de 90 %. Pour son extension, la SAPRR souhaite parvenir à un coût unitaire équivalent à celui de l'équipement classi-

que des voies de péage (300 000 francs). La société d'économie mixte avait pris l'avis de la Commission nationale informatique et libertés, et se montre prudente devant l'exploitation possible des bandes vidéo, pour ne pas porter atteinte à la vie privée des usagers de l'autoroute. Elle se propose de garder la preuve du passage des abonnés pendant plusieurs mois, afin d'éviter les contestations de factures.

Le système ne peut s'appliquer aux deux-roues, mais pourrait servir jusqu'à une vitesse de circulation de 80 kilomètres par heure, pour les automobiles. Il est concurrent de dispositifs à étude depuis 1986, utilisant l'émission d'hyperfréquences par des moyens électroniques embarqués à bord des véhicules abonnés. Captées par un récepteur installé dans la barrière de péage, ces émissions déclenchent l'ouverture de la voie lorsque l'abonné est à jour de ses paiements. Si elle est équipée d'un récepteur, l'automobile peut capter en retour des informations sur les conditions météorologiques ou les travaux en cours sur le réseau.

ROBERT BELLERET.

FAITES SAUTER LA BANQUE

TOUS LES JEUX DU MONDE
Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanou - La bataille navale

JEUX
36.15 LEMONDE

Investissez dans les entreprises qui réussissent.

EMPRUNT CEPME

Emprunt : 8,70% août 1988
Montant : 700 millions de Francs
Obligation de : 5000 F
Durée : 7 ans
Prix d'émission : 5000 F
Taux de rendement actuariel brut : 8,70%

Les entreprises qui réussissent sont des entreprises qui investissent pour se moderniser, s'agrandir, se diversifier... Le crédit d'équipement des PME, spécialiste du financement des investissements des entreprises, émet un emprunt pour les aider à réaliser leurs projets. Souscrivez à l'emprunt du CEPME dans les banques, chez les comptables du Trésor, dans les caisses d'épargne, les bureaux de poste et chez les agents de change. Une fiche d'information (visa COB N° 88-280 du 9 août 1988) est disponible sans frais sur simple demande au CEPME : 14, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.

Crédit d'équipement des PME

Située dans le
moderne en
représentant
en effectif de plus
production.

ING
DE

Titulaire d'un
des environs
par quelques
Chimique et op
régulièrement
Au sein d'une
confiances des
d'autonomie et
votre expérience

Après une étude
production, vous
nouvelles instal
modifications v
existantes.

La maîtrise de l
vous permettant
une équipe de
Pour nous rejoindre
candidature (let
Etablissement C
37, av. de Bâle

CIBA

Spécialistes des équipements d
un des leaders incontestés su
Notre objectif : réaliser des p
performants. C'est cet esprit
présents aux Etats Unis, au
de notre chiffre d'affaires d

INGENIE

De formation universitaire
manifestez un goût certain
Notre objectif : réaliser des p
performants. C'est cet esprit
présents aux Etats Unis, au
de notre chiffre d'affaires d

Société de transport sud
sation de son service
mise en œuvre d'une G.M.
tée par ordinateur).

UN TECHNI
De niveau BTS ou DUT
informatiques souhaitées.
maintenance industrielle.
de transport. Capacités re
né septembre octobre 19
Envoyer candidature sous
MON

Economie

SOMMAIRE

■ Les indices économiques des pays occidentaux se suivent et dénotent une forte croissance. Ainsi pour la production industrielle aux Etats-Unis et pour les ventes du commerce en Grande-Bretagne. De quel alimenter les craintes d'une « surchauffe » (lire ci-dessous). ■ Le ministère de l'industrie s'alarme des pertes d'emplois dans le

textile-habillage : - 5,7 % encore en 1987. Mais des mesures sont difficiles à prendre (lire ci-dessous). ■ Le quarante et unième congrès de la CFDT, qui se tiendra du 22 au 26 novembre, se prépare activement. Les textes d'orientation sont prudents, mais s'inscrivent dans le droit fil de la réflexion

engagée par la confédération sur l'adaptation du syndicalisme (lire ci-dessous). ■ M. Mitterrand a demandé « une grande sévérité » après les accidents dans les transports publics. Mais la sécurité n'est pas qu'affaire de sanction : il faut d'abord réviser les « logiques » et les procédures (lire page 17).

Préparant des mesures pour l'automne

Le ministère de l'industrie s'inquiète de l'hémorragie d'emplois dans le secteur de l'habillement

Le ministère de l'industrie s'alarme de l'aggravation de la situation de l'industrie textile et cherche des solutions pour conserver à la France cette activité industrielle traditionnelle. Même si les pertes continues d'emplois sont peu voyantes et le problème social parfois moins aigu qu'ailleurs, parce que le tissu industriel est essentiellement constitué de PME, cette activité est encore une des plus importantes avec 420 000 salariés.

De 1986 à 1987, le textile-habillage a perdu 5,7 % de ses salariés, et cette évolution confirme les pertes d'emplois des années passées : de 15 000 à 18 000 postes ont disparu chaque année depuis une décennie. Dans l'habillement, rien ne va plus : la balance commerciale accuse un déficit de 6,8 milliards de francs en 1985, de 10,8 milliards de francs en 1986, de 14,5 milliards de francs en 1987. La part de marché de la production française est passée de 50 % à 36 % entre 1985 et 1987 dans le prêt-à-porter et de 50 % à 36 %, et de 40 % à 19 % pour la maille. Côté textile, qui a fait l'objet d'une restructuration drastique, le recul semble se stabiliser. Les grandes entreprises se sont redressées jusqu'à intéresser à nouveau des investisseurs ; la bataille autour de Provost il y a un an, l'intérêt que suscite l'action de DMC, la vente du secteur textile de l'ex-groupe Boussac, en sont les preuves.

En revanche, la modernisation du prêt-à-porter ne fait que commencer. En effet, d'une part, les PME, qui constituent son tissu industriel, n'ont pas la carrure nécessaire pour résister à la mise en place de l'Europe de 1993, d'autre part, ce secteur restant une industrie de main-d'œuvre, la concurrence des pays à bas salaires se fait durement sentir. D'autant que les importations en provenance d'Asie du Sud-Est ont été dopées au cours des deux années passées par la baisse du dollar.

Certains des voisins européens de l'Hexagone se sont rapidement organisés. La Grande-Bretagne tire aujourd'hui les bénéfices de la restructuration de ce secteur : quant à la RFA, elle sous-traite largement sa production dans la zone dollar. Les péréquations de prix ainsi obtenues lui ont permis de devenir un concurrent redoutable. En outre, les importations outre-Rhin étant le fait des industriels, leur croissance est maîtrisée, alors que, en France, ce sont des centrales d'achat qui passent les commandes.

Délocalisation, la seule solution

Le ministère de l'industrie devrait faire un certain nombre de propositions pour essayer d'endiguer l'hémorragie actuelle. Il semble d'ores et déjà acquis que la France demandera une renégociation d'un nouvel accord multilatéral (AMF) qui réglemente les importations textiles de la CEE. Le dernier accord signé en 1986 devrait être reconduit en 1991 si les Européens le souhaitent. Les pouvoirs publics français craignent que l'Allemagne et le Royaume-Uni, dont l'industrie est modernisée, ne se contentent de négocier dans le cadre du GATT et qu'ils ne « sacrifient » le textile pour négocier plus aisément dans d'autres secteurs industriels. Les professionnels français affirment déjà que le dernier accord, plus souple que le précédent, et le « manque de fermeté des pouvoirs publics » ont abouti à une augmentation particulièrement importante des importations en 1986 et en 1987, d'autant, souligne M. Jean-François Limantour, président de la Fédération française du prêt-à-porter, que le gouvernement a laissé les pays exportateurs dépasser leurs quotas.

Second objectif des pouvoirs publics : l'habillement. Sans doute, on reconnaît, rue de Grenelle, que la délocalisation dans les pays à bas salaires est indispensable tant que ce secteur restera une industrie de main-d'œuvre. Mais elle doit être maîtrisée. Sous-traiter dans les pays à bas salaires est considéré par le ministère de l'industrie comme la seule solution qui s'offre à un bon nombre de firmes qui, sans cela, perdent des marchés et déposent leur bilan. Les industriels français qui refusent cette éventualité y ont désormais recours. Même le « crocodile » (Lacoste) est revenu sur ses profa-

sions de foi hexagonale après les mauvais résultats obtenus en 1987, qui ont vu son chiffre d'affaires diminuer.

« Nous avons toujours eu comme principe essentiel le maintien de nos marges », affirme M. Dominique Jacomet de la société Devanlay (marques

ment de notre production, nous en délocaliserons 20 % voire 30 % au cours des années à venir.

Mais, aux yeux des pouvoirs publics, la sous-traitance n'est qu'une étape. Des robots seront mis au point dans un délai de dix ans qui feront du textile-habillage un secteur entièrement

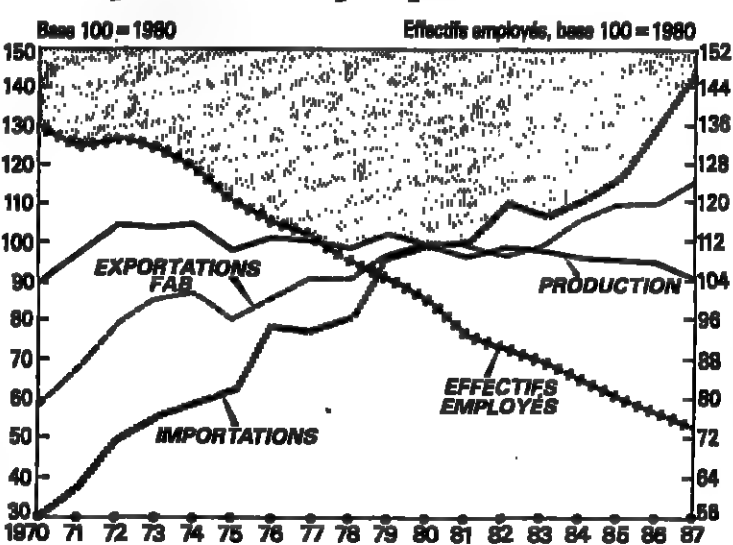
Sans doute, dans un premier temps, la délocalisation et la modernisation aboutiront à des pertes d'emplois, mais les syndicats eux-mêmes ont prouvé de récentes à cet égard : « Nous ne refusons pas la modernisation, même si elle doit se traduire par des pertes d'emplois », remarque M. Daniel Torquet, président de la fédération CFDT du textile-habillage. Il est loin le temps où les ouvriers cassaient les métiers Jacquard. Nous reconnaissons que la machine de l'outil industriel français passe par sa modernisation, mais il ne faut pas qu'elle se fasse dans l'anarchie.

L'expérience allemande

D'ici là, il faut essayer de tenir. Mais ce n'est pas facile, car toute mesure sectorielle, comme le plan textile qui avait été mis en place en 1981, est aujourd'hui dépassée par la CEE. Seuls des dispositifs d'ordre général qui s'appliquent à toute l'industrie peuvent aujourd'hui être mis en place, mais encore faut-il recueillir l'aval du ministère de l'Economie. Reste alors à s'appuyer sur l'expérience de l'Allemagne, où les collectivités garantissent des prêts aux industriels, ou bien encore à miser sur une politique de recherche et de formation tournée vers les PME. Entre un plan textile interdit, et le laisser faire actuel, il doit bien exister une troisième voie. Le ministère de l'Industrie s'est donné jusqu'à l'automne pour la découvrir.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Les importations ont presque doublé en dix ans



Lacoste, Jil, Orly). Mais nos prix de revient en France ne nous permettent plus de les garantir. Alors que nous sous-traitons à l'étranger 5 % seule-

ment. Il sera alors moins cher pour les firmes françaises de rapatrier ces productions et de recoder un tissu industriel, affirme-t-on rue de Grenelle.

SOCIAL

La préparation du 41^e congrès de la CFDT

L'autogestion, l'entreprise, l'adhérent revus et corrigés

Si le 41^e congrès confédéral de la CFDT, qui se tiendra à Strasbourg du 22 au 26 novembre, sera dominé par la succession de M. Edmond Maire, il y sera également question de l'adaptation du syndicalisme. Trois textes seront débattus, lors de « séances spécialisées », par les délégués et devraient donner lieu à un document de synthèse soumis à un vote à main levée. Prudents dans l'ensemble — toute « audace » est très calculée — ces textes ont le mérite d'aller plus loin dans la réflexion engagée depuis dix ans par la CFDT sur l'adaptation du syndicalisme. Les conceptions de l'autogestion, de l'entreprise et même de l'adhérent syndical sont revues et corrigées.

« Evoluer pour mieux rester soi-même », telle est la philosophie du premier texte intitulé « un syndicalisme qui a un projet pour l'avenir », élaboré sous la responsabilité de M. Jean-François Troglie, secrétaire national. « Un syndicat, affirme-t-il, doit à la fois être pragmatique et marquer son ambition, sans renier son histoire ou abandonner ses valeurs. (...) Là est son identité. » Analysant les changements qui se sont produits dans la société, il souligne : « La diversification du salariat, l'évolution des critères qui fondent les identités des hommes et des femmes au travail, doivent nous inciter à une remise en question de nos plates-formes revendicatives traditionnelles. »

La CFDT proclame que ses valeurs « restent les mêmes et sont toujours d'actualité », qu'il s'agit de l'émancipation, de la solidarité, de la liberté, de l'autonomie ou du refus des inégalités « dans le respect des différences ». Mais « nos perspectives de transformation ne peuvent être réduites à un contre-modèle. De même, faut-il se garder

d'une surévaluation des possibilités de transformation par un changement politique ». Il faut donc éviter de résumer le projet de la CFDT « à une référence au socialisme », même si on y trouve des valeurs partagées avec le socialisme. « Cela ne nous conduit pas à expliquer l'ensemble des injustices, des situations d'aliénation et d'exploitation par la seule référence au capitalisme. Il existe aussi des contradictions entre les salariés. »

Elargir la participation

Selon le texte de M. Troglie, « il n'y a pas besoin d'avoir un système d'explication global de la société pour faire l'analyse la plus rigoureuse possible des réalités sociales, ni d'un modèle alternatif complet pour s'engager dans leur transformation ». Après avoir insisté sur « l'absolue nécessité » d'avoir dans l'entreprise « un syndicalisme autonome de la logique entrepreneuriale », le document aborde l'autogestion qui, visiblement, n'a plus tout à fait le même sens pour la CFDT qu'en 1970. Sa signification aujourd'hui est « d'élargir la participation des citoyens dans la société, des salariés dans l'entreprise ».

Ainsi l'autogestion n'est ni une désignation des dirigeants d'entreprise par l'élection, ni une prise de décision « qui fasse toujours appel à l'assemblée générale », ni une organisation de l'entreprise et de la société « sous forme d'une pyramide de conseils », ni « un modèle a priori d'organisation sociale ». Selon ce texte, l'autogestion est la perspective dans laquelle « chaque individu, chaque groupe doit pouvoir maîtriser ses conditions d'existence et les transformations ». C'est aussi au sein de la CFDT la forme d'organisation interne... et la démarche : « Chaque décision doit être prise au niveau des individus et des groupes concernés directement. »

Elaboré sous la responsabilité de M. Jean Kasper, successeur désigné

de M. Maire, le second texte est intitulé « un syndicalisme acteur pour changer le travail et l'entreprise ». D'emblée, l'enjeu est clairement précisé : « La CFDT veut élargir les espaces de l'action du syndicalisme, du social à l'économique, et ainsi faire reconnaître la nécessité, l'importance de la fonction syndicale dans l'entreprise et son intervention sur les terrains économiques et stratégiques. L'entreprise, c'est aussi notre affaire que celle des employeurs ». Si dans l'entreprise, les relations sont « de nature conflictuelle », car deux logiques coexistent, celle du chef d'entreprise et celle du syndicat et des salariés, ces logiques « peuvent trouver des issues positives par la négociation ».

« Participation et conflit », affirme le document, sont en fait les deux caractéristiques d'une politique revendicative dynamique. Dans l'entreprise, le syndicat, qui « n'a pas à exercer le pouvoir de décision », doit faire reconnaître sa légitimité et la faire conforter par le poids des adhérents. « Nous refusons de marchander notre légitimité, poursuit le texte. Nous gardons la liberté de contester la manière dont s'exerce celle du chef d'entreprise. Il s'agit de « faire de l'entreprise un lieu de plus grande démocratie, de plus grande liberté, de plus grande autonomie et, par conséquent, de modifier les rapports de pouvoir ».

Une approche plus positive

Mais le texte de M. Kasper invite surtout les militants à une vision moins manichéenne de l'entreprise : « Si notre syndicalisme veut apparaître comme un acteur utile et créateur, il doit avoir une approche plus positive de l'entreprise. Nous ne pouvons plus occulter le fait que l'entreprise est aussi un lieu de convergences d'intérêts où les hommes et les femmes investissent leur compétence, leur créativité, leur savoir-faire. Nous devons donc nous battre pour que le syndi-

calisme puisse intervenir sur tous les aspects qui engagent l'avenir et l'évolution de l'entreprise. » Face aux nouvelles formes de gestion du patronat (management participatif, projet d'entreprise, etc.), il s'agit de « prendre en compte ces évolutions » et de « formuler des exigences quant à la place de l'organisation syndicale et des institutions représentatives ».

Cette nouvelle approche doit aussi conduire la CFDT à aborder autrement ses objectifs quant à la nécessité de changer le travail : « Les salariés attendent des améliorations individuelles dans leur situation de travail. Nous devons y faire droit dans notre action. Pour autant, les changements ont aussi une dimension collective, car le travail se caractérise souvent par une interdépendance entre postes, fonctions et services. »

« Il faut que le nombre d'adhérents progresse », proclame en préambule le troisième texte, « un syndicalisme d'adhérents qui associe les salariés », présenté sous la responsabilité de M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national. « Une adhésion de masse, souligne-t-il, s'impose, tant pour développer notre fonction revendicative que pour favoriser la démocratisation de la société et de l'entreprise. » Conclusion sous forme de recommandation : « Il nous faut désormais intégrer le facteur adhérent dans notre pratique, nos structures, notre action et donc aussi notre projet. »

Pour étendre l'implantation de la CFDT, le texte suggère d'« élargir les centres d'intérêt, les préoccupations et la représentation du syndicalisme pour que tous les salariés (PME, hors-statut, etc.) bénéficient de son intervention ». Plus difficile à faire qu'à énoncer, d'autant que le document reconnaît qu'il y a bien aujourd'hui, crise de communication, crise d'échange salarialisés-syndicalistes. Comment y remédier ? Le texte de M. Jacquier invite à une autocritique des pratiques syn-

dicales actuelles : « Faire que les militants CFDT d'entreprise ne se considèrent pas légitimes seulement parce qu'ils sont plus ou moins légalement, mais aussi parce qu'ils obtiennent une reconnaissance par les salariés de ce qu'ils disent, de ce qu'ils font ».

La consultation des salariés

Parallèlement aux nombreuses propositions, la consultation des adhérents et des salariés est mise en avant : les adhérents doivent être associés, en tenant compte des aspirations des salariés à l'élaboration des revendications. Quant à la consultation, elle doit « se développer avant et pendant les conflits collectifs et à l'occasion des négociations décentralisées ». Les sections syndicales sont invitées à « consacrer autant d'heures de délégation syndicale pour la relation aux salariés et la communication aux adhérents que pour les autres tâches ». Il s'agit aussi de « négocier l'adaptation des instances de représentation dans les PME ».

Les militants sont aussi encouragés à modifier leur approche de l'adhérent qui « n'est pas automatiquement un futur militant ». Il est proposé de définir un « statut des adhérents » leur conférant des droits d'information, de consultation, d'avis, de formation, etc., au sein de la section syndicale. Quant au « principe d'un « chèque de participation syndicale » permettant à tous les salariés de s'associer à l'action syndicale et à ses résultats », il doit être mis en débat dans la société. Enfin, la question de savoir si les salariés devront s'adresser aux délégués, et non plus au directeur du personnel, pour bénéficier de garanties nouvelles, est laissée ouverte. Les congressistes n'auront pas le temps de s'engager s'ils veulent faire progresser l'adaptation de leur syndicalisme.

MICHEL NOBLECOURT.

ETRANGER

Le boom de l'activité mondiale

ETATS-UNIS : la production industrielle a crû de 0,8 % en juillet

Avant que ne soit connu, mardi 16 août à 14 h 30 (heure de Paris), le déficit commercial américain de juin, les marchés financiers ont pris connaissance d'un nouvel indice confirmant le dynamisme ou, selon certains, l'état de « surchauffe » de l'économie américaine. En juillet, la production industrielle a fait un bond de 0,8 %, d'après les chiffres publiés lundi par la Réserve fédérale. Et un an, elle a augmenté de 5,4 %. Cette croissance de la production manufacturière est la plus forte enregistrée aux Etats-Unis depuis octobre 1987. Ce mois-là, la progression avait été de 1,1 %. En juin dernier, la progression avait été de 0,4 %. Supérieure aux prévisions des analystes, la croissance de juillet marque le dixième mois consécutif de hausse. Le rythme d'embauche des industries américaines — qui avait atteint son plus haut niveau de l'année en juillet — laisse prévoir cette performance.

L'accélération du mois dernier s'est faite en dépit d'une baisse de la production dans l'automobile (7,1 millions d'unités en juillet contre 7,5 millions en juin). Elle a été tirée par la persistance de la forte demande pour les biens d'équipement de bureau (les ordinateurs notamment) et les biens de consommation.

Certains commentateurs voient dans ces chiffres la confirmation d'une croissance soutenue de l'investissement et de la consommation, celle-ci s'orientant de plus en plus vers des produits « made in USA », aux dépens des produits étrangers. Dans ces conditions, la « surchauffe » actuelle de l'économie américaine ne devrait pas remettre en cause le lent rééquilibrage des échanges commerciaux des Etats-Unis. Les investissements d'aujourd'hui favoriseront les exportations de demain, la préférence aux produits américains permettant par ailleurs de réduire les importations.

GRANDE-BRETAGNE : les ventes de détail ont augmenté de 6,5 % en un an

L'activité économique reste toujours très soutenue en Grande-Bretagne. En juillet, les ventes de détail ont augmenté de 2 % par rapport à juin, selon les chiffres provisoires corrigés des variations saisonnières publiés lundi 15 août par le ministère du commerce et de l'industrie. Ces ventes avaient stagné en juin. En définitive, sur les douze derniers mois, la progression des ventes de détail ressort, en juillet, à 6,5 %.

Plus forte qu'elle n'avait été prévue par les analystes, cette progression est rendue publique alors que le patronat britannique — la Confédération of British Industry (CBI) — vient de publier une poursuite de la vigueur du commerce de détail en août. D'après les résultats de son enquête mensuelle publiée lundi, les détaillants sont plus optimistes sur le volume des ventes en août qu'ils ne l'ont jamais été depuis décembre 1986.

Le tassement de la production industrielle relevé en juin ne dément pas la persistance d'une activité forte outre-Manche. En effet, si la production manufacturière britannique a baissé de 0,85 % en juin par rapport à mai, elle restait néanmoins supérieure de 4,7 % à son niveau atteint un an auparavant, en juin 1987, d'après les données provisoires corrigées des variations saisonnières publiées lundi 15 août par l'Office central des statistiques à Londres.

● JAPON : production industrielle en forte hausse. — La production industrielle japonaise a augmenté de 3,3 % en juin (chiffre corrigé des variations saisonnières) par rapport à mai. En juin, la production manufacturière du Japon est supérieure de 9,8 % à celle réalisée un an auparavant, d'après les chiffres révisés rendus publics mardi 16 août, par le MITI (ministère du commerce international et de l'industrie).

TRANSPORTS

Les

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

La n

Marchés financiers

BOURSE DU 12 AOUT

[illegible][illegible][illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

Manifestations sans précédent contre le régime

100